n° 419
JANVIER
2014
4,60 € - 7 FS

S!lence

ALTERNATIVES EN PICARDIE

GRENOBLE : ALLIANCE CITOYENNE, LE POUVOIR D'AGIR

BRETAGNE : LES GROS BONNETS ROUGES



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS Á...
Silence

1

Depuis quelques semaines Silence a ouvert une page sur Facebook. Ceci est très surprenant, voire choquant venant d'une revue qui se dit pour la simplicité et qui dénonce l'escalade des technologies. Pourquoi Silence est sur Facebook ?

C'est une décision qui n'a pas été facile à prendre. Et encore, aujourd'hui, elle n'est pas complètement assumée par tous ses membres. Pour mieux vous expliquer pourquoi Silence a ouvert cette page Facebook, un petit retour en arrière s'impose...
Silence existe depuis plus de 30 ans. L'association a été témoin de la rapide évolution des techniques et des moyens de communication : arrivée des micro-ordinateurs, de la PAO (publication assistée par ordinateur), de l'internet... à chaque fois, il a fallu se poser des questions et débattre pour évaluer l'intérêt de telle ou telle nouvelle technologie et pour voir dans quelle mesure Silence pouvait s'en passer.

2

Comment pouvez-vous justifier votre présence sur les réseaux sociaux ?

Silence aurait bien aimé se passer de créer cette page et d'utiliser cet outil de communication.
L'énergie nécessaire à la mise en œuvre d'internet, le pillage et la raréfaction des matériaux indispensables à son fonctionnement ne nous laissent pas indifférents, loin de là comme en témoigne le dossier que nous avons consacré à ce sujet : *L'envers de la toile* (n° 390, mai 2011). Nous avons même mené l'expérience de nous passer d'internet pour la réalisation du n° 407 (décembre 2012), dans lequel nous relatons cette aventure qui est restée... une aventure !
Les utilisateurs de Facebook, s'exposent à la capture de leurs données personnelles par les grands acteurs commerciaux du web, ce qui constitue l'antithèse de ce que nous défendons. Nous prônons tellement les échanges vrais, la simplicité, les alternatives économiques et écologiques.
Cependant, utiliser ce canal, tout en le critiquant, n'est-ce pas un bon moyen pour Silence de toucher des personnes qui ont besoin de percevoir des alternatives de vie et de développer leur regard critique ? N'est-il pas possible d'utiliser un instrument qui, a priori, sert l'individualisme et la relation virtuelle, pour diffuser un autre discours ?

3

Nous le comprenons bien. Etre sur Facebook, c'est toucher un public plus large, différent de celui qui fréquente les salons et les festivals écolos, mais pensez-vous vraiment augmenter votre lectorat en étant présent sur les réseaux sociaux ?

Aujourd'hui, Silence est sur Facebook, car Silence est une revue qui a besoin de vivre. Nous devons faire face à la perte de vitesse de la presse en général et de la presse alternative en particulier. Nous avons toujours choisi de ne pas être distribué en kiosque pour éviter le gaspillage. Savez-vous qu'en moyenne un journal sur trois disponible en kiosque est jeté ? Pour autant, Silence a besoin d'être visible.
Le bouche-à-oreille de nos lecteurs-trices, sympathisant-es et de nos partenaires compte beaucoup pour nous faire connaître. De nombreux stands — plus d'une centaine par an — sont tenus par des bénévoles et la revue est disponible en dépôt dans deux cent lieux (magasins bio, librairies indépendantes, associations…). Nous avons besoin de nous faire connaître d'un plus large public non engagé dans cette voie et peu informé. Pour diffuser les idées et les pratiques, nous ne pouvons pas rester absents des réseaux fréquentés par la plupart des jeunes, car nous ne disposons pas d'autres moyens de les toucher.
De nombreux collègues de la presse utilisent déjà les "réseaux sociaux" comme vitrine sur le web. Selon nos statistiques de 2012, 80 % des personnes qui arrivent sur notre site internet viennent par Facebook, alors même que nous n'y étions pas.
Aujourd'hui, nous choisissons de tenter cette expérience, comme nous avons commencé, en 1986, à utiliser les ordinateurs pour réaliser la revue, en 2006, de nous connecter sur internet, de créer un site et, en 2010, de proposer le paiement en ligne.

Aujourd'hui, Silence assume son ambiguïté en ayant conscience de ses contradictions. Nous veillerons à une utilisation prudente et critique de ce moyen.

LE MOIS DE LASSERPE

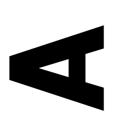
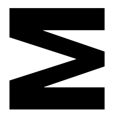








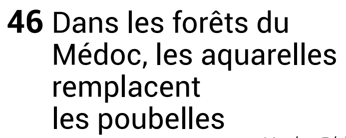
SOMMAIRE

■ DOSSIER

Alternatives en Picardie

Dossier coordonné par Michel Bernard



■ ARTICLES













■ CHRONIQUES

■ BRÈVES

QUOI DE NEUF ?

Prochain dossier :
Quand jardiner soigne



■ VENEZ NOUS VOIR LES 16 ET 17 JANVIER !

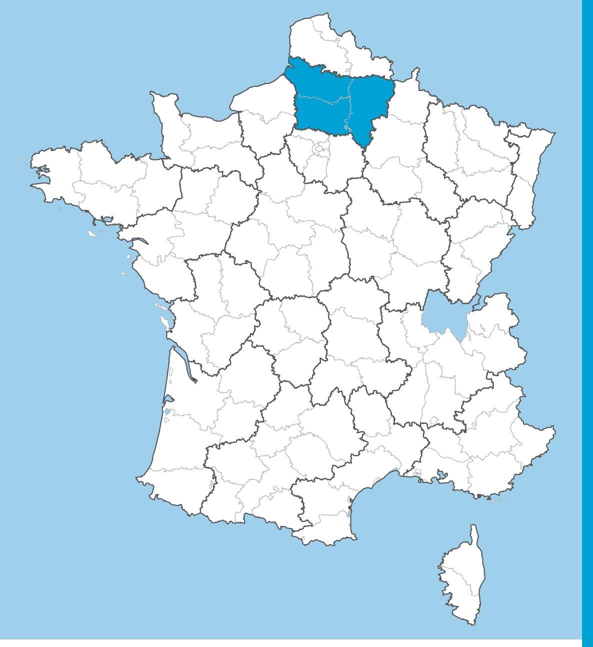
Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. ***Prochaines expéditions : 20 et 21 février, 20 et 21 mars, 17 et 18 avril…***

■ LA RÉUNION

Une personne de la rédaction de Silence étant présente à La Réunion pour six mois, elle souhaiterait entrer en contact avec des alternatives de l'île pour réaliser des reportages. Si vous habitez l'île ou si vous connaissez des alternatives intéressantes, merci de nous les communiquer, soit en nous écrivant, soit en nous envoyant un courriel par le formulaire de contact de notre site internet.

■ NUMÉROS RÉGIONAUX

Nous avons déjà publié 29 numéros régionaux. ***Numéros épuisés :*** Alsace (n°218) • Bretagne (n°259-260) • Limousin (n°265-266) • Rhône (n°272-273) • Normandie (n°278-279) • Isère (n°285-286) • Aquitaine (n°291-292) • Franche-Comté (n°298-299) • Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306) • Poitou-Charentes (n°312-313) • Drôme-Ardèche (n°318-319) • Nord-Pas-de-Calais (n°325-326) • Ariège-Hautes-Pyrénées (n°331) • Paris (n°337) • Var-Alpes-Maritimes (n°342) • Centre (n°348) • Haute-Garonne et Gers (n°353) • Savoies (n°364) • Nièvre et Saône-et-Loire (n°370) • Lozère et Gard (n°375) • Vendée et Maine-et-Loire (n°386). ***Numéros disponibles :*** Seine-Saint-Denis (n°359) • Val-de-Marne et Essonne (n°381) • Auvergne (n°392) • Lorraine (n°397) • Hauts-de-Seine - Yvelines (n°403) • Nord Midi-Pyrénées (n°408) • Ain (n°414) • Picardie (janvier 2014). ***Les prochains devraient être consacrés à :*** Sarthe et Mayenne (été 2014) • Corse (janvier 2015) • Seine-et-Marne et Val d'Oise (été 2015)



ÉDITORIAL

En terres picardes

La Picardie, ce sont trois départements (l'Aisne, l'Oise et la Somme) situés entre l'Ile-de-France et le Nord-Pas-de-Calais. Elle compte 2 millions d'habitants et reste très rurale : 60 % de la surface en terres agricoles, seulement 5, 2 % de surfaces artificialisées, le reste en prés, bois et zones humides.

On y trouve une agriculture extrêmement intensive avec beaucoup de betteraves sucrières et de pommes de terre. Par conséquent, c'est la région de France la plus frappée par la disparition d'espèces végétales, d'après les conservatoires botaniques nationaux. Le retour des haies, le développement de la bio, la création de zones naturelles protégées, depuis maintenant une vingtaine d'années, essaient de stopper ce phénomène.



Le jardin des Vertueux

Marie Clem's

C'est une région qui garde une langue régionale : selon un recensement de 2000, le picard est encore parlé par un quart des habitants et est compris par les trois quarts de la population.



Familistère de Guise

Marie Clem's

A l'exception de la proximité de l'Ile-de-France, de la capitale régionale (Amiens) et de lieux touristiques comme la Baie de Somme (10 millions de visiteurs par an), c'est une région économiquement pauvre. Globalement, le PIB par habitant y est deux fois plus faible que celui de l'Ile-de-France.



Festival des Vers Solidaires

Marie Clem's

Alors que beaucoup de petites villes sont en crise à cause de la délocalisation de leurs industries, la région, bien ventée, a misé sur le développement des parcs éoliens. Fin 2011, avec 465 machines, c'est la première région de France pour l'électricité éolienne. Et ce n'est pas fini : le programme régional prévoit d'en avoir 1100 en 2020. Une manne financière pour les communes qui les accueillent.

Les initiatives alternatives y sont diverses, comme partout, comme ce numéro vous propose de le découvrir.

Michel Bernard ■



Hôtel Les Tourelles

Marie Clem's

Marie Clem's



Pascal Goujon a créé sur trois hectares un lieu consacré au paysage, à la production maraîchère et à l'art dans la nature.

Le jardin des Vertueux

Pascal Goujon, dit Paco, paysagiste, s'est lancé dans l'aménagement d'un vaste jardin dans les hortillonnages d'Amiens, associant production de légumes, éducation à l'environnement, insertion sociale et démarches artistiques. Le résultat est magnifique.

Les hortillonnages d'Amiens sont d'anciens marais transformés en champs pour la culture maraîchère depuis l'époque gallo-romaine. Une bonne partie des parcelles ne sont accessibles qu'en barque. La zone couvrait jadis jusqu'à 10 000 ha, mais il n'en reste plus 300. Les jardins sont alimentés en eau par la Somme. Aujourd'hui, seuls une dizaine de maraîchers (contre 900 il y a un siècle) cultivent encore 35 ha, les autres parcelles étant devenues des jardins d'agrément ou des friches. L'arrivée récente d'Amap et l'intérêt pour le maraîchage bio font que des projets voient le jour pour redévelopper ces zones maraîchères, avant que le tourisme ou l'extension de la ville n'emportent tout.

MARIAGE DU MARAÎCHAGE ET DES PAYSAGES

Les parcelles qui sont le plus proches de la terre ferme sont les plus menacées par les projets d'urbanisme. En 1990, la mairie d'Amiens préempte un terrain de 22 500 m^2 qui longe une importante voie de circulation, à la limite de l'urbanisation. Le terrain reste en friche pendant une quinzaine d'années. Il est fortement inondé en 2001. Plusieurs projets d'aménagement sont alors abandonnés.

En 2006, la mairie n'a plus de projet pour ce terrain. Pascal Goujon propose alors d'y installer un jardin paysager pour l'accueil du tourisme. La mairie accepte de le vendre pour 120 000 €. Pascal Goujon, membre actif d'une association pédagogique sur le paysage, est aussi animateur d'une émission de jardinage sur *France Bleu Picardie*. Il lance alors l'idée d'acheter le terrain sous forme collective en cherchant mille parts à 120 €. Il prend contact avec *Terre de liens Picardie*(1) qui se montre intéressé mais qui explique que le projet ne correspond pas à ceux pour lesquels ils collectent de l'argent. En effet, *Terre de liens* a pour vocation d'aider à l'installation de jeunes agriculteurs ou de maraîchers. Le projet est donc revu : il s'agit alors d'acheter d'autres parcelles à l'abandon autour des terres de la mairie, et de développer, outre une activité paysagère et touristique, un pôle de maraîchage. L'ensemble des terrains atteint alors 27 000 m^2 et il est décidé que le maraîchage se fera sur 5000 m^2. Après négociation avec les différents propriétaires et la mairie, le coût de l'ensemble atteint alors 165 000 €. *Terre de liens* dispose déjà de 20 000 €. Une campagne de collecte de parts est lancée grâce à des émissions de radio, des articles de presse, des interventions auprès des associations potentiellement intéressées… et, en décembre 2008, la totalité de la somme est disponible. C'est pour le moment le projet financé par *Terre de liens* dont la collecte de fonds a été la plus rapide. L'acquisition des terrains est réalisée en mars 2009.

Terre de liens achète les terrains et les loue à Pascal Goujon selon un bail rural environnemental qui implique une "gestion en bon père de famille"(2) pour un loyer annuel de 700 €. Pascal Goujon dispose de 5 ans pour mettre en exploitation les 5000 m^2 de maraîchage à gagner sur les friches. C'est fait aujourd'hui. Le reste du terrain est aménagé en circuit de visite qui accueille

(1) Terre de liens Picardie, 3, avenue du Pays-d'Auge, 80000 Amiens, tél : 03 22 41 56 62, picardie@terredeliens.org

(2) Terme juridique présent dans la loi, qui reste bien sexiste en ce domaine !



Marie Clem's

Œuvre d'art au milieu du potager.

Au détour des chemins, le visiteur découvre de nombreuses réalisation en roseau tressé.

des œuvres d'artistes. Des bâtiments légers autoconstruits permettent de disposer d'un hangar pour le matériel agricole, d'une buvette et d'une petite écurie (pour une ânesse et une chèvre).

EN BON PÈRE DE FAMILLE !

Pascal Goujon avait démarré une entreprise de paysagiste qui fonctionnait au niveau local. Sa principale motivation pour se lancer dans ce projet était la possibilité d'accueillir ses enfants sur son lieu de travail. C'est aujourd'hui le cas : il travaille pour une grande part comme jardinier sur les lieux, et complète ses revenus par différentes interventions à l'extérieur, notamment pour aider à monter d'autres jardins à thèmes.

Pour démarrer rapidement, en 2009, il défriche à la débroussailleuse un chemin de découverte qui permet d'accueillir des visiteurs. Parallèlement, il retourne le terrain, laisse germer les millions de graines dans le sol pour détruire les jeunes pousses, sème des engrais verts pour enrichir le sol.

Les cultures, en bio, s'installent progressivement. La production est vendue en partie à un restaurant qui se trouve de l'autre côté de la route(3), en partie en paniers (une quinzaine pour le moment) que les consommateurs viennent chercher sur place, le reste allant aux visiteurs.

En semaine, le lieu accueille des classes d'Amiens et des communes alentour. En week-end, du 1er mai au 31 octobre, des visites sont organisées pour les adultes et les touristes.

Pour l'entretien des lieux, Pascal Goujon accueille un public en parcours d'insertion un jour par semaine. Il s'agit de condamnés à de petites peines qui viennent travailler ici comme alternative à la prison. Ces personnes se forment au bricolage (ce sont eux qui ont construits les différents bâtiments), au travail du sol, au débroussaillage… Ils découvrent ainsi le potentiel de certains métiers et tournent ensuite vers d'autres lieux d'accueil.

Sont également reçues sur place des personnes de jardins d'insertion de la région, qui viennent apprendre à entretenir le sol.

CERCLES VERTUEUX

Le nom "Jardin des vertueux" vient de l'idée des cercles vertueux. Le premier cercle a été réalisé pour l'achat collectif puisqu'il a permis de mettre en relations 70 structures différentes. Le deuxième cercle vertueux est que le jardin peut être reproduit ailleurs ; de nombreuses demandes arrivent pour savoir comment il s'est mis en place.

Pascal Goujon raconte notamment que, pour arriver sur le site, l'ânesse a fait le trajet depuis Abbeville, à 50 km de là, à pied. Le passage dans les différents villages a permis de dialoguer avec de nombreux élus intéressés par cette expérience. Pascal Goujon les a incités à mettre des terrains disponibles à disposition des candidats au maraîchage.

Le débroussaillage a été fait avec l'aide d'un ami venu avec son cheval. Ce fut l'occasion d'un reportage télévisé qui a fait connaître le projet, alors à son démarrage.

Le troisième cercle vertueux est celui de la vente des légumes en circuit ultracourt : cela fait réfléchir à nos habitudes d'achat pour les produits alimentaires.

Le quatrième cercle vertueux est que le jardin est un outil pour différents types de structure de réinsertion afin de *"permettre à des personnes laissées sur le quai de remonter dans le train"*.

Depuis le lancement du Jardin des Vertueux, la mairie d'Amiens a ouvert 7000 m² de jardins solidaires pour les bénéficiaires des minimas sociaux. Pascal Goujon a été sollicité pour des tâches d'encadrement.

(3) La Table des marais, menu assez cher.


Marie Clem's

RELANCE DU MARAÎCHAGE… EN BIO

Alors qu'il y a une dizaine d'années, on constatait une baisse du jardinage, aujourd'hui la tendance s'est inversée. Autour d'Amiens existent de très nombreux jardins familiaux, appartenant notamment à la SNCF. La mairie a engagé une réflexion pour redévelopper ce type de jardin.

Elle étudie également la possibilité de mettre en place des cantines bio dans les écoles. Cela suppose des fournisseurs locaux en nombre suffisant ; une recherche est en cours pour favoriser l'arrivée de nouveaux maraîchers.

Il y a de la place dans les hortillonnages mais, lorsque les parcelles ne sont accessibles qu'en barque, cela augmente le coût de production. Alors que les autres maraîchers sont plutôt en difficulté, un seul autre maraîcher s'en sort : producteur bio, avec 5 salariés, il profite d'une demande importante, mais aussi du fait que toutes ses parcelles sont accessibles grâce à des passerelles. L'entretien des grands canaux dépend de la communauté de communes, mais les petits canaux (ou rieux) et les parcelles sont privées, donc à la charge des propriétaires.

Pour favoriser le redéploiement du maraîchage, la mairie a fondé et subventionné l'association Tro'Légumes, qui met à disposition des professionnels des barges pour passer le matériel agricole, une grue pour le curage des canaux, des caisses pour le transport des récoltes.

INTERVENTIONS ARTISTIQUES

Le groupe "Art nature"[4] propose, dans le jardin, des œuvres qui jouent avec le vent. Cinq artistes (deux d'Amiens, trois des environs) se réunissent sur le site une fois par mois pour préparer des installations : en octobre, des installations éphémères pour la fête de clôture du jardin ; au printemps, des œuvres plus pérennes qui doivent durer tout l'été. Ils s'obligent à réaliser des œuvres qui se marient avec le paysage, et à utiliser des couleurs qu'ils trouvent dans les terres du site.

Parallèlement, Martin Hirsch, quand il était au gouvernement, a lancé un appel d'offre pour réaliser des festivals liant patrimoine et éducation. La ville d'Amiens a proposé le festival Art, villes et paysage dans les hortillonnages, qui a été retenu[5]. La première année, le festival s'est tenu dans le Jardin des Vertueux. Il est maintenant organisé dans l'ensemble des hortillonnages.

Art, insertion, culture, maraîchage, environnement, paysage… Le résultat est aujourd'hui de toute beauté. Laissons le mot de la fin au père de Paco : *"C'était un projet fou, mais finalement une rudement bonne idée."*

M. B. ■

■ Le Jardin des Vertueux, Pascal Goujon, face au 472 chaussée Jules-Ferry, 80000 Amiens, tél : 06 61 40 42 31, www.lejardindesvertueux.fr

(4) Né d'un ancien collectif, Les jardiniers du vent, qui suivait les festivals de cerfs-volants

(5) www.artvillespaysage.com

Autour du Jardin des Vertueux

• Amamus, 9 rue d'En-bas, 02260 Gergny, tél : 03 23 98 79 64, http://amamus.fr, *pépinière bio*

• Les Jardiniers de la Plume, 46 rue de la Plume, 80100 Abbeville, tél : 06 83 41 93 00 ou 06 01 97 43 40, www.lesjardiniersdelaplume.fr. *Œuvre pour le maintien des jardins collectifs et la création d'un projet pédagogique et social autour de l'ancien site maraîcher de 3,5 ha de Saint-Gilles.*

• Willy Vindevogel, rue de Proyart, Montdidier, 80118 Le Quesnel. *Maraîcher bio, producteur de légumes de plein champ sur 5, 57 ha appartenant à la Foncière Terre de liens (lentilles, haricots, pois chiches, pois cassés, carottes, pommes de terre, etc.) Fournisseur de deux AMAP, à Roye et à Moreuil.*

• Association pour la protection et la sauvegarde du site et de l'environnement des hortillonnages, 54 boulevard Beauvillé, 80000 Amiens, tél : 03 22 92 12 18, apsseh@wanadoo.fr


Marie Clem's

La scène musicale des Vers solidaires est face à un vaste village alternatif.

La petite musique des Vers solidaires

Amateurs de rock et de musiques actuelles, engagés dans le milieu alternatif, dix amis d'enfance ont décidé en 2004 de lancer un festival solidaire dans la commune de Saint-Gobain.

■ **Festival des Vers solidaires,** www.vers-solidaires.org, organisé par l'association Gaïa, Yvan Brochot, 36 rue Lucas-de-Néhou, 02410 Saint-Gobain, tél : 06 63 70 84 83

ILS ONT FONDÉ L'*ASSOCIATION GAÏA* POUR LA gestion de cette activité, avec pour objectif l'organisation et le financement de projets culturels, humanitaires et écologiques. Le *festival des Vers solidaires*[1] a lieu chaque été, avec le soutien de la municipalité, qui leur prête l'enceinte du stade. Ils espèrent ainsi arriver à développer d'autres activités pour redynamiser une commune qui se cherche, après la fermeture de son usine de verre et glaces.

FAIRE SE RENCONTRER DES POPULATIONS DIFFÉRENTES

Le vendredi soir et le samedi soir, c'est concert. Le samedi après-midi et le dimanche, il y a un village alternatif. Le dimanche, c'est scène ouverte pour de petits groupes… Nous avions choisi de venir le dimanche matin ; nous avons ainsi croisé de nombreux jeunes aux yeux rouges (manque de sommeil ?) qui repartaient en stop après deux nuits de musique, et les alternatifs du coin, plus intéressés par les stands et les débats.

Sous un climat océanique (pas loin de 50 averses dans la journée), nous avons pu suivre des débats autour de la parentalité, du chamanisme, de la libération du vivant… Des ateliers permettaient de s'initier à la permaculture, à la sophrologie, aux isolants naturels, au compost… le tout aux côtés d'un marché biologique de producteurs locaux, d'une fête de la laine, de jonglerie et de multiples stands de nourritures et de boissons. Une trentaine d'associations étaient présentes, locales ou plus lointaines. Tout cela est rendu possible par la mobilisation de plus de 200 bénévoles : des personnes du coin, mais aussi des gens qui, venus de loin pour la musique, y reviennent pour l'ambiance.

EVOLUTION DU FESTIVAL ET ÉVOLUTION PERSONNELLE

Au départ, le festival n'était pas si impliqué dans les actions écologiques et/ou sociales. Dès le début, l'un des buts était de dégager des bénéfices à réinvestir dans des projets solidaires[2]. Les organisateurs ont découvert certaines alternatives sur les stands associatifs, et ils les ont ensuite reprises : les toilettes sèches, le système des consignes pour les verres et la vaisselle, la possibilité de manger végétarien, certaines activités à prix libre, la création d'une monnaie du festival, la totalité de l'alimentation bio et locale, le recyclage à 95 % des déchets, la recherche d'une économie solidaire, écologique, locale et artisanale…

Le festival s'est développé progressivement, passant de 2000 participants et spectateurs la première année à plus de 8000 aujourd'hui. Le public, d'abord local, s'est élargi, comme pour le bénévolat. Certains viennent

(1) Il s'agit de vers de poésie et de musique, et non de ceux du compost !

(2) Ce qui a pu être fait chaque année, sauf en 2010, à l'occasion du passage de deux à trois jours où il y a eu un déficit par sous-estimation de ce que coûtait ce changement.



Ils sont environ 200 bénévoles pour animer ces trois jours de festival.

D.R.

Les organisateurs viennent de racheter un magasin dans le village pour y ouvrir une épicerie bio.



D.R.

maintenant de toute la France et de Belgique[3]. Les musiciens et chanteurs sont de plus en plus choisis pour leur engagement militant. Les têtes d'affiche en 2013 étaient les Ogres de Barback et Keny Arkana.

DES FINANCEMENTS SOLIDAIRES

Le budget du festival est de 140 000 € (pour payer les prestataires pour la scène, l'éclairage et le son, et le cachet des musiciens). Les recettes proviennent des entrées[4], des bénéfices de la buvette et de l'essentiel de la restauration que l'association gère elle-même, enfin, pour une faible part, d'un prélèvement sur le chiffre d'affaires des stands[5]. L'association développe également quelques activités locales : trois à quatre fois par an, elle organise une projection gratuite de film militant. En juin, elle propose aussi une "Fête de la vie", mini-festival pour lequel elle ne communique que dans la commune.

L'association décide chaque année des projets qu'elle va aider financièrement. Depuis deux ans, elle a participé au rachat de terres pour les indiens Kogis en Colombie, versé de l'argent à *Terre de liens,* et aidé au développement de projets alternatifs très locaux (qui, selon les membres, ne sont pas forcément les plus faciles à repérer).

L'association ne compte aucun salarié : tout le monde est bénévole. Ceux qui s'investissent le plus ont souvent un métier à temps partiel et l'organisation du festival se répartit sur toute l'année.

FAIRE REVIVRE LE VILLAGE

Les animateurs de l'association sont très bien acceptés dans la commune car leurs parents y vivent, voire leurs grands-parents. Cinq d'entre eux ont acheté collectivement, en 2012, d'anciens vergers abandonnés qui dépendaient de jardins ouvriers, liés à la verrerie. Sur ce terrain en pente de deux hectares, ils ont installés des habitations légères (yourtes, tipis, dômes) et rêvent d'y développer un écovillage. Il n'y a pour le moment ni électricité (mais des panneaux solaires), ni eau courante (mais un puits), seulement quelques essais d'autoconstruction comme un mur de soutènement en bois cordé. Ils y font déjà de la permaculture et plantent de nouveaux arbres fruitiers.

Yvain et Valérie, deux des animateurs de l'association, ont créé leur activité autour de la location de toilettes sèches. Un autre a créé son emploi autour d'un fournil à bois et produit du pain bio qu'il vend lors du festival et, localement, le reste de l'année. Il ne reste plus qu'une supérette dans la commune. Quelques-uns viennent de racheter la maison de la presse, qui fermait, pour la transformer en épicerie biologique.

Ils sont aussi actifs dans un syst-me d'échange local (SEL) et une AMAP. Le festival a été le lieu de lancement d'initiatives comme, cette année, l'annonce de la naissance de l'épicerie bio, mais également du réseau *Forêt vivra* qui dénonce l'exploitation intensive des forêts par l'Office national des forêts[6].

Ils ont récemment organisé une assemblée villageoise pour discuter plus largement qu'au conseil municipal. Une centaine de personnes ont participé à cette expérience de démocratie directe. Cela a débouché sur la mise en place d'une organisation autogérée, en dehors de l'*association Gaïa,* avec des groupes de travail qui se retrouvent une fois par mois. Une commission chercher à donner la parole aux anciens, une autre voudrait rouvrir des chemins…

Un autre monde est donc possible… déjà localement.

M. B. ■

Saint-Gobain

La commune de Saint-Gobain est célèbre dans le monde entier : Colbert y créa en 1665 la *Manufacture des glaces de Saint-Gobain* pour réaliser les miroirs du château de Versailles. L'usine a fonctionné jusqu'en 1995. C'était la principale activité économique de la commune (elle a compté jusqu'à 1000 salariés). Il reste deux autres gros employeurs : un hôpital psychiatrique (300 salariés) et un centre de réinsertion (200 salariés).

Si la population est stable (2300 habitants), elle est vieillissante. Nombre de commerces ferment. La dernière banque est partie il y a un an.

(3) La frontière est à 100 km.

(4) A un tarif tout à fait raisonnable : 18 € pour les trois jours

(5) Les visiteurs sont invités à utiliser la monnaie locale (le Goban) et, lorsque les stands font la reconversion en euros, un petit pourcentage est prélevé.

(6) Pour des raisons économiques, de plus en plus, les forêts sont coupées en une seule fois puis replantées en une seule fois. On se retrouve donc avec des futaies "régulières", où tous les arbres ont le même âge et où la biodiversité est pauvre. L'alternative consiste à couper les arbres de manière à favoriser la présence de tous les âges. On parle alors de futaie "irrégulière".



Marie Clem's

Face à la baie de Somme, un hôtel qui ressemble à un château.

Hôtel Les Tourelles, vers une démarche écologique

Comment adopter une démarche plus écologique tout en satisfaisant sa clientèle ? C'est le pari de l'hôtel Les Tourelles, au Crotoy, en Baie de Somme, depuis maintenant 20 ans.

■ Hôtel Les Tourelles, 2-4 rue Pierre-Guerlain, 80550 Le Crotoy, tél : 03 22 27 16 33, www.lestourelles.com

TOUT COMMENCE AVEC UN PETIT TRAIN. En 1993, des Belges qui s'occupent de la relance d'un train touristique viennent voir comment fonctionne le petit train à vapeur qui permet de faire le tour de la Baie de Somme[1]. Ils découvrent au Crotoy, au nord de la baie, un beau bâtiment en désuétude, avec deux tourelles et une vue magnifique. Cet édifice, datant du 19e siècle, a été précédemment une colonie de vacances pour la Poste puis un centre de formation hôtelière de l'ANPE. Il était alors voué à la démolition.

Rentrés en Belgique, ils en parlent autour d'eux et un cercle d'amis se met en place rapidement afin de racheter le bâtiment pour en faire un hôtel. Une double structure est alors créée : une société anonyme (SA), *Nouvelle Hôtellerie*, qui en deviendra propriétaire, et la société à responsabilité limitée (SARL) *Hoteleau*, qui sera locataire gérant des lieux.

Le capital de la SA est collecté auprès d'une cinquantaine de personnes qui achètent chacune une part (environ 6000 € aujourd'hui). Aucune de ces personnes n'appartient au domaine de l'hôtellerie. Le projet est de faire un hôtel "pas comme les autres", qui vivra comme une maison de famille, avec un service hôtelier en plus. Cela se traduit par un salon-bar confortable, où des échanges culturels ou artistiques peuvent avoir lieu, une salle de jeux pour les enfants… Pour les actionnaires, c'est un lieu de résidence pour les vacances. Avec le temps et l'extension de l'hôtel, le nombre de sociétaires montera à 120. Par la suite, la SA achètera un deuxième hôtel en montagne, en Suisse[2].

La SARL comprend un couple de gérants, Gilles et Dominique Ferreira da Silva (Gilles étant le seul non-Belge de cette histoire), et un comité d'orientation. Gilles Ferreira da Silva était restaurateur, d'abord à Paris puis à Bruxelles, où il avait ouvert deux restaurants. Dominique travaillait dans le prêt-à-porter (commercial et marketing).

De la télévision

L'hôtel des Tourelles est un hôtel trois étoiles, ce qui implique, entre autres, la présence d'une télévision dans chaque chambre. Une télévision dont les gérants se passeraient bien… Comme le dit Gilles Ferreira da Silva, "avec deux marées par jour, nous avons déjà l'un des plus grands spectacle du monde". Oui, mais quand il pleut ? Pour ces jours-là, le visiteur trouve, posé sur sa table de nuit, un livre offert par l'hôtel, grâce à un accord avec les éditions de l'Aube. Une dizaine de titres sont proposés chaque année, largement de quoi s'occuper sans allumer le petit écran. Le salon-bar propose également une bibliothèque et des jeux de société.

(1) Ce train, qui date de 1887, est exploité par une compagnie privée depuis 1971. Il relie Le Crotoy, au nord, et Saint-Valéry-sur-Somme, au sud, puis Cayeux-sur-Mer, plus à l'ouest.

(2) Ce deuxième hôtel, situé à 1800 m d'altitude, est desservi par un téléphérique, à Champery, dans les Alpes suisses. Il dispose également de l'écolabel européen. Voir www.pleinciel.com



Marie Clem's

Gilles Ferreira da Silva, à la tête d'une équipe de 25 salariés.

La SARL gère un bâtiment qui, une fois rénové, ouvre en 1994 avec 17 chambres et une salle de restaurant. L'aventure commence avec cinq salariés. Le succès est immédiat et, très rapidement, ils affichent complet tout l'été et tous les week-ends. Au fil des ans, ils s'agrandissent en achetant notamment une ancienne cure voisine. Aujourd'hui, il y a 35 chambres et un "dortoir des matelots" (une chambre collective de dix places pour les enfants), un immense restaurant. Le nombre de salariés a grimpé à 25 et il est toujours très difficile d'y trouver une chambre à l'improviste le week-end : en 2012, il y a eu 9000 nuitées (sur 48 semaines) et le restaurant a servi 40 000 repas.

UNE DÉMARCHE ÉCOLOGIQUE

Dès le départ, du fait de la présence d'un certain nombre de fervents défenseurs écolos dans les investisseurs, le projet a été pensé pour essayer de développer un hôtel le plus éco-responsable possible, tant sur l'aspect sociétal qu'environnemental. L'une des contraintes du projet était d'être perçu positivement par les résidents ou ceux qui viendraient au restaurant. Il s'agissait d'adopter une démarche cohérente avec la Baie de Somme, classée parmi les plus belles zones naturelles du monde.

L'hôtel évolue progressivement dans ce sens. En 2007, l'hôtel obtient l'Eco-label européen.

Baie de Somme zéro carbone



Après avoir réalisé en 2008 leur bilan carbone, les responsables de la démarche éco-attentive de l'hôtel des Tourelles ont estimé qu'il pouvait intéresser l'ensemble des professionnels du tourisme, privés et institutionnels, et que l'on pouvait démarrer un processus collectif pour réduire les émissions dans toute la région de la baie, selon un processus d'"intelligence collective".

Réunissant hôteliers, restaurateurs, agriculteurs, prestataires d'activités nature et autres prestataires touristiques, des tables rondes thématiques ont vu le jour à l'hôtel Les Tourelles. Cela a débouché sur des formations spécifiques : comment économiser l'énergie mais également l'eau, le chauffage et l'électricité, réduire les déchets ; comment choisir des produits d'entretien plus écolos, former et sensibiliser le personnel, valoriser l'usage de produits locaux… Cela s'est aussi traduit par la mise en place d'une communication spécifique sur le territoire, et des actions comme des "semaines zéro carbone", ou encore l'incitation à l'évaluation carbone de l'ensemble des membres de l'association, la coopération pour le développement de circuits courts, la recherche du développement des transports collectifs et verts…

Les collectivités publiques se sont intéressées petit à petit à ces rencontres et actions : comités départemental et régional du tourisme, syndicat mixte Côte picarde, Parc naturel régional Picardie maritime, Pays des Trois Vallées, communautés de communes…

Cinq ans après son premier bilan carbone, l'hôtel des Tourelles vient de réaliser un audit et s'est fixé des objectifs précis en termes de diminution des émissions.

L'association *Baies de Somme Zéro carbone* aide ses membres : chaque structure adhérente reçoit des outils et des conseils pour adapter sa propre démarche.

Mais, comme le dit Dominique Ferreira da Silva, tout cela demande du temps : *"changement de mentalité, d'habitudes, nous ne pouvons brusquer nos hôtes"*. Tout le monde va dans la même direction, mais chacun choisit son rythme.

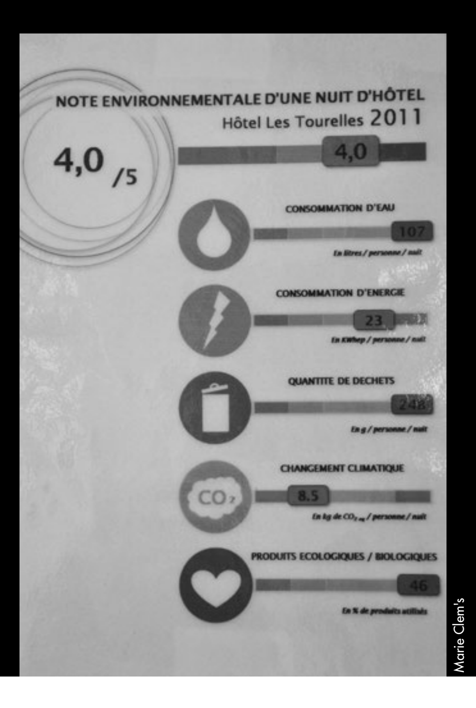
L'enjeu est énorme : la Baie de Somme, ce sont 10 millions de visiteurs par an… et malgré la présence de trains, d'une navette en bateau à travers la baie, de multiples locations de vélos, des solutions d'autopartage, seule une toute petite proportion n'utilise pas sa voiture pendant son séjour.

■ *Baie de Somme Zéro carbone, BP 90036, 80550 Le Crotoy. www.baiedesomme-zerocarbone.org*



Marie Clem's

A plusieurs endroits de l'hôtel, la collecte sélective des déchets.



Marie Clem's

Présentation près de la réception des performances de l'hôtel : l'arrivée en voiture des clients est le seul à rester dans le rouge.

L'écolabel européen



D.R.

L'écolabel européen pour l'hôtellerie et la restauration comprend actuellement 95 critères, dont trente sont obligatoires. Il est accordé pour une période de cinq ans renouvelable. A chaque renouvellement, de nouveaux critères entrent en jeu, avec des périodes de mise en application.

L'hôtel des Tourelles n'est pas concerné par cinq des critères obligatoires (par exemple, il n'a pas de climatisation), et il répond largement aux vingt-cinq autres. Pour les critères facultatifs, il est, au minimum, au-dessus du double des minima pour chaque critère.

On compte aujourd'hui près de 200 hôtels certifiés par l'écolabel européen en France (voir www.ecolabels.fr).

C'est alors le cinquième hôtel en France à obtenir cette certification.

Tout le bâtiment fait l'objet d'attention pour être économe en énergie. Dès le départ, les fenêtres sont changées (double vitrage systématique), l'éclairage est entièrement repris (il y a 500 points d'éclairage dont 127 avec variateurs), l'électricité est achetée avec certification d'origine renouvelable. Des économiseurs d'eau sont mis en place sur les douches et les lavabos, les savons et gel douche, de marque écologique, ne sont pas fournis en dose individuelle mais dans des bouteilles rechargeables. La récupération des eaux de pluie dans des fûts de chêne (et non en plastique), permet d'arroser, derrière l'hôtel, un jardin qui présente de nombreuses plantes aromatiques(3) et un "hôtel à insectes"(4). Les déchets végétaux de la cuisine sont compostés sur place pour diminuer le volume des déchets à emporter. Le voyageur est invité à utiliser les modes de transports doux disponibles sur place. Un accord a été passé avec un loueur de vélos qui en laisse à disposition à l'arrière de l'hôtel.

En 2008, le bureau d'étude belge *Factor X*(5) réalise un bilan carbone général du fonctionnement de l'hôtel et du restaurant. Cette étude montre que le principal point noir est le déplacement des voyageurs, qui arrivent presque tous en voiture (56 % des émissions totales de CO_2 de l'hôtel). Cela conduira les gérants de l'hôtel à engager la démarche "Baie de Somme zéro carbone", pour réfléchir à des alternatives à la voiture, pas seulement au niveau de l'hôtel, mais de l'ensemble de la zone touristique (voir page précédente).

L'Eco-label évolue (voir ci-contre), mais l'hôtel demeure en avance sur l'ensemble des critères.

CE QU'EN PENSENT LES CLIENTS

A priori, lorsque vous réservez votre chambre, rien ni personne ne vous indique que vous serez dans un hôtel un peu particulier. Par contre, dès votre arrivée, un certain nombre d'affiches et d'écriteaux vous alertent sur les démarches entreprises : près de chaque interrupteur, une étiquette vous invite à éteindre en quittant votre chambre ; une autre vous explique pourquoi vous pensez avoir moins de pression aux robinets d'eau. Dans l'entrée, il y a des poubelles sélectives pour collecter vos déchets… Le chauffage est réglé à une température normale… complétée par des couvertures, posées sur les lits. Les gérants évitent les transferts de chambre pour les longs séjours, source de nettoyages supplémentaires. Si vous restez longtemps, les

(3) Les produits du jardin ne peuvent être utilisés en cuisine, à cause d'une réglementation kafkaïenne.

(4) Structure présentant des alvéoles de différentes tailles pour favoriser l'installation des bourdons, papillons… La ruche a été pensée pour ne pas faire courir de risque aux visiteurs.

(5) Factor X, The Climate Consulting Group, avenue de la Paix, 3, B-1420 Braine-l'Alleud, tél : (32) 2 888 63 34, www.theccgroup.eu

(6) Certaines personnes critiquent le petit-déjeuner, où les confitures sont servies dans de grands pots, car ils trouvent cela peu hygiénique ! Brûler les emballages en plastique des petits pots de 10 g à l'incinérateur ne les choque sans doute pas, car ils n'ont pas conscience de la pollution provoquée.



Solution pour récupérer l'eau de pluie… sans plastique (donc sans pétrole).

D.R.



Sur les terrasses de l'hôtel, une première ruche dont le miel est servi au petit déjeuner.

D.R.

draps ne sont changés que tous les trois jours ; les serviettes, seulement si vous les posez par terre. Au petit-déjeuner, tout est prévu pour éviter les déchets : il n'y a presque pas d'emballage perdu. Les produits sont choisis localement (à plus de 80 %) pour limiter les transports.

Lorsque vous partez, un questionnaire vous est envoyé par internet pour vous demander ce que vous avez pensé de cette démarche discrète mais bien présente. Une bonne moitié des clients connaissent l'Eco-label européen et l'apprécient ; une petite partie trouvent cela contraignant(6). La clientèle est en partie internationale : Anglais, Allemands et Belges sont globalement plus sensibles à la démarche que les Français. Malgré la publicité faite pour inciter à venir en train, à vélo ou en covoiturage, plus de 96 % des clients arrivent encore en voiture. C'est le comportement le plus difficile à faire évoluer.

Toute la difficulté pour les gérants est de suivre l'évolution de la démarche sans se transformer en donneurs de leçon. Les clients doivent apprécier le lieu et percevoir les mesures écologiques comme un plus, et non comme une contrainte. C'est pourquoi l'accent est mis sur la formation du personnel afin d'avoir des valeurs communes et de transmettre cette démarche éco-attentive à la clientèle et aux nouveaux employés.

Il y a encore des évolutions possibles. Sont en projet pour 2014, la végétalisation des terrasses et la mise en place de ruches dans la Baie de Somme pour fournir le miel du petit-déjeuner.

Tout cela se passe sous le regard du conseil d'orientation, dont les cinq membres viennent chaque année. Les 120 copropriétaires, eux, passent de temps en temps. Un grand rendez-vous est déjà prévu : le 20 juin 2014, ils se retrouveront tous pour fêter les 20 ans de succès de l'hôtel.

M. B. ■

Le bruit de l'eau

A quelques kilomètres de l'hôtel des Tourelles, toujours en Baie de Somme, nous avons rendu visite au gîte Le bruit de l'eau.

Indéniablement, c'est beau ! En 2005, Tibo et Nathalie ont acheté une ancienne pâture, en bordure d'une réserve naturelle et tout près de la mer. Ils ont planté plusieurs centaines d'arbres d'espèces locales, mis en place un circuit d'eau avec toitures végétalisées, récupération des eaux de pluie, pompes solaires, arrosage, étang, assurant l'autonomie en eau du lieu.



Marie Clem's

Une maison d'hôtes au bord d'un étang.

S'inspirant de l'architecture japonaise, un premier bâtiment comprend leur appartement privé, un atelier photo, une bibliothèque et un gîte en location. Devant le bâtiment se trouvent un jardin japonais, avec pierre et sobriété, puis, plus loin, un potager et enfin, dans le bois au sud, un dojo, à la fois lieu de méditation et gîte. A l'arrière, autour de l'étang, on atteint un bâtiment à étage avec trois chambres et un petit bar-restaurant où des repas d'inspiration japonaise sont cuisinés à la demande, avec des produits locaux.

Sur le côté de l'étang, des bains japonais en bois offrent douches et bains à 42 °C (l'eau est chauffée au bois). Certaines chambres disposent de sauna ou d'hammam, et même d'une installation de luminothérapie. Le dojo a des toilettes sèches et une eau tirée d'un puits (rustique à souhait).

Tibo étant photographe, le tout est esthétiquement décoré avec de grandes photos.

Tout est donc calme, luxe et volupté ! Mais bonjour le prix : à partir de 178 € la nuit ! L'écologie pour les riches…

Et vous ne verrez pas forcément le propriétaire des lieux, qui est souvent en vadrouille en avion de par le vaste monde. On économise l'eau ici, on détruit le climat ailleurs. Un bon sujet de méditation, non ?

Salle de méditation ouverte sur un jardin zen.



Marie Clem's


D.R.

Un tour de France des alternatives en trio

Après notre appel dans *Silence,* nous avons été contactés par trois Picards d'une trentaine d'années qui ont parcouru la France à vélo, d'avril à septembre 2013. Une aide précieuse pour nous fournir témoignages et contacts en Picardie et ailleurs.

UN "TCHO PAS DE CÔTÉ" EN 2600 KILOmètres pour aller voir l'alternative de nos propres yeux et ce, dans tous les domaines(1). D'où une liste à la Prévert, à l'image des initiatives picardes rencontrées : Ecologis compiégnois (habitat participatif), Aliment'ton Local et Cac'Carotte (voir page 16), L'Ecume du jour (voir page 24), le Fablab (numérique), les Ateliers de la Bergerette (voir page 26) et la Mairie de Montdidier (parc public éolien). Et pourtant, toutes ces démarches partent d'un même constat — l'échec du modèle économique actuel — et visent toutes à réduire leur dépendance à l'économie marchande.

Petit aperçu de cette aspiration à l'autonomie.

L'alternative écologique au quotidien commence par l'alimentation

Les groupements d'achats — sous forme coopérative ou pas — permettent de réduire le coût d'une alimentation locale, donc de toucher d'autres publics que les AMAP et de s'approvisionner en épicerie sèche. Le Groupement d'achat solidaire et écologique de Nîmes(2) propose une quarantaine de produits à des prix 10 à 20 % inférieurs à ceux d'une épicerie bio classique : les consommateurs passent commande, organisent la livraison et viennent avec leurs contenants. Il n'y a ni local à payer, ni personnel à rémunérer. A l'ADDA(3), association nantaise à mi-chemin entre une maison de quartier et une épicerie coopérative, les adhérents viennent chercher leurs paniers de produits locaux, s'approvisionner à l'épicerie autogérée, participer à des ateliers de conserverie, se servir dans la zone de gratuité ou encore récupérer des invendus de marché. Aucun salarié, mais 300 adhérents de tous âges et toutes origines qui apportent idées et énergie humaine. C'est dans le "faire" et non le "dire" qu'est abordé l'objectif de l'association : économiser l'énergie en consommant local. Un changement profond des habitudes quotidiennes qu'on peut venir expérimenter ici, au travers d'ateliers pratiques et collectifs.

Le "faire ensemble" ou la valorisation d'autres rapports au savoir

Dans les ateliers vélos participatifs, les fablabs ou les ateliers associatifs de menuiserie, l'apprentissage est horizontal : les participants s'entraident et apprennent les uns des autres. L'animateur n'est là que pour accompagner le groupe. Le décloisonnement des savoirs et le cumul des connaissances permettent d'avancer bien

A lire

- Geneviève Pruvost, *L'Alternative écologique au quotidien – Vivre et travailler autrement,* publié dans Terrain 60, mars 2013
- Isabelle Frémeaux et John Jordan, *Les Sentiers de l'utopie,* Zones, 2011, La Découverte

(1) Nom donné à ce tour de France en référence au film *L'an 01* de Doilon et Gébé. Projet porté par l'association *UtoPic'* et soutenu par le dispositif régional Puls'action, le Défi Jeunes ; parrainé par la CRESS et la CPCA de Picardie, l'ACAP-Pôle Image Picardie et RECIT.

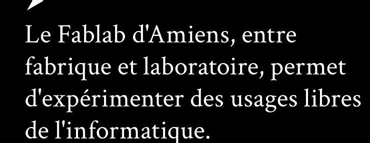
(2) Retrouvez les coordonnées des initiatives citées ici et de toutes celles visitées sur notre site : *www.untchopasdecote.fr*

(3) ADDA signifie "AujourD'hui, restaurons DemAin".

Benjamin, Marie et Mathilde ont parcouru 2600 km à vélo, d'avril à septembre 2013 à la rencontre des alternatives.



D.R.



Le Fablab d'Amiens, entre fabrique et laboratoire, permet d'expérimenter des usages libres de l'informatique.

plus vite que la connaissance brevetée et que l'innovation industrielle. Au fablab, l'innovation par tâtonnement et essai-erreur favorise la réponse à des besoins très précis. Celui de Lyon met ses machines au service d'un projet d'utilité sociale appelé Handilab : designers, bricoleurs et médecins élaborent collectivement et bénévolement des solutions techniques à des besoins médicaux particuliers. Dans un autre domaine, à Bois et compagnie, adhérents et salariés ont unit leurs forces pour construire un prototype d'habitat léger et démontable. Démontrant qu'il est possible de créer un habitat de qualité, écologique et économique à partir de matériaux récupérés.

Le faible coût d'entrée dans ces associations et la mise en avant d'échanges non marchands confortent la dimension sociale du projet. On peut y venir par souci d'économie, mais on y trouvera aussi un lieu de convivialité et d'échange entre des personnes de tous horizons. Ici comme au fablab ou à l'atelier bois, chacun se réapproprie les objets, en les réparant ou en les fabriquant soi-même. Tous apprécient de palper le résultat de leur travail et de faire œuvre créative. Une communauté de valeurs qui se traduira bientôt, à Lyon, par l'installation du fablab au dessus des locaux de Cobois[4].

Si vous souhaitez découvrir d'autres expériences, venez nous rencontrer cet hiver en Picardie. Films et photos à l'appui, nous participerons à divers événements pour parler de ces initiatives. Et qui sait ? Peut-être réaliserons-nous un de ces projets un peu fous rêvés sur nos bicyclettes...?

Marie Lemay
Association UtoPic' ■

(4) Cobois a fait l'objet d'un reportage dans *Silence* n°407.



D.R.

L'ADDA, épicerie autogérée de Nantes, 300 adhérents et aucun salarié.



D.R.

A Lyon, le Recycleur permet à beaucoup d'apprendre à entretenir son vélo. Le succès est tel qu'il a fallu dédoubler les locaux.



D.R.

Première distribution en juin 2010, sur le campus de l'université de Compiègne.

Comment des étudiants redécouvrent coloquintes et panais

Travaillant avec un maraîcher d'insertion, l'association Cac'Carotte propose des paniers de légumes sur le campus de l'université de Compiègne.

En mars 2010, une enquête met en lumière les mauvaises habitudes alimentaires des étudiants : un sur cinq ne prend que deux repas par jour, 35 % ne mangent pas de légumes tous les jours et 14 % ne mangent quotidiennement ni fruits ni légumes[1].

A l'université de technologie de Compiègne (UTC), en juin 2010, quatre élèves créent l'association *Cac'Carotte,* inspirée des Amap Campus[2], pour faciliter l'accès des étudiants à des légumes de qualité, produits localement.

Avril 2013 : dans un grand hangar de l'UTC, voisin du *Pic'Asso,* bar étudiant servant une bière à un prix imbattable, des étudiants viennent chercher leurs paniers de légumes. L'association en distribue 160, encore trop peu au regard des 4000 étudiants que compte l'école, comme le rappelle Iris, présidente de *Cac'Carotte.* Et pourtant, c'est six fois plus qu'il y a trois ans, et les étudiants sont chaque semestre plus nombreux.

UN FONCTIONNEMENT ADAPTÉ AUX CONTRAINTES DES ÉTUDIANTS

Pour mettre en place *Cac'Carotte,* une étude a été réalisée, dans le cadre d'un cours sur le développement durable, pour transposer le concept d'Amap aux contraintes estudiantines. Avant de se lancer, les quatre initiateurs ont pris conseil auprès du Réseau français des étudiants pour le développement durable[3], de plusieurs Amap Campus et de deux Amap compiégnoises. Accompagnés par Nathalie Schnuriger, créatrice de *Bon Appétit-Nutrisens*[4] et intervenante sur leur cours, ils réalisent une étude de marché et rencontrent des maraîchers locaux. En juin 2010, ils organisent une première distribution-test grâce au soutien financier que l'université leur a versé dans le cadre du concours "Projets innovants".

Dans son fonctionnement, la démarche s'apparente à celle d'une Amap sans en être une. Les étudiants ne payent pas directement aux producteurs mais à *Cac'Carotte,* qui reverse l'argent à ses fournisseurs (les *Jardins du plateau picard* pour les légumes, Jean-Marie Beaudoin pour le fromage, et *Bon appétit* pour les œufs)[5]. Le panier de base, constitué de légumes de saison, est proposé au prix attractif de 27, 50 € pour 5 semaines. Les étudiants s'engagent sur cette période, plus courte que dans les Amap, mais adaptée au rythme universitaire. En complément, on peut commander 4 œufs par semaine pour 1 € de plus, et 2, 50 € toutes les deux semaines pour un morceau de tomme au cidre. Le prix du panier, plus faible que dans une Amap classique, s'explique par l'effort du maraîcher, qui tient à rendre ses produits accessibles aux étudiants. Pour lui, c'est également un moyen d'écouler des légumes de petit

(1) Enquête CSA sur les habitudes alimentaires des étudiants, publiée en 2010 par l'Union nationale des mutuelles étudiantes régionales (regroupant la Mep, la MGEL, la Smeba, la Smeno et la Smerep) à partir de données datant de 2009

(2) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

(3) REFEDD, Maison des initiatives étudiantes de Paris, 50 rue des Tournelles, 75003 Paris, www.refedd.org

(4) Coopérative de restauration, 28 rue Notre-Dame-de-Bon-Secours, 60200 Compiègne, tél : 03 60 40 44 31, www.bonappetit-nutrisens.fr

(5) Jardins du plateau picard, 1 bis, rue du Tour-de-Ville, hameau d'Argenlieu, 60130 Avrechy, tél : 03 44 51 21 17, www.cc-plateaupicard.fr



Depuis la rentrée 2011, certains participent à un jardin partagé qui assure un complément de légumes.

En 2013, ce sont 160 paniers qui sont maintenant distribués.

D.R.



D.R.

calibre dont il ne pourrait pas garnir les paniers destinés à des familles.

UNE APPROCHE RÉSOLUMENT ALTERNATIVE

Malgré ces différences, la charte des Amap reste une référence, notamment en termes de valeurs. Son nom, clin d'œil au CAC 40, rappelle la volonté de prendre ses distances avec un modèle économique en crise. Pour les fondateurs, il s'agit d'"*aller au-delà d'un simple consumérisme –* [ce n'est] *en aucun cas une simple vente*" et d'"*être solidaires avec le producteur en cas d'aléas de la production*"(6). Des principes réaffirmés dans les règles de distribution actuelles : "*Les personnes qui bénéficient du panier Cac'Carotte ne sont, logiquement, pas de simples consommateurs, mais des adhérents à Cac'Carotte. Cela signifie que c'est grâce à eux que l'association tourne*"(7).

A *Cac'Carotte*, le "local" est préféré au "bio" : le maraîcher s'inscrit dans une démarche d'agriculture raisonnée. La provenance locale "*inspire confiance*" explique Victor : un légume sale et terreux est rassurant car "*on est sûr qu'il vient de la terre et qu'il n'a pas été lavé avec n'importe quoi*".

Cette recherche d'éthique dans l'acte de consommation est un pilier du projet associatif. On la retrouve dans le choix du maraîcher, une entreprise d'insertion : "*Savoir que c'est avec les Jardins du plateau picard est une motivation supplémentaire : tu sais que si ton panier est moins fourni une semaine, c'est pour la bonne cause*" (Victor). Dans cette association de réinsertion par l'agriculture, les paniers de fruits et légumes ne sont pas une fin en soi mais un résultat de l'activité. Il n'y a aucune assurance que les produits livrés correspondent à un idéal commercial. Mais les adhérents en ont conscience et défendent ce qui leur apparaît comme la plus-value sociale du projet.

UNE ASSOCIATION DYNAMIQUE ET OUVERTE SUR L'EXTÉRIEUR

Pour attirer davantage d'étudiants, *Cac'Carotte* a développé plusieurs stratégies.

Des recettes sont directement fournies par les Jardins du plateau picard pour donner quelques idées gourmandes. Un bémol : elles nécessitent parfois des ingrédients et ustensiles dont les étudiants ne disposent pas, et requièrent un certain savoir-faire. Cela en freine certains, comme Camille (cliente du Pic' interrogée pendant la distribution), qui dit ne pas adhérer à l'association car elle ne sait pas cuisiner. A Amiens, l'association *Les Tombés de la charrette* a trouvé une solution à ce problème en proposant des ateliers de cuisine adaptés aux contraintes matérielles et financières des étudiants(8). Les Compiégnois pourraient faire de même avec l'association *Cook'UTC*, qui organise déjà des cours de cuisine "par et pour étudiants", sans forcément utiliser des produits locaux… En attendant, deux midis par trimestre, *Cac'Carotte* organise des repas "locavores" au foyer de l'UTC.

Un dernier projet est né à la rentrée 2011 : un jardin partagé. Cinq cents mètres carrés, situés à 10 minutes de l'UTC, ont été mis à disposition par un professeur. Cela permet aux étudiants de renouer un contact avec la terre et d'apprendre à cultiver. C'est aussi un moyen de créer du lien avec les habitants de Compiègne et avec la vie associative locale. L'association *Les Ricochets du savoir*(9) participe à l'animation du lieu en transmettant des connaissances techniques aux étudiants. Les bénévoles des Ricochets – pour la plupart retraités – partagent leurs savoirs avec les étudiants dans la joie et la bonne humeur. Ouvert tous les samedis après-midi, "*le jardin est en accès libre à toute personne qui souhaite cultiver un bout de terre, faire pousser des fleurs, donner des conseils de jardinage ou simplement profiter du lieu pour se détendre*"(10). Alors avis aux amateurs !

Benjamin et Marie Lemay ■

Article réalisé par l'association UtoPic' lors de son tour de France des alternatives (www.untchopasdecote.fr). Entretiens effectués lors de notre venue à Compiègne le 10 avril 2013. Merci à Cac'Carotte, à ses bénévoles et à Iris pour sa disponibilité.

(6) Extrait de leur projet rédigé dans le cadre du cours "développement durable" et disponible en ligne sur leur site internet : *wwwassos.utc.fr/caccarotte*, onglet "Présentation"

(7) Voir sur le site internet de l'association, onglet "Paniers"

(8) Pour en savoir plus sur ce projet intitulé "Aliment'ton local", consultez l'article réalisé par l'équipe d'UtoPic' sur son site internet : *www.untchopasdecote.fr* ou le site de l'association : *www.alimentonlocal.fr*

(9) Réseau d'échange réciproque de savoirs

(10) Parole de Daniel Fernex, responsable du jardin, interrogé par le *Courrier picard* et publiée dans un article du 20 mai 2013 intitulé : "Les étudiants ouvrent les portes de leur jardin".



D.R.

➤ Un atelier de fabrication de nems.

➤ Au moins une fois par mois, une soirée est organisée avec un spectacle.

➤➤ Le coin épicerie.



Les Pêcheurs de lunes

En ouvrant un estaminet dans la petite commune de Bayonvillers, Philippe David a enclenché une dynamique sociale en pleine expansion.

PHILIPPE DAVID CONNAISSAIT LES ESTAMI-nets, ces bistrots flamands qui présentent la particularité de ne pas avoir de jeux électroniques, mais des jeux à l'ancienne et qui organisent des activités dans un esprit convivial, pour que les gens se rencontrent.

Pour des raisons familiales, il s'est installé à Bayonvillers, commune rurale de 360 habitants qui a encore une douzaine d'exploitations agricoles ; toutes seront reprises par les enfants (dont le maire)(1).

Après la rénovation de l'école du village, l'appartement de l'instituteur, appartenant à la commune, était vide depuis deux ans. Philippe a alors proposé au conseil municipal d'y créer un estaminet.

Dans la commune, il n'y a plus de commerces (aspirés par les zones commerciales d'Amiens, à une vingtaine de kilomètres), mais il y a une Amap(2) qui vend des légumes, des pâtes et du pain. Un agriculteur accueille dans sa ferme un festival tous les deux ans avec ciné-concert, musique, théâtre et repas bio partagé. Il y avait donc un réseau préexistant sensible à la démarche.

Un accord est passé en 2010 avec la commune : en échange d'un loyer modeste, elle s'engage à isoler les lieux, à installer un poêle à granulés de bois et à mettre les locaux aux normes pour l'accueil du public. Cela prend un an.

UN LIEU ACCUEILLANT

Au rez-de-chaussée, une pièce est destinée à la promotion de produits bio et/ou locaux (des produits secs en complément de l'Amap). Pour valoriser le bio, ces produits sont vendus avec des marges très faibles. Les deux autres pièces constituent l'estaminet lui-même. Des jeux de table en bois et jeux anciens traditionnels sont mis à disposition du public.

L'ensemble est décoré dans un style rétro grâce à des objets récupérés ou offerts par les adhérents.

Ce lieu de rafraîchissement (3 fabricants de bières locales, vins bios, jus de fruits…) accueille une à deux fois par mois des formations musicales et artistes locaux et régionaux dans les domaines du conte, de la musique et de la chanson. Ces soirées sont l'occasion d'un repas commun.

Des livres et des revues sont à disposition du public et peuvent être consultés sur place.

Des soirées sont proposées régulièrement sur des thématiques très différentes, telles que : conférences et débats citoyens …

ATELIERS JEUNES ET CITOYENS

A l'étage, un espace convivial permet au jeune public de consulter des livres (enfants et ados). Le mercredi après-midi s'y déroulent des ateliers. Au départ, le pari n'était pas gagné avec les adolescents, mais les jeux et des ordinateurs connectés à internet font qu'ils viennent maintenant régulièrement.

(1) La commune a peu de familles en difficulté, contrairement à de nombreuses communes voisines, victimes de la désindustrialisation.

(2) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne : système de distribution de panier de produits frais bio selon des modalités décidées en commun par le producteur et les consommateurs


D.R. Marie Clem's

Au rez-de-chaussée, une trentaine d'ateliers "citoyens" différents (comprendre proposés bénévolement par des habitants du village) se sont tenus la première année avec des thèmes comme le tricot, la couture, la fabrication de produits ménagers, la cuisine, le roseau, l'éducation des enfants… Cela attire des gens du village et des communes alentour.

LE VILLAGE S'APPROPRIE LE LIEU

Le lieu a ouvert le 15 septembre 2012.

Pour que cela fonctionne, il faut réaliser entre 600 et 700 € de bénéfice mensuel pour payer le loyer et les charges. Cette somme est collectée principalement grâce à la vente des boissons et aux soirées repas-spectacles. Il n'y a pas de salarié.

Pour trouver des bénévoles, Philippe David a fait du porte-à-porte dans tout le village. Entre 15 et 20 personnes se sont ainsi relayées pour animer le lieu la première année. L'estaminet est ouvert le mardi, mercredi et vendredi en début de soirée, ainsi que le mercredi après-midi et au moins une soirée par mois. Il peut accueillir un maximum de 35 personnes.

Lorsqu'il y a des repas à préparer, cela ne se fait pas sur place, car il n'y a pas de cuisine. Les bénévoles se partagent le travail chez eux.

Les soirées sont annoncées par des affiches dans la commune et uniquement dans les villages voisins qui n'ont pas de café pour éviter de faire de la concurrence.

S'il a été facile de convaincre certains habitants, cela a été plus laborieux pour les autres. Certains opposants au maire ont même fait une pétition, au moment des travaux, après des rumeurs de hausse des impôts… Elle a été signée par près de la moitié des habitants, mais un an après, une bonne partie des signataires fréquentent le lieu.

Aujourd'hui, le nombre d'adhérents (400) dépasse le nombre d'habitants. Ce sont les ateliers qui ont permis de faire venir progressivement pratiquement tout le monde.

ECOLOGIE À PETITES DOSES

Les gens ont apprécié qu'il n'y ait pas de discours derrière le projet… même si les créateurs de l'Amap y ont apporté les questions écologiques. S'il y a des produits bio en vente, aucun débat n'a eu lieu la première année sur le sujet. Un premier atelier a abordé la question de l'habitat sain. Les bénévoles cherchent surtout à ne pas bousculer les gens trop vite.

RETISSER DES LIENS

C'est le lieu où l'on cause, où l'on apprend à se connaître, où l'on réfléchit… Et cela donne parfois des résultats étonnants. Après un épisode neigeux important, les jeunes ont organisé eux-mêmes, sans que personne ne le leur demande, le déblayage des chemins d'accès pour les piétons. Des jeunes se sont également investis dans du bricolage à partir des ateliers lancés sur place. Des adultes et des enfants ont reconstitué une fanfare chorale. Des débats sont en cours pour installer dans l'estaminet une bibliothèque plus conséquente. Enfin, un projet a vu le jour, avec la commune, pour réaliser des chemins de randonnées balisés au départ du village.

Le résultat a largement dépassé les espérances du départ et maintenant l'association doit faire face à de nombreuses demandes de petites communes qui veulent s'inspirer de l'idée, sans compter les médias qui, comme nous, viennent faire des reportages.

M. B. ■

■ **Les Pêcheurs de lune,** route d'Harbonnières, 80170 Bayonvillers, www.lespecheursdelune.fr, contact@pecheursdelune.fr


Marie Clem's

Jean-Baptiste Godin réalise de 1859 à 1880 une cité pour loger 2000 habitants

Aujourd'hui, le lieu est devenu pour une bonne part un musée qui connait un succès grandissant auprès du public.

Les immenses verrières, les coursives, la cour de chaque bâtiment permettent une vie sociale importante à l'abri des intempéries.

Le Familistère de Guise

Jean-Baptiste Godin, patron socialiste d'une usine de poêles en fonte, à Guise (Aisne) au 19e siècle, également journaliste, député, construisit entre 1859 et 1884 un palais social pour y loger ses ouvriers. Cette expérience d'habitat collectif se poursuivit pendant plus d'un siècle.

Inspiré par la doctrine de Charles Fourier[1], Jean-Baptiste Godin a fait fortune avec son usine et lance en 1859 un projet de cité pour loger 2000 habitants. Au même moment, plusieurs autres projets sont en cours. Celui-là est le plus important. Construisant sans architecte, Godin innove dans de nombreux domaines. Chaque bâtiment de quatre niveaux est construit autour d'une cour recouverte d'une verrière. Tous les appartements ont leur porte d'entrée sur une coursive côté cour et sont traversants. Ils sont très lumineux pour l'époque. La verrière permet d'avoir une vaste cour à l'abri du mauvais temps, où les enfants jouent. On entre dans l'immeuble par une porte qui donne sur la cour, avant de rejoindre les escaliers aux quatre coins. Porte et verrière protègent du froid en hiver. En été, les portes d'entrée sont enlevées et certaines vitres ouvertes dans la verrière pour éviter la surchauffe. Une pièce à l'entrée est équipée de casiers : les ouvriers enlèvent leurs vêtements de travail et leurs chaussures en arrivant pour ne pas salir. Un magasin est aussi installé à l'entrée, pour permettre de faire ses courses. A l'extérieur, une piscine[2] est chauffée par l'eau chaude de l'usine, tout comme la buanderie collective. Il y a une école primaire, un théâtre qui sert pour les réunions et les activités culturelles, un économat pour la gestion des lieux…

STRUCTURE COOPÉRATIVE

Avec l'aide de sa compagne, Marie Moret[3], et en dépit d'une certaine indifférence des ouvriers, Godin met en place une structure coopérative chargée de gérer les lieux et l'usine. Il doit pour cela se battre au niveau législatif car c'est la première fois qu'un propriétaire confie son usine (et donc son capital) à ses ouvriers : l'*Association coopérative du capital et du travail, Société du Familistère Godin & Cie*, voit le jour le 13 août 1880. Son objet est pour le moins révolutionnaire : organiser la solidarité entre ses membres, permettre l'appropriation du capital par les travailleurs, offrir les conditions durables de l'émancipation des classes populaires et régler l'exercice de la démocratie sociale à l'échelle de la communauté familistérienne.

Toutefois, Godin maintient une hiérarchie. L'association est structurée en quatre niveaux : associés, sociétaires, participants et auxiliaires. A chaque niveau correspond un niveau différent d'intéressement aux bénéfices, de protection de l'emploi et de jouissance des services. Seuls les associés décident des grandes orientations : de fait ce sont les "cadres". Originalité pour l'époque : ils sont à parité de sexe (12 hommes et 12 femmes). Les sociétaires sont les ouvriers qui logent sur place. Les participants sont des salariés qui résident

(1) Lire *Charles Fourier ou la pensée en contre-marche,* Chantal Guillaume, Le Passager clandestin, coll. Les précurseurs de la décroissance, 2013, 94 pp. 8 €.

(2) Pour les soins et non pour les loisirs, à l'époque

(3) Collaboratrice puis seconde épouse de Godin, elle est à l'origine de nombreuses idées innovantes concernant les femmes et les enfants.


Marie Clem's


Marie Clem's

ailleurs, enfin les auxiliaires sont des ouvriers employés ponctuellement, selon la charge de travail.

Le fonctionnement de l'association rencontre de nombreuses difficultés. Godin voudrait que chacun puisse voter sur les décisions importantes, mais cela ne fonctionne pas toujours, et les statuts sont souvent modifiés.

Jean-Baptiste Godin meurt en 1888. Du fait de la richesse produite par l'usine, alors à la pointe de son secteur, le Familistère va résister aux deux guerres mondiales (une partie sera bombardée et reconstruite). Les participants et auxiliaires engagent des luttes syndicales dans les années 1930(4). Les enfants des sociétaires contestent la transmission des places d'associés à leurs enfants. La concurrence, en France, puis au niveau international, et la complexité des conflits internes, compliqueront la situation à partir des années 1950.

RETOUR AU CAPITALISME…

Finalement, alors que la France est en ébullition, l'association est dissoute le 22 juin 1968 pour être remplacée par une société capitalistique classique : Godin S. A. Les associés et sociétaires se retrouvent avec des parts et le capital s'ouvre à des capitaux extérieurs. En 1970, l'usine est rachetée par la société Le Creuset(5) alors que les parts ont perdu la moitié de leur valeur. Le théâtre et les écoles sont vendus à la commune. Le Familistère est divisé en copropriétés. Les logements sont vendus pour une partie aux occupants, qui se regroupent dans l'un des bâtiments, et le reste est mis en location. Ils se dégradent du fait du manque d'investissement lourd. Ils accueillent un temps des locataires aux revenus modestes.

En 1981, la ville continue à acheter des morceaux des bâtiments : la piscine et la buanderie, ainsi que le kiosque à musique.

En 1988, Le Creuset vend Godin S. A. à Cheminées Philippe(6), qui y poursuit la construction de cuisinières de haute qualité, mais avec seulement 400 salariés.

… PUIS AUX COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

En 1991, alors que les trois quarts des bâtiments menacent ruine, l'ensemble est classé aux Monuments historiques.

En 1997, la ville récupère les jardins pour 1 franc symbolique. A partir de 2000, un programme est lancé avec le département, la région, l'Etat et l'Europe pour réunifier les lieux et leur trouver un usage : le bâtiment central est aménagé en musée, les deux ailes sont progressivement réhabilitées en logements. Le musée est ouvert au public depuis 2010 et accueille déjà plus de 50 000 visiteurs par an. Le théâtre, mis aux normes, a rouvert en 2011. Une salle de projection et de conférences doit compléter le musée à partir de 2014.

Le musée présente évidemment l'histoire du Familistère, mais aussi les produits de l'usine Godin et des démarches architecturales de cité collective du même ordre(7).

M. B. ■

■ **Familistère de Guise,** 263, Cité Familistère, 02120 Guise, tél : 03 23 61 35 36, www.familistere.com

■ *Godin, inventeur de l'économie sociale,* Jean-François Draperi, éd. REPAS, 2008, 196 pp., 15 €.

■ *Habiter l'utopie, le familistère Godin à Guise,* sous la direction de Thierry Paquot et Marc Bédarrida, La Villette, 2004, 304 pp. 18,50 €.

(4) Le Parti communiste dénonce alors l'exploitation des participants et auxiliaires par les associés et sociétaires. On rapprochera cette critique de la coupure que l'on observe parfois dans les SCOP d'aujourd'hui, où les salariés ne sont pas tous sociétaires.

(5) Société qui fabrique des ustensiles de cuisine en fonte alors à Fresnoy-le-Grand (Aisne).

(6) La société siège à Béthune (Pas-de-Calais).

(7) On y découvre notamment la polémique avec les cités ouvrières de Mulhouse, où le patronat mise à la même époque sur le logement individuel.



D.R.

Portail d'entrée d'une des serres d'exposition

Les Esserres acueillent des classes vertes

Des galeries d'art pas comme les autres

Les Esserres

Depuis 1999, une ancienne exploitation horticole a été transformée en lieu de travail, d'échange et de diffusion des arts, de la nature et des technologies.

■ **Les Esserres,** 6 rue d'En bas, 60120 Lavacquerie, tél : 03 44 13 00 22, http://les-esserres.net

"I*CI, QUAND ON PARLE DE CULTURE, ON VOUS répond betterave sucrière."* C'est en plaisantant que Vincent explique la difficulté du projet : installer un lieu artistique perdu au milieu de nulle part. *"On ne peut pas y venir par hasard ! On y vient par envie."*

Œuvrer avec le végétal

Paul, le père, a été horticulteur de 1963 à 1999. Lorsqu'il a pris sa retraite, ses quatre enfants, tous séduits par les arts (musique ou arts plastiques), se sont interrogés sur le devenir des serres. Avec une vingtaine d'amis, ils ont décidé de créer un lieu de résidence d'artistes et d'exposition avec une contrainte : les œuvres exposées dans les serres (350 m^2) devront résister — ou non — à l'humidité et à la chaleur ambiante, puisque les serres continuent à héberger des plantes. Il faut faire avec la nature à l'intérieur ou en extérieur. Les œuvres pouvant être "mangées" par le lieu.

L'ancienne chambre froide, où l'on conservait les bulbes à basse température, a été transformée en studio de répétition et d'enregistrement, mini-salle de spectacle et laboratoire photographique. Trois serres ont été conservées, dont l'une dispose d'une scène et d'un bar pour accueillir des spectacles. Une autre scène est sous hangar en plein air.

L'accueil d'artistes ne suffisant pas à financer les lieux, l'association a d'autres activités : elle organise des interventions dans le milieu scolaire sur des questions artistiques (en particulier autour du végétal, des arts plastiques, mais aussi de la musique et de l'écriture). Elle fait également de l'accompagnement administratif ou technique pour des artistes qui n'ont pas encore de statut professionnel établi. L'association propose aussi de la création graphique (logos, créations de sites, de logos, d'affiches, de pochettes…) et vidéo.

Les résidences d'artistes fonctionnent toute l'année, avec principalement des plasticiens, quelques musiciens et parfois une compagnie de théâtre. Le choix se fait en discutant d'une idée, avec le droit à l'expérimentation et à l'échec sur des périodes de trois semaines. Le lieu se définit comme "un lieu tremplin" où l'on apprend les bases du métier[1].

La saison culturelle est marquée par des rendez-vous : les "slounisiaks" (juin), les Essertival (juillet), les nuits des étoiles (août), les Automnales (septembre)… Le reste de l'année laisse place à des résidences. Le nombre de visiteurs reste modeste : autour de 500 personnes à chaque fois, essentiellement des relations artistiques qui viennent par le bouche à oreille. Des liens ont été établis avec des centres culturels et des écoles, dont la faculté d'Amiens. Quelques classes vertes font le déplacement, l'association adhérant à la semaine régionale de l'environnement.

Le lieu propose aussi quelques liens avec l'écologie : toilettes sèches, panneaux photovoltaïques, chauffe-eau solaire, récupération des eaux de pluie… mais ce n'est pas ce qui est mis en avant.

(1) Par exemple, pour s'inscrire à la Maison des artistes, il faut dépasser 7000 € de chiffre d'affaires par an. Mais c'est loin d'être le seul statut possible pour obtenir une couverture sociale.





UN LIEU DE RECHERCHE

Pour Vincent, aujourd'hui salarié de l'association, les choix artistiques relèvent du goût et non du financement. L'association choisit d'abord qui elle invite, puis elle se débrouille tant bien que mal pour résoudre les questions de financement.

Au niveau musical, l'association évite "l'insouciance", c'est-à-dire les chansons sans fond qui forment l'essentiel de la chanson française. Ici, on privilégie plutôt le rock… mais aussi la musique classique.

Pour les plasticiens, il s'agit surtout de donner un coup de pouce à de jeunes artistes qui se lancent et sont encore à la recherche de leur domaine d'intervention.

Pour accueillir quelqu'un, l'opération se prépare très en amont pour bénéficier de subventions. Celles-ci viennent de la région et du département, qui font confiance, mais pas de l'Etat (via la DRAC) qui ne travaille qu'avec des artistes bien référencés.

Vincent et sa sœur Florence sont actuellement les deux seuls salariés. Ils bénéficient de l'aide d'un réseau d'une trentaine de bénévoles au moment des événements.

Le budget de l'association est d'environ 120 000 € par an. Une grande partie provient des subventions, le reste des prestations de graphiste de Vincent, d'activités scolaires et parascolaires, de prestations administratives.

Le travail artistique des plasticiens se veut volontiers contemporain, avec une tendance générale : profiter du paysage, des végétaux et de la récupération…

"On vient ici pour apprendre, pour se croiser, pas pour vendre."

Un lieu d'effervescence discret dont la vitrine est toutefois bien vivante sur son site internet.

M. B. ■



Exposées en plein air, certaines œuvres devront résister (ou non) au temps qui passe



Partout l'œil est attiré par de petits détails



D.R.

Né d'un réseau d'échanges réciproques de savoir, L'Ecume du jour est un carrefour culturel dans les quartiers populaires de Beauvais

100 m² au rez-de-chaussée accueillent bar, restaurant, échoppe et activités diverses

Un large panneau d'affichage permet de prendre connaissance des activités proposées

L'Ecume du jour

Né d'un réseau d'échanges de savoirs crée en 1997 par la plasticienne Dominique Perret, l'Ecume du jour est un bistrot associatif qui développe de multiples activités solidaires.

EN 2012, 6300 PERSONNES SONT VENUES prendre un verre au bar (sans alcool), visiter une expo, chercher un conseil ou participer à une des multiples activités de l'association. Le bistrot est un carrefour culturel, d'information et d'activités. On peut venir lire des revues (une bonne douzaine dont *Silence*) ou pour jouer. C'est un lieu d'accueil pour les porteurs de projets alternatifs qui peuvent ici bénéficier d'un important réseau de partenaires et du bouche à oreille.

Le bâtiment, trouvé au départ et loué à un prix modeste en échange de son entretien comprend un bar, une salle de resto et une échoppe en rez-de-chaussée d'environ 100 m², il y a un étage de la même surface et une grange attenante de 50 m² avec mezzanine qui sert de lieu d'exposition et de représentations artistiques.

ECHANGES RÉCIPROQUES DE SAVOIRS

Le réseau d'échanges réciproques de savoirs, à l'origine du projet, compte plus de 200 adhérents (dont deux tiers de femmes). Il est animé par des médiateurs bénévoles qui mettent en relation les personnes autour d'un savoir. Les compétences de chacun sont sollicitées lors de la mise en place de chantiers éducatifs pour apprendre à construire un projet ensemble, et pour entretenir le lieu ou faire vivre le jardin partagé[1].

DE L'ART SOCIAL

L'art et la culture sont ici considérés comme des vecteurs de citoyenneté. Il s'agit *"d'ouvrir à la curiosité des expressions artistiques, éveiller l'attention à ce qui nous entoure, apprendre à parler de ses ressentis, de ses émotions"*, cela peut aider à développer la confiance en soi et déclencher une créativité individuelle et collective.

On va voir des films ensemble et le débat se poursuit au bar. Celui-ci accueille différentes initiatives comme du théâtre abordant des questions sociales[2]. En mars, l'Ecume du jour met l'accent sur les femmes en accueillant une artiste plasticienne.

Le bar sert de lieu d'exposition pendant le festival de photographie "Les photaumnales".

Un moment fort régulier est la réalisation des invitations pour chaque exposition. Pensées avec les artistes, faites le plus souvent avec des matériaux de récupération, cet artisanat postal fait l'objet d'une grande créativité.

LE THÉÂTRE FORUM

Le théâtre-forum permet de mettre en scène des situations conflictuelles vécues par les participants, d'en chercher les alternatives possibles et d'aller explorer leurs conséquences. Cela facilite l'expression des difficultés et des émotions. Une quinzaine de personnes se retrouvent ainsi depuis 2011 (de 18 à 65 ans) autour de thèmes variés : "comment bousculer Barbie et Ken", "comment faire réagir lorsque l'on est témoin d'une injustice" ou encore "quelle est ma colère du moment ?".

(1) Les rencontres du réseau ont permis d'aider des jeunes à lancer quelques entreprises : cordonnerie sociale, patisserie orientale, vente de produits exotiques, réutilisation de matériaux textiles…

(2) Compagnie de la Yole, Compagnie de l'Envol…


D.R.



D.R.

SANTÉ COMMUNAUTAIRE

Tout un travail est fait pour que les personnes deviennent actrice de leur santé, notamment avec des boufatems, où chacun vient écouter et questionner des personnes ressources, en développant des connaissances, notamment sur la prévention, en favorisant le partage des savoirs entre les habitants et des professionnels. La santé est présentée comme quelque chose de positif dont il convient de prendre soin. Un coin santé à l'étage propose des infos thématiques, fait connaître des ressources locales[3] et permet d'assurer la confidentialité lorsque cela est nécessaire. Ceci est animé par le collectif *Choisis ta santé* qui existe depuis la fondation du lieu.

Des ateliers sont organisés : massage, rigologie, cuisine facile équilibrée et pas chère. Des rencontres sont organisées spécifiquement pour les jeunes autour de l'estime de soi, la vie affective et sexuelle, la prévention des conduites à risques.

Le thème de la parentalité a initialement vu le jour à la demande de femmes. Puis les hommes ont manifesté leur intérêt et différents débats ont été mis en place pour parler par exemple des stéréotypes de sexe, des parents célibataires, du divorce, de l'adolescence…[4].

LE JARDIN PARTAGÉ

Le jardin partagé est un jardin de plus de 2 000 m^2 sur un terrain prêté par la ville. Au-delà de la production de légumes, il est aussi un lieu d'expérimentation pour essayer de relier ce jardin aux différentes autres activités de l'association.

De nombreux ateliers s'y délocalisent à la belle saison. Le jardin est découpé en parcelles collectives et parcelles individuelles. Les récoltes servent en premier lieu au resto, et aux personnes qui s'y sont beaucoup investies, notamment des personnes en difficulté financière. La distribution des récoltes fait l'objet d'un débat collectif chaque année.

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'Ecume du jour participe à différentes activités extérieures en lien avec l'économie sociale et solidaire. Elle dispose d'une "échoppe" où sont en vente des produits solidaires notamment issus du commerce équitable et/ou local.

Des ateliers sur le commerce équitable ou encore sur la consommation se sont tenus avec, par exemple, comme thème : "De quel objet pourrais-je me passer ?"

Nouveautés depuis un an : des soirées musicales, une soirée lecture où chacun vient lire des extraits de livres qu'il aime ; des soirées "tertulia" pour parler en espagnol ; des repas "circulinaire" avec la présence d'artistes de cirque ; des interventions en extérieur avec des "porteurs de paroles" pour faire réagir sur des questions de société, collecter des avis… et animer ensuite des soirées.

FRAGILITÉS

Les ressources proviennent en partie du bar, de l'échoppe, de prestations extérieures (buffets, formation, ateliers d'écriture…), mais, pour le plus gros, des aides pour les emplois et différentes subventions liées aux activités.

Actuellement, l'association connaît des difficultés à équilibrer ses comptes du fait de la baisse des subventions. De là, des appels à élargir le bénévolat, l'organisation de ventes aux enchères d'objets offerts, une demande de reconnaissance d'intérêt général pour pouvoir collecter des dons avec déduction fiscale… En 2012, il y avait 7 salariées. En 2013, plusieurs contrats aidés n'ont pas pu être renouvelés et l'effectif est descendu à 4 personnes. C'est l'investissement bénévole qui permet de poursuivre au mieux cette pépinière d'initiatives solidaires.

M. B. ■

■ Ecume du jour,
5, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 60000 Beauvais, tél : 03 44 02 07 37, www.ecumedujour.org

(3) Les demandes touchent à un peu tout : vie affective, contraception, sexualité, conduites addictives, alimentation, maladies, médecines naturelles, parentalité, médiation familiale, violences…

(4) Pour 99 mères qui ont participé à ces ateliers en 2012, on compte aussi 38 pères, 26 couples venues ensemble, et 71 jeunes (36 filles et 35 garçons).


D.R.


D.R.

➤ Aux Ateliers de la Bergerette, les postes tournent, tout le monde participe aux différentes tâches comme ici la collecte des objets à recycler.

➤➤ Vue générale de l'ancienne ferme reconvertie en recyclerie.

Les Ateliers de la Bergerette
Une des premières recycleries

A partir de la récupération et de l'idée de recyclerie, les Ateliers de la Bergerette ont su diversifier leurs activités au fil des ans.

AU TOUT DÉBUT DES ANNÉES 1980, L'ASsociation des jeunes pour l'entraide et le développement (AJERD) cherche des moyens de financement pour des aides au développement dans les pays dits du "tiers-monde". Ses membres pensent à collecter des objets qui partent au rebut. Ils commencent à récupérer pas mal de choses et, dans un premier temps, ils ouvrent des bibliothèques de rue avec les livres récupérés. Puis ils se diversifient et, en 1984, décident d'ouvrir un lieu de réutilisation des objets dans le cadre de la lutte contre le gaspillage. Les Ateliers de la Bergerette voient le jour en 1984.

Constatant que de nombreux objets sont jetés parce qu'ils sont en panne, ils mettent en place des ateliers de réparation. Les objets réparés sont ensuite revendus. L'association voit ici une possibilité importante de diminution de la production des déchets et également une source de création d'emplois.

FONCTIONNEMENT HORIZONTAL

L'association va grossir progressivement, avec quelques périodes de crises, pour atteindre aujourd'hui 16 emplois (représentant 14 équivalents temps plein), dont quatre emplois aidés. L'organisation cherche à fonctionner le plus horizontalement possible. Pour cela, chaque salarié travaille en partie dans le tronc commun (travail administratif, gestion, organisation du travail), et l'autre moitié assure des tâches plus spécifiques. Tous les salariés participent aux décisions. Tous ont le même salaire horaire.

Aujourd'hui, les Ateliers de la Bergerette disposent de 750 m² de magasin et 1000 m² d'ateliers de réparation, le tout aménagé dans une ancienne ferme. L'association dispose d'une camionnette de 13 m³ et d'un camion de 30 m³ pour faire des collectes.

Chaque année, entre 600 et 700 tonnes sont collectées. La moitié provient d'apports volontaires, l'autre moitié des collectes. Un quart est remis en vente après remise en forme, une moitié part en recyclage et le dernier quart fini encore, malheureusement, au dépotoir. Ce départ à la déchetterie a été une source de problèmes en 2011 : alors que jusque là, une convention permettait à l'association de se débarrasser de ce qui n'était pas recyclable directement dans des bennes prêtées par l'agglomération, celle-ci a cherche à leur faire payer ce service. Ce fut l'occasion d'une mobilisation : l'association a reçu le soutien de plus de 1200 personnes, et la convention a été renouvelée.

DIVERSIFICATION

Les Ateliers de la Bergerette sont aussi devenus, avec le temps, un Espace info-énergie. Dans ce cadre, on y propose de nombreuses animations de sensibilisation sur les déchets, la récupération et les questions d'énergie dans le milieu scolaire. L'association s'ouvre également à l'écoconstruction en proposant des ateliers pratiques.

Elle s'autofinance à 70 % par la vente des objets restaurés : les 30 % restant proviennent de subventions émises par le département, la région, le fonds social européen et de l'Ademe.

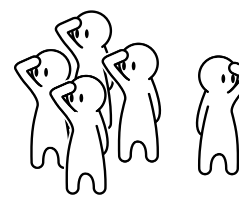
Son expérience a servi à d'autres pour créer la même activité. Depuis 2000, ces initiatives sont fédérées au sein du Réseau des recycleries-ressourceries. Les Ateliers de la Bergerette sont aussi membres du réseau REPAS[1].

M. B. ■

■ **Ateliers de la Bergerette,** 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél : 03 44 48 26 74, www.ateliers-bergerette.org

■ **Réseau des Recycleries-Ressourceries,** www.ressourcerie.fr

(1) Réseau d'échanges et de pratiques alternatives, présenté en détail dans le n°330 de *Silence*, (décembre 2005), avec 5 pages sur les Ateliers de la Bergerette (en libre téléchargement sur notre site internet).



Amortir le retour à la liberté

La Ferme de Moyembrie est une ferme biologique liée à Emmaüs qui accueille jusqu'à 18 prisonniers en fin de peine pour préparer leur réinsertion. Il s'agit d'""amortir le retour à la liberté" avec quatre domaines d'intervention : chantier de réinsertion le matin (travail agricole principalement), déjeuners et dîners collectifs, tâches administratives l'après-midi (recherche d'emploi, suivi médical…) et sorties culturelles encadrées. La ferme, gérée par une association, compte quelques salariés dont d'anciens résidents. Les prisonniers accueillis ont souvent vécu des longues peines. La sélection se fait en tenant compte de leur volonté de refaire leur vie, donc sur motivation. Chaque résident touche un salaire (620 € moins 200 € pour le logement et la nourriture). La durée de résidence commence le plus souvent avant la fin de la peine, par décision de justice, et peut se poursuivre au-delà de la date de libération. Les produits sont écoulés sous forme de paniers, notamment à Montreuil, près de Paris.

♦ *Ferme de Moyembrie, 02380 Coucy-le-Château-Auffrique, tél : 03 23 52 73 29*



Sam

Générations futures

En 1996 s'est constitué le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, qui lançait alors des campagnes sur la présence de pesticides dans les aliments. Après un colloque sur les alternatives aux pesticides à Beauvais en 2003, une coordination a été lancée : l'Action citoyenne pour les alternatives aux pesticides regroupe 170 associations. En 2006, la première semaine pour les alternatives aux pesticides a été organisée ; depuis, elle a lieu chaque année. En 2006, la chaîne de magasins Botanic a supprimé son rayon pesticides. En 2010, le mouvement a participé à la création de l'association des professionnels victimes des pesticides. Elle a aussi participé à plusieurs films (Nos enfants nous accuseront, Notre poison quotidien…) et livres. Depuis 2012, elle s'investit aussi dans la lutte contre les gaz de schiste.

♦ *Générations futures, François Veillerette, 935 rue de la Montagne, 60650 Ons-en-Bray, tél : 06 81 64 65 58*

Contre les fermes-usines

L'association Nos villages se soucient d'environnement (Novissen), est née en 2011 pour contester un projet d'élevage géant de 1000 vaches à Drucat-le-Plessiel. Début 2013, le projet a été limité à 500 vaches et 350 veaux du fait du manque de place pour épandre le fumier… lequel va quand même nécessiter des épandages jusqu'à 40 km de la ferme-usine.

♦ *Novissen, 385 rue du Levant, 80132 Drucat*

Et également

» Agri bio

♦ **SCEA du Berger,** 2 rue des Etangs, 02250 Marcy-sous-Marle, tél : 03 23 20 00 04, www.saveurs-et-terroir.com. *Elevage d'animaux à faibles effectifs (mouton d'Ouessant), auberge et camping paysan*

♦ **Ferme des Logis,** 1 rue du Moulin, 02300 Besme, tél : 03 23 39 69 90. *Ferme pédagogique spécialisée dans les céréales, gîte et chambres d'hôtes*

♦ **Bon appétit,** 28 rue Notre-Dame-de-Bon-Secours, 60200 Compiègne, tél : 03 60 40 44 31, www.bonappetit-nutrisens.fr. *Ateliers culinaires et relais de producteurs. Paniers repas livrés sur demande*

♦ **La Boulangeoise,** route nationale 1, La Mare d'Ovillers, 60730 Novillers-les-Cailloux, tél : 03 44 08 99 81, www.laboulangeoise.fr. *Société de boulangerie proposant 25 variétés de pains bio et biodynamiques, des viennoiseries et des pâtisseries à des magasins bio de la région parisienne et quelques marchés.*

♦ **Le Jardin d'Even,** 28 rue Michel-Greuet, 60850 Saint-Germer-de-Fly, tél : 03 44 15 48 42, www.jardin-medicinal.com. *Depuis 2001, culture à la main de plantes médicinales*

♦ **Hélène et Gonzague Proot,** 22 Grande-Rue, 80340 Herleville, tél : 03 22 85 63 44. *Ferme pédagogique, élevage bio de vaches salers, guide nature, accueil paysan*

♦ **AMAP Légumes à vivre du Santerre,** Simon et Eliane Delamarlière, tél : 03 22 85 38 02 ou 06 87 05 15 80

♦ **www.bio-picardie.com**

♦ **FAMAPP** (Fédération des AMAP de Picardie), www.amap-picardie.org

» Traiteurs locaux

♦ **Séson,** 7 rue de Chateaubriand, 60180 Nogent-sur-Oise, tél : 03 44 29 48 41, www.seson.fr *Traiteur entreprise d'insertion avec seulement des produits locaux et de saison. Appartient à un réseau, La Table de Cana, créé en 1985 par Franck Chaigneau, ingénieur et prêtre jésuite pour venir en aide aux SDF*

♦ **La Maillotine,** 2 rue Léon-Breuval, 80560 Mailly-Maillet, tél : 03 22 76 18 51, http://cooperative-la-maillotine-80.over-blog.com. *Boucherie-charcuterie-traîteur fonctionnant en coopérative et cherchant à favoriser les réseaux courts en étant présent sur les marchés*

♦ **Alimentonlocal** à Amiens, www.alimentonlocal.fr

♦ **Solutions locales à Beauvais,** www.solutionslocales.fr *Commerce de produits locaux et bio livrés sur le lieu de travail.*

» Culture

♦ **Berzyk,** festival musical, www.berzyk.fr, *en juin dans l'Aisne, depuis 2007. Entrée gratuite : la culture ne doit pas être une marchandise. Ouverture aux alternatives sociales. Village associatif avec une dizaine de stands*

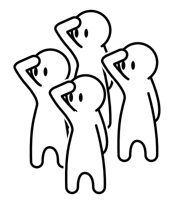
♦ **Chemins de Cuiry-Housse,** mairie, 4 rue de Soissons, 02220 Cuiry-Housse. *Découverte du patrimoine communal, défense des chemins communaux*

♦ **ASPAM** (Association de sauvegarde du patrimoine de l'Aisne méridionale), 1 place Roger-Ambroise, 02200 Berzy-le-Sec, www.aspam-berzy.com. *Association créée en 1998 pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine historique et architectural en milieu rural.*

♦ **Association Conte et raconte en Soissonnais,** 8 route de Vorges, 02860 Presles-et-Thierny, tél : 03 23 20 16 13

♦ **Le Tchô Café,** www.tcho-cafe.com. *Projet de café culturel pour les enfants à Beauvais.*

♦ **Compagnie la Cyrène,** 18 rue de la Mairie, 60112 Maisoncelle-Saint-Pierre, tél : 03 44 81 71 34, http://la.cyrene.pagesperso-orange.fr. *Education populaire. A créé le "premier théâtre international paysan autonome éphémère".*



Alternatives en Picardie

♦ **Le chapiteau Vert,** Abert, www.lechapiteauvert.fr, Eric, tél : 06 68 37 87 85. *Spectacle sous chapiteau "Bienvenue dans ma poubelle", tourne depuis 2010 en Picardie, déjà vu par 100 000 enfants.*

♦ **Le Tas de Sable - Ches Panses Vertes,** rue d'Allonville, Le Bâton rouge, 80136 Rivery (lieu de travail) ; maison du théâtre, 24 rue Saint-Leu, 80000 Amiens, tél : 03 22 92 19 32, www.letasdesable-cpv.org. *Pôle des arts de la marionnette en Picardie*

♦ **Editions de la Gouttière,** 147 bis rue Dejean, 80000 Amiens, tél : 03 22 72 18 74. *Maison d'édition spécialisée dans la B. D. engagée, au sein de l'association On a marché sur la bulle*

♦ **La Forge,** 15 chemin Fond-de-rue, 80260 Molliens-au-Bois, tél : 03 22 93 09 38. *Graphisme, photographie, arts plastiques et pratiques sociales : "Par des provocations fécondes, nous voulons nous associer pour faire un peu de bruit et ainsi exercer notre citoyenneté en alimentant le débat, en troublant le consensus général."*

» Education

♦ **Ecole Montessori,** 18 rue Victor-Hugo, 60500 Chantilly, tél : 03 41 57 83 72. *Ecole en anglais*

♦ **Les Ricochets du savoir,** centre social du Puy-d'Orléans, 1 bis avenue Weygand, 60200 Compiègne, tél : 03 44 86 87 54, http://ricochets60.free.fr. *Depuis 1998, association d'échange de savoirs, membre du Mouvement des réseaux d'échanges réciproques de savoirs. Plus de 300 membres*

» Environnement

♦ **CPIE Pays de l'Aisne,** 33 rue des Victimes-de-Comportet, 02000 Merlieux-et-Fouquerolles, tél : 03 23 80 03 03

♦ **Collectif de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes,** http://comite02nddl.wordpress.com. *Réunion le 2e jeudi du mois à la Bibliothèque sociale, 8 rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux*

♦ **Pl'Aisne Nature,** mairie, 02200 Soissons. *Association de randonnée, actions en faveur de la biodiversité et de l'écocitoyenneté*

♦ **BeauVélo,** http://beauvelo.org. *Service de location de vélo dans la ville de Beauvais, prêt de vélos aux lycéens et demandeurs d'emploi, location, atelier de réparation*

♦ **Association Vellovaque,** 17 rue du Pré-Martinet, 60000 Beauvais

♦ **Débardage cheval environnement,** 60 rue de Méru, 60570 La Boissière-en-Thelle, tél : 06 42 08 68 51, www.ecotrait.fr. *Promotion de la traction animale pour intervention douce dans l'environnement, le débardage, intervention en zone humide…*

♦ **Alerte aux déchets,** Pierre Bouillon, BP 60001, 60872 Rieux cedex, tél : 06 22 93 46 55, www.alerteauxdechets.org

♦ **La Recyclerie du Pays de Bray,** La Chapelle-aux-Pots, www.eco-solidaire.fr/recyclerie-du-pays-de-bray

♦ **Association Corrélation,** Buicourt, www.decouverte-nature-oise.com

♦ **Picardie-Nature,** 1 rue Croÿ, BP 70010, 80097 Amiens cedex 3, tél : 03 62 72 22 50, www.picardie-nature.org

♦ **Festival de l'oiseau et de la nature,** 20 rue du Chevalier-de-la-Barre, 80142 Abbeville cedex, www.festival-oiseau-nature.com. *En 1973, ouverture du parc ornithologique de Marquenterre. Maison de la baie de Somme et de l'oiseau créée en 1984 dans la commune de Lanchères. Festival créé en 1990.*



♦ **Collectif Gazpart,** http://collectif-gazpart.blogspot.fr *Contre les gaz de schistes. "Ne soyons pas gazoschistes."*

♦ **Collectif anti-OGM de Picardie,** http://nonogm02.canalblog.com

» Habitat

♦ **Architecture Patrimoine Santé,** 83 rue Saint-Waast, 02460 La Ferté-Milon, tél : 03 23 96 47 11

♦ **Eco.logis Compiegnois,** 180 sente de Fay, 60410 Saintines, tél : 06 03 97 47 46. *Association d'aide à la création d'habitats participatifs*

♦ **Ceteko,** 3 rue Péru-Lorel, 80000 Amiens. *Promotion des énergies renouvelables, assainissement autonome et récupération des eaux de pluie*

» Médias / Librairies

♦ **Libraire Page d'encre,** 1, rue des Chaudronniers, 80000 Amiens, tél : 03 22 91 27 22, http://pagesdencre80.canalblog.com

♦ **Fakir,** 9 rue de la Hotoie, 80000 Amiens, www.fakirpresse.info. *Revue alternative*

» Paix

♦ **Man Amiens,** Bernadette Lengrand, 21 rue Jean-Racine, 80090 Amiens, tél : 03 22 92 12 11

♦ **Petit manuel de non-violence,** illustré d'exemples vécus, Amiens 1989-2007, Thérèse Couraud, 370, rue d'Elbeuf, 80000 Amiens, 14 € + 3 € de port.

» Politique

♦ **EELV-Aisne,** Franck Delattre, 12 rue de l'Ile-à-la-Meule, 02200 Soissons, tél : 03 23 67 91 65

♦ **Graine d'Espoir,** quai Crozat, 02300 Chauny, tél : 03 23 38 24 65. *Association organisant des débats citoyens sur des sujets d'actualité ou philosophiques*

♦ **Groupe Kropotkine,** chez Athénée libertaire, 8 rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux-et-Fourquerolles

♦ **Bibliothèque sociale,** 8 rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux-et-Fouquerolles

♦ **EELV-Picardie,** 42 rue de la République, 80000 Amiens, tél : 03 44 55 18 97

» Solidarités locales

♦ **Le Four Banal,** 11 rue Place, 60480 Abbeville Saint-Lucien, tél : 03 44 79 07 59. *Ateliers de fabrication collective de pain au levain dans un four à bois*

♦ **SCOP Le Relais,** rue des Moulins-Bleus, 80830 L'Etoile, 03 22 48 20 86, www.lerelais.org/Le-Relais-80. *Collecte de vêtements et réutilisation, recyclage. Créé en 2006. Dans la mouvance d'Emmaüs*

♦ **SEL Sud-Oise,** 10 rue des Clignettes, 60460 Précy-sur-Oise, www.selsudoise.fr.

♦ **Institut Jean-Baptiste Godin,** 6 rue des Hautes-Cornes, 80000 Amiens, tél : 03 22 72 49 53, www.institutgodin.fr. *Centre de recherche et de développement en économie solidaire*

♦ **SCOP Neuroconnexion,** 21-23 rue Frédéric-Petit, 80000 Amiens, tél : 03 22 71 61 90, www.neuronnexion.fr. *Depuis 1996, développement de services liés à internet sur tout le territoire à base de logiciels libres. Une dizaine de salariés*

♦ **Maison des associations d'Amiens Métropole,** 12 rue Frédéric-Petit, 80000 Amiens, tél : 03 22 92 50 59, www.maam.fr

» Solidarités internationales

♦ **Commerce équitable 02,** 2 rue des Etangs, 02250 Marcy-sous-Marle, tél : 03 23 20 00 04, commequit02@wanadoo.fr

♦ **Association France Palestine Solidarité,** ASCA, 8 avenue de Bourgogne, 60000 Beauvais

♦ **Artisans du monde,** 27 rue Fournier-Sarlovèze, 60200 Compiègne, tél : 03 44 40 85 68

♦ **Artisans du monde,** 12 rue Sire-Firmin-Leroux, 80000 Amiens, tél : 03 22 72 75 28

♦ **Association France Palestine Solidarité,** 5 allée Beausoleil, appt 70, 80080 Amiens, afpsamiens@hotmail.fr

Chantiers internationaux

Concordia est une association qui organise chantiers solidaires, service civique, échanges séniors. Dans la région, elle mène une action avec le Conservatoire d'espace naturel de Picardie pour l'arrachage de plantes invasives en baie de Somme et des ateliers au jardin des Vertueux…

♦ *Concordia-Picardie, 21 rue de Sully, 80000 Amiens, tél : 03 22 39 06 47, www.concordia-association.org*

Jeux militants

Contrevents est un éditeur de jeux militants : Zone à défendre (en soutien aux luttes comme Notre-Dame-des-Landes), Atomic Business (contre le nucléaire), Des thunes et des urnes (Comment gagner les élections), 1,2,3 Charter (sur les expulsions d'immigrés)…

♦ *Contrevents, 12 allée des Eboutures, 60580 Coye-la-Forêt, www.contrevents.com*



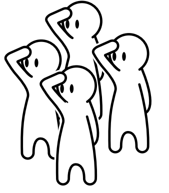




Canal Nord

Télévision locale de la région d'Amiens née dans les années 1980 à l'initiative de deux travailleurs sociaux des quartiers nord d'Amiens. Les émissions sont enregistrées sous forme de vidéos puis de DVD. La zone de réalisation s'est élargie avec des actions médias dans toute la Picardie. Les vidéos devraient prochainement être diffusées sur internet.

♦ *Canal Nord, www.canalnord.org, association Carmen (Création action recherche en matière d'expressions nouvelles), 19 rue Saint-Hubert, 80000 Amiens, tél : 03 22 71 14 40*




» Chronique : Les jeux écolos

Le jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

Les jeux de semailles

Les jeux de semailles, qui se jouent avec des graines ou des cailloux, sont particulièrement populaires en Afrique et en Asie.

En déplaçant les graines, le joueur sème, récolte et remplit son grenier, rappelant les actions quotidiennes de la vie des paysans, au gré des récoltes et des saisons.

Ces jeux peuvent se jouer n'importe où, à même le sol, en traçant des lignes et en ramassant quelques cailloux ou des graines pour lancer le jeu. Les règles sont simples et pourtant les possibilités de calcul et de stratégie sont nombreuses.

Ces jeux se jouent rapidement, avec du public autour qui participe et commente la partie.

Les deux familles de jeux de semailles sont les Wari avec deux rangées et les Solo avec trois ou quatre rangées.

Un exemple, l'Awalé



D.R.

Le but est de s'emparer d'un maximum de graines. Le joueur qui a le plus de graines à la fin de la partie l'emporte. Le terrain de jeu est divisé en deux territoires de 6 trous chacun. Au départ, 4 graines sont réparties dans chacun des douze trous.

Les joueurs jouent à tour de rôle. Pour jouer, il faut prendre l'ensemble des graines présentes dans l'un des trous de son territoire et les distribuer, une par trou, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.

Si la dernière graine semée tombe dans un trou de l'adversaire comportant déjà 1 ou 2 graines, le joueur capture les 2 ou 3 graines résultantes. Les graines capturées sont sorties du jeu. (Le trou est alors laissé vide).

Lorsqu'un joueur s'empare de deux ou trois graines, si la case précédente contient également deux ou trois graines, elles sont capturées aussi, et ainsi de suite.

Si le nombre de graines prises dans le trou de départ est supérieur à 11, vous allez faire un tour complet : auquel cas, à chaque passage, la case de départ est sautée et donc laissée vide.

Il ne faut pas affamer l'adversaire : quand celui-ci n'a plus de graines, il faut jouer un coup lui apportant des graines, qui lui permettra de rejouer ensuite. Si ce n'est pas possible, la partie s'arrête et le joueur qui allait jouer capture les graines restantes.

Un joueur n'a pas le droit de jouer un coup où il prend toutes les graines du camp de l'adversaire.

Le jeu se termine lorsque :

- Un joueur n'a plus de graines dans son camp et ne peut donc plus jouer. L'adversaire capture alors les graines restantes.

- Lorsque la même situation se reproduit après un certain nombre de coups. Personne ne capture les graines restantes - L'un des joueurs abandonne et l'adversaire capture les graines restantes.

Pour fabriquer un awalé

Vous pouvez sculpter deux morceaux de bois et creuser 6 trous dans chaque. Sinon, vous pouvez aussi récupérer une boîte de 12 œufs et jouer avec des pois chiches ou des petits cailloux, ce qui fera l'affaire.

D'autres jeux de semailles existent sur le continent africain et asiatique: le seega, le yoté, le senet, le fanorona, le tab, l'omweso...

Tous ces jeux sont intéressants, par la motricité fine qu'ils nécessitent et par le plaisir tactile du contact avec des matières naturelles.

Pour en savoir plus

• Collection le Monde des Jeux, *"jeux traditionnels d'Afrique", "jeux traditionnels d'Asie"* Maison des jeux, 38 000 Grenoble

• www.african-concept.com/awale-regle-du-jeu.html

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
42 rue Hoche, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

Comment se lancer dans un projet alternatif ?

Le REPAS, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, organise à partir de février 2014, pour une durée de six mois, une formation à la culture alternative. Cette 17e session de formation s'adresse à des personnes de 18 à 35 ans, porteuses de projet. Elle se fait par une alternance de rencontres entre stagiaires et immersion en entreprises. Pour en savoir plus sur cette formation : *REPAS, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80 (Alice Costille ou Yann Sourbier), www.reseaurepas.free.fr, contact@levielaudon.org.*



D.R.

Une épicerie coopérative en milieu rural, ça marche...

L'épicerie coopérative *La Pratique*, située à Bonnay, petit village de 300 habitants de Saône-et-Loire (71), a été créée en 1979 à l'initiative de la municipalité. Elle fut l'un des premiers magasins coopératifs de Saône-et-Loire. Elle est installée dans des locaux communaux. Les habitants du village sont presque tous coopérateurs.

Vieillissante et un moment en péril à la fin des années 2000, l'épicerie a été sauvée grâce à l'engagement renouvelé de la commune et de nombreux bénévoles du village. D'importants travaux de modernisation ont été réalisés : réfection et climatisation des locaux, équipement d'une caisse enregistreuse, actualisation des statuts (la structure est devenue une coopérative de consommation sous forme de S.A.S.).



D.R.

Et surtout, principal changement depuis ses débuts : la clientèle issue du village ne suffisant plus pour assurer les charges du magasin — constituées essentiellement par le salaire de la vendeuse — *La Pratique* a décidé de l'étendre aux villages alentour en offrant à la vente des produits sélectionnés, synonymes de qualité et d'attractivité : produits bio, produits issus de circuits courts (13 fournisseurs locaux sur 16). Grâce à cette nouvelle stratégie, qui a porté ses fruits, le chiffre d'affaires du magasin s'est accru de 25 % en 3 ans.

Commerce de proximité ouvert 27 h par semaine, cette épicerie coopérative joue un peu le rôle d'un service public dans le village. Dans cet esprit, un service de livraison à domicile existe pour les personnes âgées. Gérée par un conseil d'administration, elle fonctionne comme une association. Sa réussite et sa longévité, elle les doit à l'engagement bénévole des habitants du village et au soutien constant de la commune.

Epicerie coopérative, Place de l'église, 71460 Bonnay, tél. : 03 85 59 48 98, ou Jean-Guy Lebeau, tél. : 06 85 40 71 25.



» Chronique : On passe à l'acte !

Récolter les oliviers abandonnés et créer sa quasi-autonomie en huile d'olive

Depuis 2010, un collectif de jeunes montpelliérains produit en autogestion sa propre huile.

"Pourquoi aller bosser pour gagner de l'argent et m'acheter de l'huile d'olive alors que je peux bosser et avoir l'huile d'olive directement ?". Tim (28 ans), est l'un des trois initiateurs du projet. A l'automne 2010, ils repèrent des oliviers sur l'espace public qui pourraient faire l'objet d'une récolte, et notamment une oliveraie d'un hectare, totalement abandonnée, en zone péri-urbaine. A l'heure de la récolte, un appel à "coup de main" est lancé et une quarantaine de jeunes participent à la cueillette des fruits aux abords des facultés, des cités U, puis sur l'oliveraie repérée. Résultat : 1,5 tonnes d'olives récoltées, 260 litres d'huile biologique "sauvage" obtenue après pressage au moulin, avec un coût de revient de 3,5 € le litre pour les jeunes ayant participé à la récolte.

Une distribution équitable

Cet élan spontané est aujourd'hui devenu un collectif vivant et durable, constitué de bosseurs, chômeurs et étudiants. Un noyau dur de dix à quinze personnes se réunit régulièrement et décide en autogestion ce qui est à faire. Taille, débroussaillage, traitements à base d'argile et récolte : une douzaine de chantiers par année sont au programme. Chacun-e décide soi-même de son temps d'investissement. *"On ne veut pas mettre la pression aux gens pour qu'ils soient présents un certain nombre d'heures par an. On trouve ça chouette de décider selon son libre-arbitre, et ça fonctionne plutôt bien"*. L'huile d'olive produite est ensuite distribuée chaque année au prorata du temps investi. Le rendement est très variable selon les années.

L'oliveraie, dénommée "l'Olivette", a entre-temps été encadrée par un contrat de prêt-à-usage



D.R.

avec le propriétaire du terrain. Le collectif a ainsi pour charge l'entretien de la parcelle constituée de 140 arbres. L'association montpelliéraine *Ouvre Tête* (alternatives sociales et solidarité écologique) soutient le projet par une intégration dans ses activités et organise une fois par an une formation à la taille des arbres.

Expérimentation d'une agriculture collective, urbaine et durable

Pour Tim, cette démarche d'entretien d'un coin de nature, aux frontières de la ville, s'intègre dans une dimension de réappropriation de l'espace public : *"Ça plaît aux gens qui se promènent, et également à la mairie, car étant donné que cet espace est nettoyé et entretenu, cela participe à la lutte contre les incendies"*.

Pour d'autres membres, la dimension de l'autonomie alimentaire joue un rôle essentiel dans leur engagement. Pour Marion (26 ans) c'est *"tout d'abord redécouvrir collectivement la nature et prendre soin de notre Terre-Mère"*. Et en commun à tous : l'envie d'expérimenter une agriculture collective, urbaine et durable, et bien évidemment de passer du bon temps ensemble.

Contact du collectif : *L'Olivette, s/c Timothée Leplâtre, 119, rue du Puech Villa, 34090 Montpellier, olivette.lavalsiere@lists.riseup.net*

L'équipe de *On passe à l'acte*.
www.onpasselacte.fr

Médias



♦ **Politis "Malbouffe, comment y échapper",** *Hors-série, novembre 2013, 52 p., 5 €.* Plein d'articles intéressants dont les initiatives agricoles en Grèce, malbouffer moins avec la décroissance, les cantines bio de Mouans-Sartoux, etc.

♦ **Imagine n°100,** *23, rue Pierreuse, B-4000 Liège, www.imagine-magazine.com.* L'excellente revue écologiste francophone belge fête son numéro 100 après 17 ans de bons et loyaux services. Et dans encore 17 ans, ce sera 2030, d'où l'idée de voir comment dans ce délai, on peut retourner les choses pour arriver à la société dont on rêve. Un numéro coupé en deux : 50 articles dans un sens pour un bilan, 50 dans l'autre pour les perspectives… avec beaucoup d'optimisme.



Contes écologiques

Henri-Marc Becquart est un écrivain-conteur qui propose des spectacles sur la nature pour un public "jeunes" et "tout public", à l'école ou ailleurs. Il propose en France et en Belgique des sessions sur des thématiques variées, entre science et poésie : l'eau, l'univers, les abeilles, la forêt… *La nature racontée, Maison de la vie associative, Place Romée-de-Villeneuve, 13090 Aix-en-Provence, tél. : 04 42 27 23 55, www.nature-racontee.com.*

Mode éthique itinérante

Clémentine Martin et Coline Vernay ont créé une boutique itinérante de prêt-à-porter et d'accessoires féminins qui sillonne l'ensemble de la région Rhône-Alpes. Elles diffusent des produits qui se veulent « éthiques » par certains critères : production artisanale ou en petite série, traçable de bout en bout. *www.from-out-there.com.*



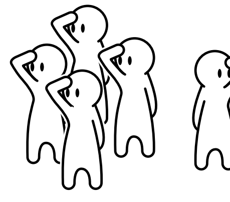
D.R.

Collation pour fêter la fin d'un stage de formation à l'action non-violente, 1993.

» Larzac

Le Cun se nucléarise !

Le Cun du Larzac est célèbre pour avoir été l'un des haut-lieux de la lutte des objecteurs de conscience contre le camp militaire du Larzac, et un lieu de ressources sur la non-violence et l'écologie. Il a été aussi un lieu d'expérimentation vers une autonomie énergétique bien avant que les énergies renouvelables aient le vent en poupe. Nous sommes d'autant plus attristés d'apprendre que, après un renouvellement de l'équipe ces dernières années, le Cun ait sollicité puis accepté d'être subventionné pour son projet touristique par Réseau de Transport de l'Electricité (RTE), filiale d'EDF ! Laquelle entreprise mobilise, en plus de la police, des centaines de soldats pour réprimer la résistance à la construction de la ligne THT Cotentin-Maine... ligne liée à la construction de l'EPR, dont le directeur de projet jusqu'à 2011, Jean-Marc Perrin, est aussi parrain de cette subvention de 35 000 €.





Mondragon La fin d'un mythe

> « Beaucoup me parent du qualificatif d'illuminé, d'utopiste. Je les en remercie. L'utopie ne signifie pas l'irréalisable, mais l'irréalisé. »
>
> *Théodore Monod*

Fondée en 1956, au Pays Basque espagnol, la coopérative Mondragon est souvent montrée comme modèle pour l'économie sociale et solidaire. Elle se vantait jusqu'à maintenant de n'avoir jamais licencié personne. Elle ne cessait de grossir. En 2013, elle regroupe 110 coopératives employant 83 000 personnes et est la plus grosse entreprise en Pays Basque espagnol. Lorsque l'une de ses coopératives, Fagor Electrodomésticos a été en difficulté, le mythe d'une démarche sociale exemplaire s'est effondré : baisse des salaires (moins 20 % en quatre ans), puis délocalisation d'une usine en Pologne, acceptation de l'entrée dans le capital d'une entreprise chinoise… L'absence de syndicats dans ces entreprises (jugés inutiles puisque les coopératives sont contrôlées en principe par les ouvriers) n'a sans doute pas amélioré les choses. Fagor a été mis en faillite le 13 novembre 2013 : 1870 emplois sont supprimés en France à Vendôme, Orléans, La Roche-sur-Yon, Aizené et Lyon. Du fait de leur statut d'associés, les salariés n'ont théoriquement pas droit au chômage et leurs participations financières dans la coopérative sont perdues.

» Covoiturage

Une pratique inégalitaire

Actuellement, les coûts demandés en covoiturage ne mettent pas passagers et conducteurs sur un pied d'égalité. Selon une étude réalisée par Jean-Marie Beauvais, économiste, pour le compte de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, en moyenne, le passager paie 4 centimes par km… contre 26 centimes pour le conducteur (avec 4 personnes dans la voiture). Le conducteur y gagne quand même car s'il voyageait seul, le coût serait de 33 centimes. Plutôt que le covoiturage, ce conducteur aurait tout intérêt à chercher des solutions dans les transports en commun : il ne paierait alors que 11 centimes en TGV, 9 centimes en train intercité, 6,5 centimes en car.

» Chronique : Bonnes nouvelles de la Terre

En partenariat avec :



A Montreuil, une ressourcerie redonne vie aux objets et aux hommes

« Ici, on prend soin des objets brisés, délaissés, déclassés. Et on fait ça avec des gens brisés, délaissés, déclassés. C'est par la médiation des objets qu'on redonne un élan humain à notre territoire ». Léon Wisznia a le sens de la formule. Président de la Collecterie, qui fut inaugurée fin octobre à Montreuil, il a aussi l'énergie du militant et les cheveux grisonnant de son expérience dans l'engagement associatif.

D.R.

Sur le flyer de présentation, il est inscrit « La collecterie collecte, trie et transforme ». Lorsqu'on pénètre dans cet entrepôt de 410 m^2, c'est une petite caverne d'Ali Baba qui se dévoile. Mais ici, rien n'est volé, tout est récupéré : *« on soustrait juste à l'enfouissement ces objets destinés à finir à la déchetterie »* explique Léon. On trouve de tout : des meubles, du textile, des appareils électro-ménagers, de la librairie, des outils informatiques, etc. Tout le flux entrant n'a pas encore pu être trié. Mais il est pesé. A la fin de l'année, c'est environ 25 tonnes de déchets qui auront ainsi été récoltés, en à peine 7 mois d'activité.

La collecterie est une ressourcerie, nouvel acteur de l'économie sociale qui essaime rapidement sur le territoire. Moins de 10 au début des années 2000, il y aurait aujourd'hui plus de 50 ressourceries en France. Le lieu vise d'abord à réduire et recycler les déchets. Pour le réseau des ressourceries, il s'agit de *« collecter les objets dont vous souhaitez vous débarrasser pour les réparer et les revendre sans but lucratif ».* Les ressourceries font ainsi valoir les principes de l'économie circulaire, en réinsérant les biens dans un cycle de production et de consommation courantes.

Car derrière les objets, il y a des hommes. La collecterie s'attache à créer du lien social, au travers de chantiers d'insertion par exemple. Elle proposera bientôt 6 contrats d'insertion en menuiserie, et 6 en tapisserie. Florence, accompagnatrice sur ces chantiers, justifie la démarche : *« Pour des gens éloignés de l'emploi, marginalisés et souvent précaires, la ressourcerie est un très beau support de réinsertion. Outre les métiers manuels que cela offre, il y a plein de domaines d'apprentissage : du tri, de la vente, de la mise en rayon, de l'aménagement de l'espace, du design, etc. Ce qui est intéressant, c'est la polyvalence, les gens ne sont pas cantonnés à une seule filière ».*

Lieu d'échanges matériels tout autant qu'immatériels, la collecterie tend à prouver qu'un projet de nature écolo-responsable peut aussi être un incubateur social. Le président évoque cette *« activité millénaire qui consiste à faire du neuf avec du vieux. Malgré tous nos mérites, comparables à ceux de beaucoup d'autres, nous n'avons pas inventé le fil à couper le beurre… ».* Une élégante modestie qui ne doit pas cacher la noble ambition du projet de ressourcerie : redonner un sens aux objets en fin de vie et une nouvelle vie à des hommes en quête de sens.

La Collecterie, *18-30, rue Saint-Antoine, 9310 Montreuil, tél. : 01 70 24 06 21, http://lacollecterie.org*

Barnabé Binctin,
pour www.reporterre.net



La science infiltrée par l'industrie

En 2012, la revue scientifique *Food and chemical technology* publiait une étude de l'équipe du professeur Séralini qui constituait une véritable « bombe » en montrant les conséquences sanitaires graves des OGM associés à leurs pesticides (voir *Silence* n°409). Des chercheurs liés au lobby biotechnologique avaient orchestré une campagne pour demander à la revue de se rétracter, ce qu'elle n'a pas fait. Mais quelques mois plus tard, on apprend que celle-ci accueille en son sein Richard E. Goodman en tant que « rédacteur en chef associé » pour les biotechnologies. Ce dernier a travaillé pour Monsanto de 1997 à 2004 et est membre de l'ILSI, principal lobby des industries biotechnologiques. Alors que la revue compte déjà parmi ses quatre rédacteurs en chef un spécialiste de la sécurité liée aux OGM… qui a publié des articles critiques sur le sujet. Une situation qui soulève des interrogations légitimes. Monsanto aurait intérêt à s'assurer que « l'affaire Séralini » ne se répète pas… (Source : *independantsciencenews*).

» Faux experts et vrais escrocs

Méfiez-vous des contrefaçons

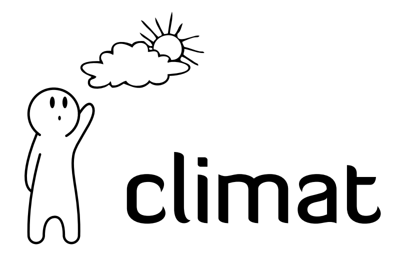
Le 19 novembre 2013 avait lieu à Paris un colloque organisé par l'académie de médecine et l'académie des sciences sur les OGM. Aucun membre de la Confédération Paysanne n'a été invité ni accepté. Motif : les paysans ne sont pas légitimes pour participer au débat scientifique, ils ne sont pas des experts. Finalement après avoir affronté les CRS, deux représentants du syndicat ont été acceptés pour parler… deux minutes. Guy Kastler a évoqué la loi contre les "contrefaçons" qui a été votée le lendemain par le Sénat. Celle-ci permet aux douanes de poursuivre les agriculteurs qui commercialisent leurs semences de ferme, faisant d'eux des contrefacteurs dès que leurs cultures sont contaminées par des gènes brevetés ou contiennent naturellement un gène protégé par un brevet : *"Selon vous, qu'est-ce que ça veut dire pour un paysans d'avoir la marque de la propriété d'une multinationale semencière dans tous ses champs, dans toutes ses récoltes, qui ne lui appartiennent plus à partir du moment où l'on dissémine ces gènes brevetés dans tous les champs ?"* (Documentaire de Camille Robert)


D.R.

Guy Kastler devant les académiciens



D.R.



Le Soleil au ralenti

Selon des études portant sur l'activité à la surface du Soleil, celui-ci connaît une activité moindre depuis 2008. Un déclin qui a déjà été observé dans le passé : entre 1650 et 1715, la planète avait ainsi connu un "petit âge glaciaire". Est-ce à dire que l'on évitera un réchauffement climatique ? Non, répondent les spécialistes, simplement celui-ci sera moins rapide.

NASA/SDO/AIA

» Varsovie

Vaines rencontres

Alors que les années passent et que pratiquement toutes les grandes puissances font le dos rond, les objectifs à atteindre pour se maintenir en dessous de 1,5°C sont du fait du retard pris, de plus en plus inatteignables. Selon des calculs communiqués par *Greenpeace*, il faudrait, au niveau de l'Union européenne, que nous baissions nos émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, que nous atteignions 45 % de notre énergie de sources renouvelables et que nous économisions 40 % de notre consommation énergétique. Le plus probable, comme l'indiquent les études du GIEC, c'est que l'on aille vers des scénarios bien plus catastrophiques avec des hausses de températures pouvant aller jusqu'à 5 à 6°C d'ici un siècle. Pour protester contre l'inefficacité des rencontres internationales sur le climat, les grandes associations observatrices (*Greenpeace, WWF, Amis de la Terre*…) ont décidé de partir le 21 novembre, avant la fin du sommet. Les associations estiment dans un bilan qu'après l'immo¬bilisme des dernières rencontres, on est cette fois carrément parti en marche arrière. Elles dénoncent aussi le financement de ce sommet… sponsorisé par les industriels du charbon.


WWF

Départ des associations écologistes, le 21 novembre 2013

» Philippines

Typhon record

Le typhon qui a traversé les Philippines le 9 novembre 2013 est le plus puissant jamais enregistré depuis la mise en place d'outils scientifiques dans les années 1970. Des vents de plus de 360 km/h ont été mesurés. Les dégâts sont à la hauteur de la force du typhon. Pour qu'un typhon se forme, il faut une grande surface d'eau, à des températures supérieures à 26°C. Début novembre, l'eau au large des Philippines dépassait 29°C sur 50 mètres de profondeur. Selon les spécialistes, une augmentation de la température moyenne du globe de 1°C devrait provoquer une multiplication par 2 à 7 du nombre des typhons. Du 11 au 22 novembre 2013, à Varsovie, lors d'un nouveau sommet sur le climat. Naderv Sano, délégué des Philippines, a fait un jeûne de 12 jours pour inciter les autres Etats à prendre des mesures efficaces.



Prix Pinocchio

Les Amis de la Terre, Peuples solidaires et le Centre de recherche et d'informations pour le développement, ont remis le 19 novembre leurs prix Pinocchio qui récompensent chaque année les entreprises qui mentent le plus dans la communication sur leurs activités. Plus de 41 000 personnes ont voté cette année par l'intermédiaire d'internet.

♦ **Véolia** l'emporte dans la catégorie "appropriation, surexploitation et destruction des ressources naturelles" avec 39 % des votes. Véolia était nominé pour ses projets de privatisation de l'eau en Inde. La multinationale devance la Société Générale (32 % des votes) pour son financement d'un projet d'exploitation du charbon qui menace le corail et Total (29 %) qui veut exploiter les gaz de schistes en Argentine.

♦ **Areva** gagne le prix de la publicité mensongère avec 59 % des suffrages pour l'ouverture du musée Uréka à la gloire de l'uranium sur une ancienne mine d'uranium du Limousin. Areva avait déjà gagné deux prix en 2008. Le nucléariste devance BNP Paribas (30 % des votes) qui se paie des publicités sur le changement climatique alors qu'elle finance de nombreuses activités nuisibles au climat et Air France (11%) qui prétend faire de la compensation carbone pour ses avions.

♦ **Auchan** arrive en tête avec 50 % des votes dans la catégorie 'mains sales, poches pleines" pour nier sa responsabilité et ne pas vouloir participer à l'indemnisation des 133 victimes de l'incendie de l'usine Rana Plaza au Bangladesh, usine qui fabrique les vêtements de la marque. La chaîne de magasins devance Apple (26 %) qui pour ses produits se fournit en matières premières dans des mines superpolluantes et Alstom (24 %) qui participe à la construction de nombreux barrages en Amazonie au bénéfice des industriels et au détriment des populations.

(www.prix-pinocchio.org)


Joe Penniston

» Foie gras

Les grands chefs renoncent

L'association L214 a réalisé une vidéo montrant les conditions de vie des canards élevés par la société Ernest Soulard qui est la marque de luxe du foie gras. On y voit des palmipèdes bloqués jour et nuit dans des cages individuelles et se blessant en essayant d'effectuer des mouvements. Suite à la mise en ligne sur internet de la vidéo, début novembre 2013, plusieurs grands chefs ont annoncé suspendre leurs achats de foie gras (Joël Robuchon en France, Gordon Ramsay en Grande-Bretagne…). "La suralimentation forcée par le gavage provoque une maladie, la stéatose hépatique", précise l'association L214. Donc même si le foie gras est parfois présenté comme bio, c'est de la viande de bête malade que les amateurs mangent. *L214, Boîte Postale 84, 13721 Marignane cedex, tél : 06 20 03 32 66, www.l214.com.*

» Nanoproduits

Etat des lieux

Fin octobre 2013, un inventaire des produits de consommation identifiés comme contenant des nanomatériaux, réalisé par deux instituts états-uniens, en recensait 1628 dans le monde. L'Europe, où au moins 440 de ces produits sont commercialisés, est le seul endroit où l'étiquetage des nanomatériaux est obligatoire, mais pour certains produits seulement : les cosmétiques, les pesticides, et seulement à partir de fin 2014 les produits alimentaires. Plus de la moitié sont des produits de beauté et de parapharmacie, plus de 200 concernent l'alimentation. C'est le nanoargent qui est le plus répandu, alors qu'on connaît ses effets néfastes sur les milieux aquatiques et qu'il est soupçonné d'accroître la multirésistance aux antibiotiques. En France, les estimations oscillent entre 32 et plus de 200 produits commercialisés, selon les sources. Toutes les études recensant les nanomatériaux se heurtent à des difficultés extrêmes d'identification de ceux-ci. L'évaluation des risques est encore plus problématique : en 2009 des chercheurs ont estimé à cinquante années le temps nécessaire pour étudier les risques des nanomatériaux déjà mis sur le marché (il y en avait alors 1000) ! Les risques sont moindres pour des nanomatériaux intégrés à l'intérieur d'objets "durs " et donc moins en contact avec le corps humain, et augmentent pour les produits étalés sur la peau, ingérés ou inhalés. On nage donc en plein nanobrouillard… mais les firmes savent y retrouver leurs bénéfices. (*Avicenn*)

TGV Lyon-Turin

♦ **30 octobre : Rejet de la commission des Affaires européennes.** Danielle Auriol, députée EELV, présidente de la commission des Affaires européennes, a organisé une table-ronde à l'Assemblée Nationale. La commission a conclu que les prévisions de trafic sont "fantasques", la rentabilité non démontrée, les sources de financements hasardeuses, l'impact sur les zones agricoles important… pour un résultat qui risque d'être modeste en terme de lutte contre la pollution (transfert d'une partie du fret camion sur le rail). Le représentant de la Cour des Comptes a dénoncé le fait que ces solutions alternatives ont été écartées. La Commission a finalement voté contre le projet.

♦ **16 novembre : manifestation dans la vallée de Suse.** Entre 7000 personnes (selon la police italienne) et 40 000 personnes manifestent à nouveau contre le projet, et annoncent une nouvelle manifestation à Rome le 20 novembre.

♦ **19 novembre : les sénateurs votent pour la ratification** du traité franco-italien à une forte majorité : 334 pour, 13 contre (les élus EELV). Les grands travaux inutiles en font saliver plus d'un !

♦ **20 novembre : sommet franco-italien à Rome.** Alors que les partisans du chantier disent que la ratification du traité franco-italien de ce jour marque un tournant irréversible pour la réalisation de la liaison sous les Alpes, les opposants rappellent que sensiblement le même traité a déjà été signé… en 2001 ! Alors que les chefs d'Etats se réunissent dans un quartier entièrement bouclé par l'armée, les opposants ont organisé un sit-in devant l'Ambassade de France.

Aéroport Notre-Dame-des-Landes

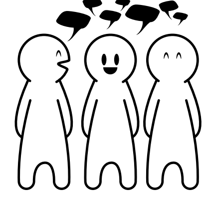
♦ **29 octobre : marché public douteux.** Le site *Reporterre* annonce que la procédure de la déclaration d'enquête publique comporte des irrégularités. Ainsi, alors que l'attribution du marché pour l'étude environnementale, d'un montant de 195 000 €, ne doit être décidée que le 23 juin 2005, l'équipe de la société d'ingénierie écologique Biotope est déjà active sur le terrain au moins deux mois avant ! Ces liaisons douteuses entre la société et l'Etat pourraient faire l'objet d'un nouveau recours juridique visant à annuler l'enquête publique.

♦ **5 novembre : réaménagement trop cher ?** La Direction générale de l'aviation civile (DRAC, service de l'Etat) publie un rapport qui affirme que rénover l'actuel aéroport (825 millions) coûterait plus cher que d'en construire un neuf à Notre-Dame-des-Landes (556 millions). Problème, la somme annoncée pour Notre-Dame-des-Landes est fortement sous-estimée, comme l'avait montré une contre-étude financée par des élus opposés au projet. Ces derniers se félicitent de ce rapport qui, au-delà de la querelle des chiffres, montre au moins que la rénovation de l'actuel aéroport est possible.

♦ **7 novembre : demande d'enquête.** L'ACIPA et le CEDPA, deux des collectifs opposés au projet, demandent au gouvernement d'ouvrir une enquête sur l'attribution des marchés au moment de l'enquête publique.

♦ **15 novembre : un spécialiste contre le projet.** Jacques Bankir, ancien président de plusieurs compagnies aériennes, dont Regional, basée à Nantes, assiste à une réunion des élus opposés au projet, et prend position contre le transfert de l'actuel aéroport. Il conteste notamment qu'un nouvel aéroport puisse favoriser une augmentation des vols. Pour lui, Nantes ne captera pas de nouvelles lignes internationales. Il pense également qu'éloigner l'aéroport de la gare TGV est un non-sens. Et quant à l'entretien de l'actuel aéroport, il peut se faire de nuit… comme pour tous les autres aéroports. "Je déjeune régulièrement avec des responsables d'aéroports européens. Ce dossier les fait rigoler. Et moi, je pense que Nantes se tire une balle dans le pied". (Ouest-France, 15 novembre 2013).

♦ **22 novembre, une cinquantaine de clowns ont inauguré un aéroport** à Rueil-Malmaison, dans la région parisienne, devant le siège de Vinci. Le même jour, la Commission européenne approuve le versement d'une subvention de 150 millions d'euros octroyée par les autorités françaises au projet d'aéroport, estimant que ceci est conforme aux règles de l'Union européenne… car cela sera bénéfique à la région ! L'Union européenne est ainsi en totale contradiction avec ses déclarations du même jour à la clôture du sommet sur le climat à Varsovie qui affirme qu'il faut amplifier les mesures pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.



société

» Minga

Pour une économie sociale et solidaire de combat

L'économie sociale et solidaire (ESS) a été reconnue "d'utilité publique" par le Sénat le 7 novembre 2013 dans le cadre d'une loi qui valorise cette branche de l'économie. Le réseau *Minga* qui regroupe des acteurs critiques de l'économie alternative, réagit à cette officialisation par l'Etat de l'importance de l'ESS. Pour Emmanuel Antoine et Stéphane Veyer, de Minga, l'ESS avec ses grandes coopératives agricoles ou bancaires, ses mutuelles d'assurance, possède déjà un immense poids économique. Ce qui lui manque cruellement est un projet politique, qui ne pourra être celui des "grandes firmes avides de social business et d'entreprenariat social". D'où un projet d'une ESS "de combat" qui importe dans l'économie des questions sur le pouvoir, la propriété, le savoir, des réflexions sur les biens communs, le rapport au temps, à la technique, au genre, à la démocratie… dans la lignée du mutualisme. Il s'agit de ne pas se faire enfermer dans la problématique de l'emploi mais de lui substituer celle du travail, de sa qualité, des ses rapports de force, de ses rythmes, de son partage. *Minga, 9-13, rue de la Nouvelle France, 93300 Aubervilliers, tél. : 01 48 09 92 53, www.minga.net.*

» Catalogne

Interdiction des flashballs

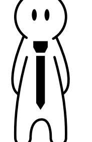


En novembre 2013, la Catalogne a décidé l'interdiction de l'usage des flashballs à partir du 30 avril 2014, suite à une large mobilisation de la société civile. En Espagne, 26 personnes ont déjà perdu un œil suite à des tirs de balles de caoutchouc par la police. Plusieurs de ces victimes ont créé l'association "Stop bales de goma" ("Stop balles en caoutchouc") en Catalogne pour exiger leur interdiction et organiser un appui émotionnel. L'association demande un changement de la politique policière et que les flashballs ne soient pas remplacés par d'autres armes. Comme le dit Ester Quintana, qui a perdu un œil : *"Une société dans laquelle les citoyens ont peur de manifester ne peut pas être une société libre"*. (*Diagonal* n°209)

» Paris Dakar

Course ignoble

Cette course décriée ne se tient plus en Afrique (le désert n'est plus assez sûr, malgré la présence de l'armée française !), mais en Amérique du Sud. Il part cette année de Rosario, en Argentine, ville natale de Che Guevarra. Si celui-ci, médecin, était un amateur de moto, c'était pour se déplacer facilement et pour venir en aide aux autres, pas pour détruire les pistes et provoquer des accidents souvent mortels. Depuis sa création en 1979, le rallye compte déjà au moins 62 morts avant cette édition dont 26 spectateurs et parmi eux 8 enfants. La liste détaillée est sur le site : *http://www.echolalie.org/wiki/index.php?ListeDeMortsAuRallyeParisDakar*



politique

« Les paroles n'ont pas été suivies d'effets. Il sera bientôt trop tard. Nos modes de consommation sont incompatibles avec la santé de la planète. Notre empreinte écologique est démesurée. »

Ban Ki-moon, secrétaire général des Etats-Unis, Monaco, 3 avril 2013.

Fin de la "démocratie" ?

Le mode de représentation actuel des citoyens à travers les différents modes d'élection semble à bout de souffle. En effet, si selon les sondages de fin novembre 2013, près de 80 % n'accordent plus de crédit au gouvernement, ils sont aussi nombreux à ne pas se reconnaître dans les idées du FN et presque aussi nombreux (74 %) à ne pas se reconnaître dans le programme de l'UMP ou dans la construction actuelle de l'Europe. On peut déjà prévoir des taux d'abstention records aux prochaines élections. Jusqu'à quel niveau faut-il monter pour que l'on envisage de réformer notre mode de "démocratie" (pouvoir par le peuple à l'origine) ?

Gouvernement xénophobe

Selon le ministre de l'intérieur "socialiste", Manuel Valls, nous devons lutter contre l'invasion des Roms en France. Pourtant les chiffres sont modestes : entre 18 000 et 20 000 Roms seraient présents sur le territoire… soit moins que les seuls Africains arrivés sur l'île de Lampedusa, l'île la plus au sud de l'Italie, pendant l'année 2013.

Crise ?

♦ **La crise est finie !** Le 18 novembre 2013, la bourse de New York a dépassé le niveau qu'elle avait atteint en 2008 avant la crise. Les banques n'ont rien changé à leurs méthodes douteuses de spéculation. Les multinationales ont su se restructurer pour repartir de plus belle. L'accumulation des richesses dans les mains de quelques-uns peut se poursuivre jusqu'à la prochaine crise astuce politique pour accélérer les choses.

♦ **Grèce : des plans de sauvetage pour les banques.** Début juillet 2013, Attac-Autriche a publié un rapport sur la destination des "plans de sauvetage" accordés par le FMI et l'Union européenne depuis mars 2010. Le montant total se monte à 206,9 milliards… dont 77 % ont été versés pour la recapitalisation des banques. Donc l'argent va toujours aux plus riches, ici comme ailleurs.

♦ **Accélération de la concentration des richesses.** Selon l'hebdomadaire *Challenges*, les 500 plus grandes fortunes de France ont vu leur richesse augmenter de 25 % en 2012. Elles posséderaient 330 milliards d'euros, soit 16 % du produit intérieur brut.

♦ **Riches plus riches, pauvres plus pauvres.** La crise n'est qu'une des méthodes utilisées pour concentrer la richesse grandissante entre de moins en moins de mains. Vous en doutez ? Alors prenez les très officielles enquêtes de l'Insee : entre 2008 et 2011, les 10 % des Français les plus pauvres ont perdu en moyenne 3,4 % de leur pouvoir d'achat tandis que les 10 % les plus riches ont eux gagné 3,5 %. Et plus généralement, les 50 % les plus pauvres sont plus pauvres, les 50 % les plus riches sont plus riches.

♦ **Suisse : refus de limiter les salaires.** Le patron de l'UBS, Union des banques suisses a été l'objet d'une affiche pour soutenir la campagne proposant de limiter l'échelle des salaires dans les entreprises de 1 à 12. Celui-ci, Sergio Ermotti, a en effet bénéficié d'un bonus en 2012 de 2 milliards d'euros… soit sensiblement autant que l'ensemble des salaires versés par la banque ! Le gouvernement a répliqué en affirmant que limiter les salaires provoquerait le départ de nombreuses entreprises et le chômage. Le 24 novembre 2012, 65 % des électeurs suisses qui se sont exprimés (53 %) ont rejeté par référendum la proposition de loi.

» Chronique : Le nucléaire, ça boum !

Pour un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires

Fin novembre 2013, Israël déroule le tapis rouge pour François Hollande pour le récompenser de sa position « ferme » sur le nucléaire iranien, après la réunion de Genève marquée par la volonté de l'Iran et des Etats-Unis d'aboutir à un compromis. Zone de grande concentration d'armes de destruction massive (ADM) où leur prolifération est la plus susceptible d'engendrer leur utilisation, le Moyen-Orient, par son paroxysme de tensions, tend à s'acheminer vers une issue catastrophique.


D. R.

Trois événements ont modifié la donne en 2013, créant ainsi les préconditions d'une désescalade, ouvrant la voie à des solutions diplomatiques et politiques des conflits dans la région, y compris de la question palestinienne.

Le premier est la décision de la Conférence de révision du TNP (Traité de non prolifération des armes nucléaires) de 2010 de lancer un processus de création d'une zone exempte d'armes de destruction massive (ADM) au Moyen-Orient. Il aura fallu 50 ans pour que ce concept soit envisagé concrètement avec la décision d'organiser une conférence à Helsinki en 2012. En soutenant cette décision, Obama montre sa volonté d'ouvrir une nouvelle période dans les relations des Etats-Unis avec le monde arabo-musulman et avec Israël.

Le second c'est l'utilisation d'armes chimiques par Assad contre la population syrienne. L'Etat syrien a alors été contraint d'accepter un processus de démantèlement de son stock d'armes chimiques.

Le troisième c'est l'existence d'un compromis, entre l'Iran, les Etats-Unis et l'Europe sur la question du programme nucléaire iranien. Les Etats-Unis ont fait le choix stratégique d'un rapprochement avec l'Iran et la France ne peut pas le bloquer à elle seule.

Et, par une ruse de l'histoire, ces trois événements ont mis à jour ce qu'on voulait occulter : l'existence au Moyen-Orient d'un pays, Israël, devenu un baril de poudre, bourré d'armes de destruction massive (atomiques, biologiques et chimiques) dont il refuse toute remise en cause.

Or la « bombe » iranienne n'a de sens que par rapport à ceux qui l'ont, en particulier, Israël.

C'est pour rompre ce cercle vicieux, que doit s'organiser la mobilisation de la société civile internationale pour une conférence internationale à Helsinki sous l'égide de l'ONU, qui traiterait des Armes de Destruction Massive au Moyen-Orient. Elle aurait pour objectif principal qu'Israël et l'Iran se conforment au TNP et mettent sous contrôle international toutes leurs installations nucléaires.

En décembre 2013, à Haïfa en Israël, il faut saluer la rencontre internationale à l'initiative du petit mais solide comité israélien contre les armes de destruction massive. Cette initiative doit être popularisée et relayée, elle est une étape cruciale dans la lutte vitale pour le désarmement nucléaire au Moyen-Orient, condition incontournable pour la solution politique des conflits de la région à commencer par la question palestinienne.

Bernard Ravenel
Président d'honneur de l'Association
France-Palestine Solidarité

124 Etats contre l'arme nucléaire

La Nouvelle-Zélande a présenté une motion signée par 124 Etats lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le 21 octobre 2013. Estimant catastrophique une possible utilisation de l'arme nucléaire, ces Etats demandent que ces armes fassent l'objet d'un traité d'interdiction. La coordination de 300 ONG de 80 Etats pour l'abolition des armes nucléaires, ICAN, a soutenu cette initiative en déclarant que "l'intérêt des populations doit passer au-dessus des justifications militaristes que mettent en avant certains Etats pour justifier la possession de telles armes". *Plus d'infos : http://icanfrance.org*

» Mali

La guerre propre ?

Aujourd'hui, les armées disposent d'importants services de communication. Les journalistes qui veulent couvrir les événements sont transportés par les militaires qui contrôlent ainsi ce qu'ils peuvent prendre en photo. Les récalcitrants sont éloignés "manu militari" (c'est le cas de le dire). Alors que l'opinion s'était révoltée à la vue des blessés et morts du Vietnam, qui a déjà vu une photo d'un soldat malien, tchadien ou français blessé ou d'un civil en sang depuis le début des affrontements dans le nord du Mali ? Soi-disant qu'avec internet, l'information circule plus librement ? Allez y chercher des photos du conflit pour voir ce que vous trouvez… et si par hasard, il en reste une qui n'a pas été censurée, merci de nous le signaler.

Service Photographique des Armées

» Suisse

Contre l'achat d'avions de combat

Le groupe pour une Suisse sans armée a lancé une campagne pour collecter 50 000 signatures pour demander un référendum sur le projet du gouvernement fédéral d'acheter pour 9 milliards de francs suisses, 22 avions de combat Gripen au fabricant suédois Saab. Il faut qu'ils réunissent ces signatures avant le 16 janvier 2014. *GSsA, Case Postale 151, 1211 Genève 8, tél : +41 (0)22 320 46 76, www.gssa.ch.*

Quel modèle de jeunesse voulons-nous ?
Armée de milice
Suisse sans armée
22 septembre 2013
NON à l'abrogation du service militaire obligatoire
Jeunes UDC Vaud

Affiche de l'UDC, équivalent de notre UMP, pour contrer le GSSA

Nouveau tir de missile M51 ?

Les missiles M51 doivent permettre d'équiper les sous-marins nucléaires français d'un missile de longue portée à tête multiple. Problème : l'essai de tir réalisé en mai 2013 a été un échec, le missile explosant peu après être sorti de l'eau, au large de la Bretagne. Coût de cet essai raté : 120 millions d'euros. L'armée a annoncé être prête à un nouvel essai, rapporte le 9 novembre 2013 Le télégramme de Brest, au moment même où le ministère de la Défense annonçait ses difficultés à baisser de 23 milliards le budget qui lui est alloué pour la dissuasion nucléaire dans les années à venir. Rappelons que de plus en plus de gradés de haut niveau contestent l'utilité de poursuivre avec cette doctrine de dissuasion nucléaire.

énergie

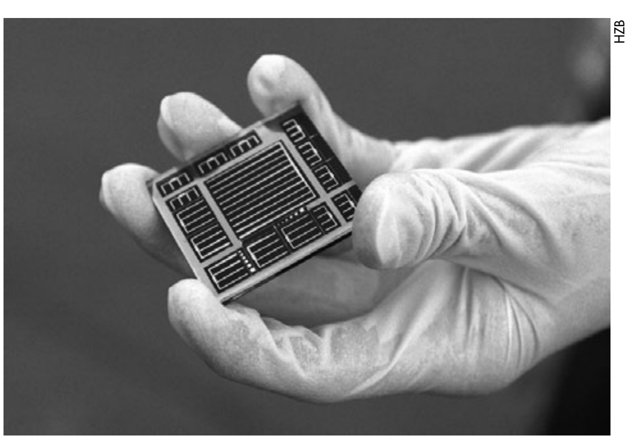
» Eoliennes

Mafia et argent sale

Le 20 novembre 2013, plusieurs personnes ont été interpellées en Allemagne dans le cadre d'une vaste enquête sur le blanchiment d'argent de la mafia italienne. Des perquisitions menées par 200 policiers en Bavière (sud), en Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest) et à Hambourg (nord), ainsi qu'en Autriche, ont mis en évidence le placement d'argent sale dans une vingtaine de sociétés dont un fabricant d'éoliennes. Ce dernier aurait reçu 350 millions d'euros pour la construction d'un parc de 48 machines à Osnabrück (nord-ouest de l'Allemagne), un des plus grands parcs éoliens d'Europe.
Les leçons de cette histoire :
1) si la mafia investit dans l'éolien, c'est que c'est devenu très rentable.
2) si nous voulons éviter que les éoliennes tombent dans des mains douteuses, il faut développer des financements citoyens et se méfier des financements internationaux.
3) ceux qui misent encore sur le nucléaire — que l'on surnomme très justement la mafia nucléaire — devraient suivre le mouvement.

Photopiles

♦ **Efficacité record.** Une équipe de chercheurs franco-germanique (CEA-Leti, Centre Helmholtz et Institut Fraunhofer) a annoncé le 25 septembre 2013, avoir réussi à fabriquer des photopiles dont le rendement atteint 44,7 %. L'équipe espère rapidement atteindre en laboratoire les 50 %. Dans la pratique, les panneaux photovoltaïques actuels restent encore à des rendements inférieurs à 20 %, les rendements d'une installation étant plus faibles que celui d'une seule cellule.


HZB
Cellule photovoltaïque nouvelle génération en test au Centre Helmholtz de Berlin

♦ **Développement accéléré.** En 2013, ce sont environ 50 GW de photopiles qui ont été installés dans le monde… soit l'équivalent, en puissance, d'une trentaine de réacteurs nucléaires (en comparaison, en 2012, il n'y a eu que 3 GW de nucléaire démarrés… qui ne couvrent pas ceux qui ont été arrêtés !). C'est surtout une multiplication par 7 en seulement 4 ans. Alors qu'en 2009, on annonçait les premiers panneaux à 1 $/W, les prix baissent rapidement et l'objectif 0,30 $/W devrait être atteint dès 2017. Les applications rentables des photopiles se multiplient donc en proportion… et il commence à y avoir des installations couplées avec des remontées d'eau entre barrages (STEP) car même avec un rendement inférieur, cela peut être une bonne solution pour répartir la production entre les moments ensoleillés et les autres. Le photovoltaïque diffus avec stockage local monte en puissance, ce qui a pour conséquence de diminuer la quantité d'électricité qui circule sur les réseaux (déjà sensible notamment en Allemagne et Autriche), ce qui inquiète les grandes compagnies de distribution qui risquent de se retrouver avec des réseaux surdimensionnés. Ces réseaux se justifiaient avec des centrales de production de forte puissance (nucléaire ou thermique) : la relocalisation de la production et de la consommation pourrait accélérer leur inutilité.

---

femmes, hommes, etc.

La pilule n'est pas inoffensive

Les alertes autour des accidents cardio-vasculaires provoqués par l'usage de la pilule contraceptive ont incité l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) à publier des chiffres sur le sujet. Selon elle, la pilule provoque 2500 accidents par an dont 20 mortels. 1700 accidents sont provoqués par les pilules de troisième et quatrième génération.
Selon l'ANSM, 4,27 millions de femmes prennent la pilule et en 2011, les troisième et quatrième génération représentaient la moitié des pilules consommées. Entre l'annonce de la mort par AVC d'une femme en février 2013 et fin mars 2013, les ventes des pilules de troisième et quatrième génération ont baissé de 34 %, Quant au médicament Diane 35, anti-acnéique utilisé en contraceptif, il est interdit depuis le 21 mai 2013.
L'Association des victimes d'embolie pulmonaire estime que ces chiffres sont inférieurs à la réalité et pense que l'on est sans doute plus près de 200 morts par an et 20 000 accidents.

GRÈVE DES SAGE-FEMMES



Sages-femmes invisibles

Alors que 15 000 "bonnets rouges" manifestaient en Bretagne sous l'œil des caméras et obtenaient le report de l'écotaxe, environ 20 000 sages-femmes manifestaient pour la revalorisation de leur statut. Mais comme elles manifestaient dans le calme, cela n'a intéressé pratiquement aucun grand média.

Démission pour tous

Une dizaine de maires ayant fait part de leur impossibilité de respecter la loi sur le mariage pour tous, le collectif des DurEs à queer, qui regroupe "des trans, gouines, pédés visibles et fièrEs" a ouvert un site internet *www.demission-pour-tous.com* qui leur propose des lettres standard de démission. *http://dures-a-queer.tumblr.com/*

» Culture

Vers l'égalité ?

75 % des théâtres nationaux et 96 % des opéras sont actuellement dirigés par des hommes. Face à ce constat, 25 théâtres d'Ile-de-France ont annoncé "une première saison pour l'égalité", qui en 2013-2014 présentera autant de pièces montées par une femme que par un homme.

Viols en Inde et ailleurs

Quatre violeurs responsables de la mort de leur victime, 23 ans, ont été condamnés à mort par pendaison le 13 septembre 2013 par le tribunal de New Delhi. C'est la première fois que la peine de mort est prononcée pour un viol dans ce pays. Une mesure spectaculaire qui fait suite à une longue campagne d'indignation contre l'impunité des violeurs dans le pays. Une enquête réalisée par l'ONU par entretien avec plus de 10 000 hommes dans plusieurs pays d'Asie du sud-est donne un résultat insupportable : un homme sur quatre a reconnu avoir déjà violé une femme !

» ITER

Grand projet inutile et imposé

Michèle Rivasi, eurodéputée EELV et co-rapporteure sur le financement d'ITER, est intervenue le 21 novembre 2013 au Parlement européen pour contester son financement. Extrait de son discours : "Cela fait longtemps maintenant que le projet ITER est discuté, et il est toujours autant contesté, notamment par la communauté scientifique (…). Mais les députés européens ont semble-t-il plus besoin de rêver que d'apporter des solutions concrètes à l'Europe de l'énergie : preuve en est, il n'y a jamais eu de débat scientifique contradictoire au sujet d'ITER dans les institutions européennes, et ce n'est pas faute d'avoir essayé de l'impulser.

ITER n'est qu'un projet de recherche, qui vise à démontrer que le réacteur peut générer plus d'énergie qu'il n'en consomme, ce qui n'a jamais été réalisé en 50 années de recherche. Si les tests sont concluants, on prévoit de construire d'ici à 2050 un réacteur expérimental d'une puissance équivalente à un réacteur commercial, et si ce projet fonctionne les scientifiques espèrent commercialiser la fusion nucléaire d'ici 2100. Mais voilà, il n'y a que des 'si' et aucune certitude quant à la capacité de maîtriser le plasma en fusion, censé léviter grâce à un champ électromagnétique. Là est tout l'enjeu : le plasma ne doit surtout pas toucher les parois du réacteur, car la moindre disruption entraînerait un incident ou même un accident, selon sa gravité... alors même que le site ne bénéficie d'aucune assurance aux dernières nouvelles.

Finalement ITER est un éléphant blanc dont raffolent les politiques en manque d'imagination : ils cèdent à une communauté scientifique — évidemment intéressée par le financement de ses recherches, que cela fonctionne ou non — les pleins pouvoirs et croisent les doigts. Il n'y a donc évidemment pas de remise en question dans la communauté scientifique intéressée par la fusion nucléaire : les crédits accordés appellent les crédits supplémentaires, et ainsi de suite. Ironie du sort, aucun des eurodéputés qui ont voté ce budget aujourd'hui ne pourra constater que la fusion est une technologie fiable. Bref, c'est un joli gaspillage d'argent public car on ne sait tout bonnement de quoi sera fait le monde en 2050 et encore moins en 2100. Il suffit qu'un partenaire d'ITER quitte le projet pour qu'il capote, et c'est bien la probabilité la plus forte entourant ce projet. Halte à la gabegie, cessons de financer ITER!".

» Bure

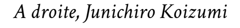
Mensonges géothermiques

Commandé à un cabinet suisse spécialiste de la géothermie, Geowatt, le rapport rendu public le 5 novembre 2013 par la CLIS, Commission locale d'information, montre clairement que l'on a une importante ressource géothermique dans les sous-sols de Bure. Ceci met au jour les mensonges de l'Andra et de l'ASN, qui depuis le début ont toujours affirmé le contraire. Les opposants avaient obtenu que soit réalisée cette étude après avoir retrouvé des documents du BRGM, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, datant des années 1980, qui indiquaient la présence de nappes d'eau chaude. Or la loi est formelle : un stockage souterrain de déchets radioactifs ne peut se faire s'il nous prive d'autres ressources exploitables. Six associations ont engagé un recours devant le tribunal en avril 2013, en s'appuyant sur les documents du BRGM, pour demander l'annulation de la déclaration d'utilité publique. *Burestop 55, Collectif Meuse contre l'enfouissement des déchets radioactifs, tél : 06 86 74 85 11 ou 06 85 50 82 77, non-a-bure55@orange.fr ; Bure Zone Libre (BZL), Maison de Bure, tél : 03 29 45 41 77, herissonvengeur@free.fr, http://burestop.free.fr*

Catastrophe de Fukushima

Deux anciens premiers ministres demandent la sortie immédiate du nucléaire.




A droite, Junichiro Koizumi



A gauche, Naoto Kan

♦ **23 octobre,** TEPCO annonce l'installation de balises sous-marines pour mesurer la radioactivité en continu. On s'installe dans la pollution de l'océan pour de longues années.

♦ **24 octobre,** TEPCO reçoit une nouvelle aide de l'Etat de 370 millions d'euros.

♦ **26 octobre,** selon une enquête de l'agence Reuters, 25 % des postes à pourvoir sur le site ne trouvent pas preneur.

♦ **28 octobre,** l'ancien premier ministre Naoto Kan publie un article dans de multiples médias japonais et internationaux. Il rappelle qu'heureusement, il a été possible d'empêcher la fusion des combustibles nucléaires dans les piscines de stockage, sans quoi, ce sont 50 millions de personnes qu'il aurait fallu évacuer dans un rayon de 250 km (dont Tokyo). Il compare l'accident nucléaire avec la seule chose équivalente : la guerre ! Et de conclure : "ce n'est pas si difficile d'éviter un accident dans une centrale nucléaire : il suffit de supprimer les centrales. Et cette décision appartient à tous les citoyens".

♦ **4 novembre,** annonce que le retour des personnes évacuées n'est pas totalement possible (selon le parti Libéral démocrate au pouvoir) ou totalement impossible (selon le Parti démocrate dans l'opposition) : un tabou vient d'être brisé.

♦ **9 novembre,** le gouvernement annonce avoir déjà dépensé pour l'accident 38 milliards d'euros et prévoit déjà d'atteindre 77 milliards d'euros.

♦ **10 novembre,** 33 organisations antinucléaires du pays annoncent avoir été victimes d'une cyber-attaque : elles ont reçu entre le 18 et le 30 septembre, plus de 2,5 millions de messages avec des insultes et des menaces de mort.

♦ **12 novembre,** l'ancien premier ministre japonais Junichiro Koizumi a demandé une nouvelle fois à Shinzo Abe, son ancien bras droit, actuel premier ministre, de renoncer à l'énergie nucléaire. Junichiro Koizumi, qui a été premier ministre pendant cinq ans (2001-2006) est très populaire dans la population et dans son parti, le Parti libéral-démocrate. "Si le PLD décidait de renoncer à l'énergie nucléaire, tous les partis seraient pour, étant donné que l'opposition a déjà adopté une telle position", a expliqué Junichiro Koizumi lors d'une conférence de presse devant 350 journalistes. Et d'affirmer avoir le soutien de nombreux élus de son parti.

♦ **12 novembre,** le nombre d'enfants atteints de problèmes au niveau de la thyroïde est en augmentation : 26 cas de cancers (+ 8 depuis août) et 32 autres présentant une situation qui annonce un cancer (+7 depuis août), soit 58 enfants touchés à ce jour sur 240 000 suivis (+33 000 depuis août). Avant l'accident, on avait un taux de 1,7 cancer pour 100 000 enfants, on est passé à 12 pour 100 000. Les campagnes de vérification dans les autres régions n'y montrent aucune hausse.

♦ **15 novembre,** le gouvernement japonais annonce lors du sommet sur le climat de Varsovie, qu'il renonce à son objectif de réduction des gaz à effet de serre, prétextant l'arrêt des centrales nucléaires et le recours aux centrales thermiques.

♦ **17 novembre,** à la veille de l'évacuation du combustible de la piscine du réacteur n°4, TEPCO publie un rapport sur l'état des assemblages présents dans les piscines des réacteurs accidentés : il y aurait 80 assemblages (sur 292) déjà endommagés avant l'accident ! 70 dans le réacteur n°1 (!), 3 dans le n°2, 4 dans le n°3, 3 dans le n°4. Il est possible que d'autres assemblages aient été abîmés par l'accident, mais ils n'ont pas encore été détectés. Pour le moment, il est impossible de sortir des piscines les assemblages abîmés. La mise en sûreté des piscines n'est donc pas encore pour demain !

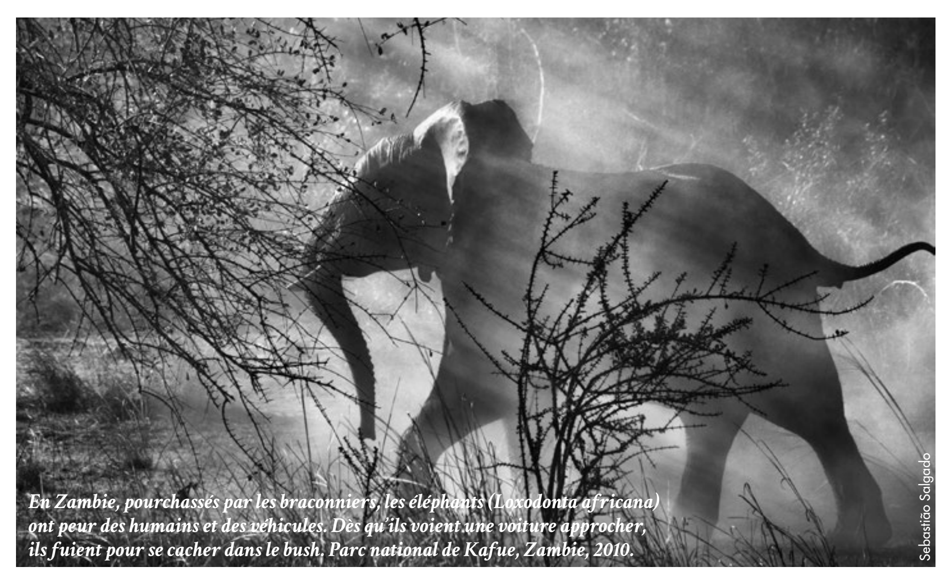
♦ **21 novembre,** TEPCO annonce avoir retiré le premier conteneur de 22 assemblages avec succès de la piscine du réacteur n°4.

♦ **22 novembre,** TEPCO reçoit une aide de l'Etat de presqu'1 milliard d'euros. C'est le 22e versement.

♦ **25 novembre,** TEPCO donne des mesures sur des poissons : à 20 km de la centrale, un seul dépasserait les 100 Bq/kg… alors que dans le port, ils en ont pêché un à 110 000 Bq/kg.

Une version plus détaillée de cette chronologie se trouve sur notre site www.revuesilence.net

nord/sud



En Zambie, pourchassés par les braconniers, les éléphants (Loxodonta africana) ont peur des humains et des véhicules. Dès qu'ils voient une voiture approcher, ils fuient pour se cacher dans le bush. Parc national de Kafue, Zambie, 2010.

» Centrafrique

L'intervention coloniale qui ne dit pas son nom

Fin novembre 2013, le gouvernement français a décidé d'envoyer 800 soldats supplémentaires en Centrafrique. Il y avait déjà 410 soldats français sur place avant. Ces renforts sont bien sûr officiellement mis en place pour assurer la sécurité des Français présents dans ce pays. On oubliera de dire trop fort dans les médias que ces Français sont là pour le compte d'entreprises venues piller les ressources naturelles.



Dans la région du haut-Xingu, un groupe d'Indiens waura pêche dans le lac de Piyulaga près de leur village. Le bassin du haut-Xingu abrite une population très diversifiée. Etat du mato grosso, Brésil, 2005.

» Françafrique

L'impunité progresse

La loi de programmation militaire 2014-2019 était étudiée à l'assemblée nationale le 26 novembre 2013. Elle marque la volonté de renforcer la présence militaire française en Afrique (le Commandement des opérations spéciales notamment, connu pour ses agissements troubles). L'association *Survie* dénonce également le fait que les possibilités de poursuites pénales contre des agissements de militaires vont être limitées, le droit de constitution de partie civile étant supprimé. Enfin, les services de renseignements français voient leurs moyens de contrôle étendus (accès à de nombreux fichiers d'identité), plus seulement en cas de terrorisme mais aussi en "cas d'atteintes potentielles aux intérêts fondamentaux de la Nation", ce qui veut tout dire. *Survie, 107, boulevard de Magenta, 75010 Paris, Tél.: 01 44 61 03 25, http://survie.org.*

» Paris

Sebastião Salgado

Le photographe brésilien Sebastião Salgado présente jusqu'au 5 janvier 2014 à la Maison Européenne de la Photographie, l'exposition Genesis, 245 photos réalisées dans le monde entier présentant des lieux qui résistent encore à la marchandisation du monde. Alternant photos naturalistes et anthropologiques, l'un des maîtres de la photo noir et blanc se laisse toutefois entraîner vers un travail plus esthétisant que ses précédents travaux sur la condition ouvrière. *La MEP, 5/7 rue de Fourcy, Paris 4e (M° Saint-Paul).*

annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

» Vivre ensemble

■ **Bretagne,** au cœur de la forêt de Brocéliande, l'association Ecologie pratique propose à de jeunes retraités motivés de former une équipe de bénévoles pour entretenir et animer son lieu dédié à la paix, à la simplicité volontaire, aux alternatives. Nous sommes en quête de logements à proximité. *Alexis Robert, La Guette, 35380 Paimpont, tél : 02 99 07 87 83.*

■ **Piémont cévenol,** St-Hippolyte-du-Fort, 40 km de Nîmes et Montpellier, projet d'Habitat Participatif sur terrain 8500 m² et grande maison à rénover. Proximité immédiate campagne et 5 mn à pied centre ville, écoles, etc. Une trentaine d'unités (habitations et locaux professionnels) est prévue en éco-construction. Possibilité d'auto-construction. Vous êtes invités à participer à l'élaboration du projet, à l'occasion d'une ou deux réunions/ateliers... ou pour des années d'aventures collaboratives. *Voir dates sur le site internet www.croixhaute.org ou infos par téléphone 04 67 55 59 56.*

» Agir ensemble

■ **Et si 28 jours de vacances avaient la même efficacité qu'une année scolaire ?** Plusieurs parents organisent des séjours tournant chez eux avec leurs enfants pour une école de vacances avec des apprentissages académiques ou non, ouverts vers d'autres personnes, d'autres lieux, d'autres modes de pensées, avec une énergie qui ne va pas "contre" mais "avec" tout ce qui existe déjà pour faire encore mieux. Cela se passe du 21 au 23 décembre près de Toulouse (Colomiers), du 5 au 9 février à Moulibès (Lozère), du 9 au 13 avril à Lieurac (Ariège), du 8 au 12 mai à Millau (Aveyron), du 9 au 13 septembre dans le Tarn. *Renseignements : B&B, tél : 05 65 62 29 70 ou 06 11 62 60 52, aspre@wanadoo.fr*

» Emplois

■ **Loire-Atlantique.** Stage Paysan Créatif à Montoir. Expérimentez le maraîchage bio en traction animale et développez vos capacités à gérer une unité de production. L'association Les Pieds dans l'herbe (http://fermettetregonneau.free.fr) met à disposition un espace test (9000 m² plein champ + 500 m² de serres + animaux et outillages). En coopération avec la Coopérative d'Installation en Agriculture Paysanne, durant 1 an vous serez « stagiaire paysan créatif » (formation professionnelle indemnisée par Pôle emploi ou le conseil régional). *Contactez Laurent Cuenot, 02 40 88 57 65, fermettetregonneau@free.fr*

■ **Morbihan.** Les Ateliers Reliés de Concoret, coopérative d'artisans du bois, proposent une ou deux places dans l'atelier. Nous sommes trois artisans des métiers du bois (luthier, tourneur, menuisier) partageant un atelier, des machines et du matériel de chantier. Chaque entreprise individuelle est locataire de la coopérative et exerce son activité en toute indépendance. Atelier en campagne, forêt de Brocéliande, N.E. Morbihan. Nous proposons à un/e/des artisans, débutant/es ou expérimenté/es, de s'associer. Loyer 360€/mois y compris élec, internet, affûtage. Esprit coopératif nécessaire, travail du bois local souhaité. *Tél : 02 97 22 93 59 lesateliersrelies@gmail.com*

» Stage

■ **Belfort.** L'association belfortaine d'information sur les limites de la croissance, ABILC, cherche un-e étudiant-e pour un stage de deux mois à Belfort au cours de l'année 2014. Le but de ce stage est de réaliser un rapport pédagogique sur les limites de la croissance pour intervenir dans les écoles (lycées et enseignement supérieur) ainsi que sur le site internet de l'association. Nous cherchons un-e étudiant-e sensible aux problèmes liés à l'écologie, et en particulier à ceux liés aux limites à la croissance et motivé-e par ces sujets. Merci d'envoyer CV et lettre de motivation à : *Association belfortaine d'information sur les limites de la croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort.*

agenda

Drôme : Rencontres de l'écologie
du 24 janvier au 3 février à Die, puis du 18 janvier au 9 février dans la vallée de la Drôme. 92 rendez-vous, 180 invité(e)s, 22 lieux. Cinéma, théâtre, spectacles pour enfants et adultes, jeux, visites de sites et fermes, expositions, balades nature, conférences-débats, ateliers découvertes, forum ouvert, théâtre de l'opprimé, soirées conviviales… Thème général : "Biodiversité : cultivons la vie".
- **Vendredi 24 janvier :** Gérer une mare. Yoga sur chaise, massage bébé. Alternative au sucre. Disparition des espèces. Biodiversité.
- **Samedi 25 janvier :** Déni écologique. Biovallée de la Drôme, terre d'innovation. Roland Geiser chante François Béranger. Les lobbies.
- **Dimanche 26 janvier :** Les paysans boulangers. Consensus sans compromis. Ecouter parler. Les semences Germinance. La coopération. Désarmement nucléaire. Courage en politique.
- **Lundi 27 janvier :** Pollen. Installation paysanne. Financement de l'agriculture. Humus et climat. Poètes et écrivains du Vercors. Nourrir l'humanité en bio.
- **Mardi 28 janvier :** Jeu de la ficelle. Signes bébé. Autogestion et biens communs. Zones Humides. Gypaètes barbus. André Gorz . Eau, santé et droit.
- **Mercredi 29 janvier :** Microcosmos. Journée jeunes. Jeux. L'Abeille. Microcentrale hydraulique de Die. Le Rêve du Dragon. Krach économique.
- **Jeudi 30 janvier :** Territoire énergie positive. Eco assainissement. film Love Meat Tender. Le génie des haies. Cancer et Pesticides. La nature au café du commerce.
- **Vendredi 31 janvier :** Eco-volontariat. Plantes sauvages comestibles. L'école en Forêt. Migrations rurales. Biodiversité. Spectacle québécois l'Aube.
- **Samedi 1er février :** Zones blanches Electrosensibilité. Film sur la Mort. Maison de fin de vie, Gardanne. Sortie nature. Biodiversité.
- **Dimanche 2 février :** Forêt et biodiversité. Communication transformatrice. Forum Asso. environnementales. Reptiles. Jardins et biodiversité. Les chiens de garde. Trames bleues, trames vertes. Biodiversité et survie. Danses.
- **Du 4 au 9 février :** Les Contes de la Richesse. Pleine Conscience. Film au Pestel. Visite écohabitat. Ciné-débat mensuel.

Programme complet et horaires : Ecologie au Quotidien, Le Chastel, 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56, www.ecologieauquotidien.fr

agri-bio

Hauts-de-Seine : la permaculture
15 janvier. Présentation de la permaculture, son utilité et ses enjeux, des exemples, pour les différents aspects de la vie. A 19h au foyer Henri Coudon, 18, rue Salvador-Allende, Bagneux. Organisé par Bagneux environnement et Sud de Seine en Transition.
Contact : Bagneux.Environnement@gmail.com.

Bouches-du-Rhône : Ciné-festival Terre et avenir
16-21 janvier.
- **Jeudi 16,** 19h30 : La voix du vent ;
- **vendredi 17,** 19h30 : Mouton 2.0, la puce à l'oreille ;
- **samedi 18,** 19h30 : Promised Land sur les gaz de schiste ;
- **dimanche 19,** 16h30 : Wall-E ;
- **mardi 21,** 19h30 : La soif du monde.

Au cinéma Les Arcades, à Salon-de-Provence, organisé par Pays salonais en transition. salon-transition@gmail.com.

décroissance, transition

Caen en transition : rencontre organisation hameau des possibles
Jeudi 16 janvier, de 18h à 20h, à l'Institut des travailleurs sociaux à Hérouville-Saint-Clair.
Caen en transition, tél : 06 62 57 23 37, http://fr.wiser.org/group/caenentransition.

énergies

Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS
Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.
Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.



Lyon : Réseau Sortir du nucléaire
18 et 19 janvier, assemblée générale du réseau qui approche les 1000 groupes adhérents. En débat : la décentralisation interne, l'ouverture d'un bureau à Paris, différentes campagnes à venir, la stratégie…
Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, www.sortirdunucleaire.org.

environnement

Notre-Dame-des-Landes : occupation de terres contre l'aéroport
Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.
Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

Paris 7e : tarification des transports
10 janvier à la salle Lamartine, immeuble Jacques Chaban-Delmas, 101, rue de l'Université, colloque organisé par la Fédération nationale des associations d'usagers des transports : qui paie quoi dans les différents transports collectifs ? Evolution probable des coûts, tarification et attractivité des différents transports, les vrais prix de la voiture et de l'avion…
Inscriptions : FNAUT, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, fax : 01 43 35 14 06.

films, spectacle, culture

Paris 12e : Albums, bandes dessinées et immigration
Jusqu'au 27 avril au musée de l'Histoire de l'Immigration, plus de 400 pièces et documents originaux, planches de BD, esquisses, croquis exploratoires, films d'animation, entretiens filmés et photographies sur les BD, qui traitent de la question de l'immigration, avec des immigrés auteurs comme René Goscinny, Albert Uderzo, Enki Bilal, Farid Boudjellal, Marjane Satrapi…
Musée de l'Histoire de l'Immigration, 293, avenue Daumesnil, 75012 Paris, www.histoire-immigration.fr (M° Porte Dorée)

Montreuil : Balai brosse
9-11 janvier. Nadja, Rosette, Jessy et Jasmine, quatre femmes de ménage, partagent leurs difficultés, leurs rêves, leurs combats. Une pièce de théâtre basée sur des témoignages, écrite par Delphine Dubois-Fabing et jouée par La compagnie du savon noir.
La parole errante (Armand Gatti), 9, rue François Debergue, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 70 00 76, http://cie.savon.noir.free.fr.

paix

Tarn : découverte du théâtre-forum
11-12 janvier. Avec la compagnie Arc-en-ciel théâtre. Egalement à la même date : Le conflit : distancié, confident, témoin ? avec Nicole Bernard. Organisé par l'Ifman-Midi, à Gaillac, samedi 13h45-19h, dimanche 9h13h.
Contact : ifman.midi81@gmail.com, tél. : 05 63 54 90 74 ou 09 72 40 97 98.

politique

Loire : Insécurités, réalités et fantasmes
24 janvier. Soirée projection et débat de l'Ecran Club, Espace José Cuadros, MJC de Saint-Chamond, à 20h15.
Coordination Culturelle de Saint-Chamond, 2A, avenue de la Libération, tel. : 04 77 22 74 48.

Alsace : Ecotidienne
- **Savonnerie à froid,** 17 janvier
- **Fabriquer ses meubles en carton,** 19 janvier à la Wantzenau
- **B.a-ba hygiène et cosmétique éco,** 25 janvier

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Terre et humanisme. Formations à l'agroécologie
Le potager agroécologique, les fondamentaux de l'agroécologie, prendre soin de nos plantes, approches de la permaculture, apiculture, cuisine végétarienne et diététique, être "simple" au jardin, plantes sauvages comestibles, les plantes bio-indicatrices, les semences. Sessions de formation pour débutants ou d'approfondissement, durant toute l'année 2014, en Ardèche, Lozère, Bretagne, Ariège, Haute-Garonne. Egalement : formation longue professionnelle d'animateur en agroécologie.
Terre et humanisme, Mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère, tél. : 04 75 36 64 01, www.terre-humanisme.org.

s!lence

Puy de Dôme : Silence, on cause !
Mardi 14 janvier à 20 heures. Débat autour du thème de la revue du mois.
À l'Orange Bleue, 3, rue de la Gravière, 63160 Billom Tél : 06 33 29 10 19.

Jura : Silence, on cause
Mardi 14 janvier de 19h à 20h30, collation-débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".
À l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél : 06 82 16 08 87.

Bordeaux : Silence, on cause !
Jeudi 16 janvier à 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "S!lence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres.
Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ouvaton.org.

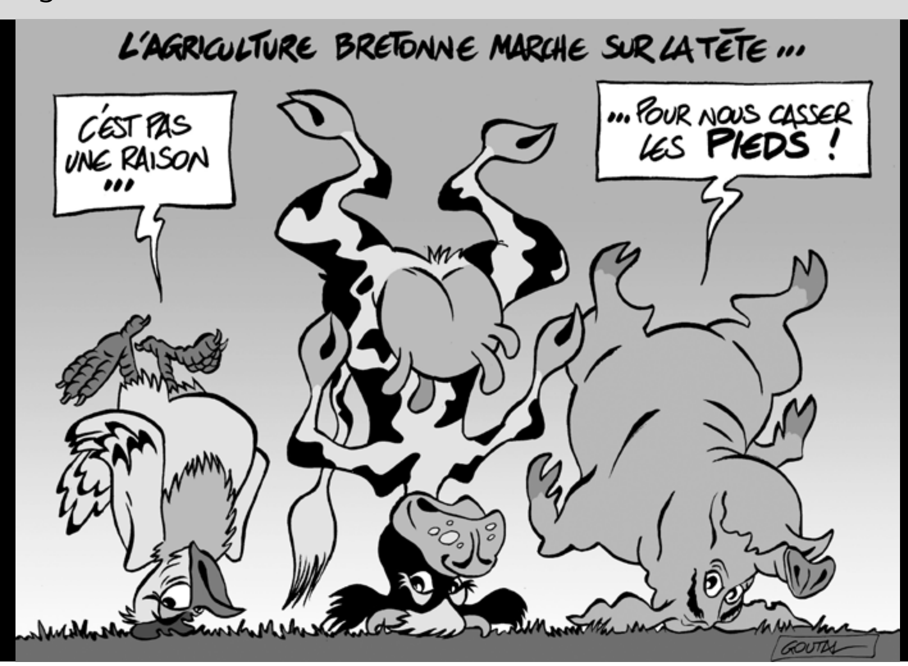
Lyon : expédition de S!lence
Jeudi 16 et vendredi 17 janvier, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

Vélorution
- **Vendredi 3 janvier** à **Chambéry** à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.
- **Samedi 4 janvier** à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès.

N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles !
Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Les gros bonnets rouges

Mais qui sont ces révoltés soutenus par l'extrême-droite comme par certains de l'extrême-gauche ? Des défenseurs de l'emploi ou des personnes manipulées par des patrons toujours avides de préserver leurs intérêts ?

Vues de Paris, Lyon ou Grenoble, les jacqueries bretonnes aux bonnets rouges peuvent apparaître comme un nouveau chapitre d'Astérix. Ah ces bretons ! Têtus et courageux ! Quoique aussi parfois un peu cons. Toujours prêts à défendre leur péninsule assiégée contre les méchants romains ! Toujours habiles à manier la fourche ou le pneu enflammé contre ces jacobins de Parisiens ! Certains observateurs avisés ont même été jusqu'à invoquer les chouans ou la lutte anti-nucléaire de Plogoff. Et ce ne sont pas les grands médias parisiens qui leur ouvriront les yeux sur une autre réalité. L'ogre médiatique exige son pesant de spectacle et, quand les radars sautent, quand les portails écotaxe brûlent, il y a toujours, comme par hasard, une caméra ou un micro juste à côté pour ajouter au pathos du brave employé de chez Doux, victime, dit-il, de l'Europe, ou de celui de l'abattoir Gad, victime des cochons allemands, égorgés à bas prix par des Roumains.

Le grand cirque des médias

Du coup, aucun média national n'aura fait écho à la manif syndicale de Carhaix, qui s'est déroulée le même jour que celle patronale de Quimper (2 novembre 2013). Que pèsent en effet 3 000 manifestants pacifiques face à 10 000 excités quand aucune casse n'est annoncée ? CNN ne va pas se déplacer pour 3 000 pingouins défilant tranquillement derrière banderoles et drapeaux divers. Parle-moi de Quimper Coco ! De la belle image : pas une pancarte ou une banderole qui dépasse, tout le monde en uniforme. Bonnets rouges obligatoires, importés d'Écosse à prix cassé par Armor-lux. Des drapeaux bretons et de la castagne à souhait. Vive le grand cirque au journal de 20h !

Et si, sous cet uniforme des manifestants de Quimper, se cachaient des intérêts divergents pour ne pas dire opposés ? La cause d'une Bretagne unitaire défendant son bout de gras nous paraîtrait alors singulièrement compromise. Tous les ouvriers licenciés des abattoirs n'étaient pas à la contre-manif de Carhaix pour l'emploi, organisée par une intersyndicale. Il s'en trouvait aussi à Quimper, presque tous d'ailleurs syndiqués à FO, amenés en cars par leurs patrons. Mais interdits de pancartes, banderoles et drapeaux.

Le prétexte de l'éco-taxe

Quand, le 18 juillet dernier, Bruxelles a annoncé la fin des restitutions (aides à l'exportation de poulets congelés bas de gamme vers le Moyen-Orient), prévues de longue date, les patrons de Doux (Chateaulin) ou Tilly (Morlaix), qui s'en étaient mis plein les poches pendant des années, ont trouvé plus astucieux d'accuser l'Europe d'injustice plutôt que de remettre en question leur production à faible valeur ajoutée, ne tenant, depuis toujours, qu'avec la béquille des subventions. Une catastrophe pour eux deux, qui, en 2012



touchaient encore 350 € de la tonne exportée. La faillite en série pour la filière avicole.

C'est alors que l'annonce de l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2014, de la fameuse écotaxe sur les poids lourds permettait, par une astuce de communication-manipulation fonctionnant à tous les coups, de rendre cette taxe future responsable de tous nos maux présents. Un vrai boulot de prestidigitateur ! Non monsieur, ce n'est pas notre modèle breton - 60 % des porcs, 40 % des poulets, 20 % des bovins sur seulement 7 % du territoire hexagonal - qui se casse la figure, c'est l'écotaxe future qui nous étrangle. "Et voilà pourquoi votre fille est muette !"

LAISSEZ-NOUS POLLUER EN PAIX !

Le Medef breton s'introduisit dans la brèche pour réclamer la suppression immédiate de cette écotaxe. La FNSEA — présidée par le patron européen des oléagineux Sofiprotéol, Xavier Belin, et relayée en Finistère par Thierry Merret, une des fortes têtes à bonnet — y trouva l'aubaine pour dénoncer l'empilement des règles environnementales, celles qui les empêchaient encore un peu, jusque-là, de polluer à gogo. Qu'importent les marées vertes sur les plages bretonnes et les marées bleues des cyanobactéries sur les plans d'eau, dues aux excès d'azote et de phosphore ! Il fallait d'urgence « libérer -prout-prout- les énergies » ainsi que le désir d'entreprendre en simplifiant les procédures administratives. Ressurgit alors une revendication portée déjà depuis au moins cinq ans par le député UMP Le Fur, autre nouveau gros bonnet rouge notable, à qui l'on doit cette proposition législative audacieuse : plus d'enquête publique au-dessous de 2 000 places cochons sur caillebotis.

Alain Glon, autre gros bonnet, patron de l'institut de Locarn (22), un organisme regroupant "les tigres bretons" de l'industrie, fabriquant l'aliment pour porcs et poulets – un même aliment pour tous, à base de manioc et soja importés de Thaïlande ou du Brésil – comprit aussitôt l'aubaine consistant, à travers cette jacquerie, à faire payer aux seuls contribuables les nids de poules occasionnés par ses camions.

Quelques supplétifs musclés des jeunesses identitaires bretonnes, nostalgiques des années de guerre, spécialistes du pneu enflammé, bourré de paille, lancé sur les forces de l'ordre, étaient aussi du voyage à Quimper, prêts à surgir masqués du coffre de covoiturage.

Dernier ingrédient destiné à brouiller les cartes : appelaient aussi à Quimper les militants trotskistes du NPA (ex-LCR), à l'affût de toute situation prérévolutionnaire, et ceux, plus timides, de l'UDB (parti autonomiste breton de gauche) qui n'ont jamais pesé bien lourd dans la balance électorale, mais qui adorent agiter leurs drapeaux.

La levée en masse de cette armée rouge était assurée par le maire "divers gauche" de Carhaix, Christian Troadec, tendance TPMP — Tout Pour

Ecotaxe Pourquoi tant de recul ?

Pourquoi patrons et transporteurs de Bretagne se révoltent-ils contre l'écotaxe ? Celle-ci doit permettre de financer de nouvelles infrastructures de transport, et ceci en cherchant justement à favoriser les régions excentrées. Ainsi, le projet d'écotaxe prévoit de collecter 42 millions d'euros par an en Bretagne… et d'en réinjecter 135 millions par an (sur 750 millions réinjectés pour les transports au niveau national). La région Bretagne semble donc avoir tout intérêt à soutenir cette mesure. Mais voilà, l'écotaxe est perçue sur le transport routier alors que les investissements iront à des modes de transports moins polluants (trains, bateaux…).

Ceux qui manifestent contre l'écotaxe sont ceux qui font passer leurs intérêts particuliers avant ceux de la collectivité (baisse de la pollution de l'air, amélioration de la santé, baisse du bruit…).



■ **Jean Kergrist** fait ses premiers pas comme assistant de théâtre en 1966. Il crée sa première pièce lors du premier rassemblement contre la centrale nucléaire Superphénix, en 1975 : *Le clown atomique.* Il se met alors à son compte avec le *Théâtre national portatif.* Il crée des pièces comme *La fièvre acheteuse* (contre la société de consommation, 1977), *Le clown agricole* (1979), *le clown Cocogéma* (1984), *le clown perd la boule* (sur les droits humains, avec Amnesty international, 1989), *le clown chomdu* (1993), *le clown Dobro-Dobro* (sur la guerre en Yougoslavie, 1998). Il devient admnistrateur d'*Eau et Rivières de Bretagne* en 1992. Il commence à publier des romans et des polars : *A chacun sa bouille* (1997), *Flora* (2000) *Les Bagnards* (2003), *La cordillère des jambes* (2008)… Il anime depuis 2000 son site internet : http://kergrist.pagesperso-orange.fr

Ma Pomme — toujours à l'affût d'une occasion de faire parler de lui dans les médias. Il s'était déjà naguère autoproclamé créateur du festival des Vieilles Charrues et sauveur de la maternité et de l'hôpital de Carhaix, alors qu'il avait tout fait pour écarter la solution finalement retenue, la seule viable : la fusion avec l'hôpital de Brest.

Ne manquait plus, pour bénir cette équipée hétéroclite, qu'une déclaration de l'évêque réactionnaire de Vannes, Monseigneur Centène. Il apportait, à cette étonnante coalition d'intérêts patronaux divers, la protection… d'Anne de Bretagne. Ite missa est !

PAR ICI LA MONNAIE

Quand, au soir du 2 décembre 2013, s'éteignirent à Quimper les feux de la rampe ainsi que ceux allumés devant la préfecture, les portiques continuèrent à brûler sur les quatre voies bretonnes. Les radars, un à un se mirent à valser, pour la plus grande joie des chauffards et des pochards, se sentant tout à coup l'âme révolutionnaire. Plus facile d'ouvrir la boîte de pandore que de la refermer !

Ayrault annonçait alors au peuple la bonne nouvelle : l'écotaxe était suspendue jusqu'à nouvel ordre. Glon, celui qui, au début des années 90, importait à bas prix d'Angleterre les farines animales interdites — pour cause de vache folle — n'aurait plus qu'à boucher les nids de poules des routes avec ses farines.

Les énergies — prout-prout — étaient libérées. Les plafonds des porcheries et des plans d'épandage revus à la hausse. Le député Le Fur et la FNSEA jubilaient : Ayrault leur accordait fissa ce que Fillon leur avait toujours refusé. On allait enfin pouvoir continuer à polluer sans vergogne.

Le chirurgien Le Foll, dépêché à Rennes par Hollande, se proposait d'injecter dans les fesses flétries du macchabée agricole breton, qui n'en finissait pas d'agoniser, une nouvelle petite piquouse de quelques milliards d'euros. Promis juré, ce sera la dernière et on fera pression sur Bruxelles pour que les "restits" européennes, soient provisoirement restituées. Le député Le Fur déclarait (*Ouest-France* du 8 novembre 2013) que, de toute façon *"les subventions européennes, ne sont pas l'argent des contribuables français"* (sic).

Même les bretons de souche sont toujours un peu étonnés que ces gros bonnets sans scrupule puissent faire montre d'autant de culot ! Braves gens de France et de Navarre préparez la monnaie !

Jean Kergrist ■



➤ Actuellement, le message officiel est que la forêt française est en expansion. Celle-ci est le résultat de la plantation de monocultures d'arbres en intensif. Les forêts diversifiées sont en recul. L'abus du recours au bois-énergie risque d'être catastrophique.

D.R.

Ça brûle pour la forêt !

L'arrivée de grosses centrales "bois-énergie" risque de provoquer une destruction massive de nos forêts.

EN OCTOBRE 2011, LA MINISTRE DE L'ÉCOlogie Nathalie Kosciusko-Morizet, et le ministre de l'industrie, Eric Besson, ont approuvé un projet de 15 méga-centrales à bois qui brûleront de la biomasse. Même si ces centrales brûleront des déchets, des restes d'élagage, l'essentiel de leurs besoins sera couvert par l'exploitation de la forêt.

La plus grande centrale est prévue à Gardanne, près de Marseille. Cette centrale à biomasse qui remplacerait la tranche 4 de l'actuelle centrale à charbon, aurait besoin d'environ 900 000 tonnes de bois par an. L'entreprise allemande *E.On* qui a racheté le site, prévoit d'importer la moitié de ce tonnage du Canada, le reste d'exploitation des forêts dans un rayon de 400 km autour de Gardanne[1]. Les deux chaufferies de Brest et Rennes vont à elles seules capter 70 % de la ressource disponible en Bretagne[2]. Comme il est évident que les forêts françaises ne pourront pas suivre, les problèmes d'épuisement de la ressource bois vont aussi concerner d'autres pays : outre le pillage en cours au Canada, les grandes firmes ont commencé à raser les forêts d'Europe de l'Est.

L'argument de l'emploi ne tient pas : plus on produit de l'énergie de manière centralisée, moins on crée d'emplois. Comme l'a montré l'affaire du projet de scierie géante dans le Morvan[3], les emplois créés en petit nombre par la centrale, détruisent en fait les emplois des actuelles entreprises qui vivent de la forêt.

UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE N'EST PAS ILLIMITÉE

Si l'on peut théoriquement soutenir l'utilisation du bois-énergie, une énergie renouvelable, cela ne peut se faire qu'à petite échelle, dans des limites précises d'utilisation et de renouvellement des forêts[4].

Ces énormes centrales, bien qu'ayant de bons rendements[5] n'ont de sens que dans le cadre d'une politique d'augmentation de notre consommation énergétique. Plutôt que d'investir des sommes importantes dans la création de nouveaux modes de production, il faut aujourd'hui se mobiliser sur la diminution de notre consommation, seule méthode qui permet d'associer respect des forêts et de l'environnement, arrêt du nucléaire, diminution des émissions de gaz à effet de serre. Cela ne se fera pas au détriment de l'emploi, mais sans doute au détriment des bénéfices pour les transnationales.

Michel Bernard ■

Pour en savoir plus

■ **"Ça brûle pour la forêt"**, Nicholas Bell, ***Archipel,*** novembre 2013, c/o Forum Civique européen, Le Pigeonnier, 04300 Limans, nicholas.bell@gmx.net.

■ **Réseau pour des alternatives forestières**, sur le site *www.relier.info* puis onglet "forêt".

(1) Ce qui signifie au nord d'aller au-delà de Lyon, à l'ouest, jusqu'aux Pyrénées espagnoles, à l'Est, au delà de Gênes en Italie, et une destruction de la forêt méditerranéenne déjà fort mal en point.

(2) Voir *Silence* n°418, page 24.

(3) Voir *Silence* n°418, page 17, www.adretmorvan.org.

(4) Voir le collectif Forêt vivra, page 9.

(5) Elles produisent de l'électricité et de la chaleur en co-génération.



D.R.

École des Buttes : les enfants et leurs parents font classe devant la mairie durant le conseil municipal pour demander la réouverture de l'école des Buttes, ce qui sera chose faite à la rentrée suivante.

Étudiants : Des étudiants organisent un barrage filtrant lors d'une cérémonie pour les jeunes chercheurs, en donnant des formulaires d'entrée impossibles à remplir, pour montrer les difficultés administratives rencontrées par les étudiants étrangers et réclamer l'ouverture d'un guichet de la Préfecture sur le campus.

Poubelles : Devant des problèmes non-résolus d'ordures sur la voie publique, des habitant-e-s du quartier Hoche viennent déverser des poubelles dans le bureau du directeur du bailleur responsable de la gestion des ordures.

L'Alliance citoyenne, de la colère au pouvoir d'agir

A Grenoble, une expérience sociale a vu le jour en 2011, structurée autour de la pensée de l'activiste états-unien Saul Alinsky.

DANS UNE MAIRIE DE L'AGGLOMÉRATION grenobloise, les femmes chargées de l'entretien des locaux ont vu leur effectif diminuer pour une charge de travail identique. Suite à de vaines négociations avec leur employeur privé, en lien avec l'*Alliance Citoyenne,* elles ont prévenu leur employeur qu'elles viendraient travailler avec une cinquantaine de personnes, armées de balais et de serpillières, pour palier le manque de main d'œuvre ! Quelques heures plus tard, le patron les contactait pour leur annoncer qu'il cédait à leurs revendications.

ORGANISATION COMMUNAUTAIRE

C'est l'une des histoires de réussite qui a pris forme en lien avec l'*Alliance Citoyenne,* un mouvement social lancé en 2011 par des Grenoblois et s'inspirant des méthodes d'"organisation communautaire" de Saul Alinsky. Cet universitaire états-unien de l'école de Chicago[1] avait engagé dès les années quarante des actions sociales en "organisant" des quartiers populaires par le regroupement de différentes communautés. Cette alliance large permettait de mettre en place un rapport de force efficace sur des questions de logement, d'emploi, de sécurité, à travers des actions directes non-violentes[2]. Cette méthode a été reprise à Londres à partir de 1996 par le collectif *London Citizens.*

ALLIANCES LARGES ET LEADERS SOCIAUX

La démarche de l'*Alliance* consiste à recueillir les colères et les revendications qui viennent de la base du quartier, pour aider les personnes à s'organiser, sur des thèmes variés. Et de créer des alliances les plus larges possibles. L'*Alliance,* structurée en association, est composée de trente groupes membres qui sont les "alliés" : collectif confessionnels, groupes nationaux (étudiants maliens, chinois…), syndicats (Cfdt-santé-sociaux…), associations d'habitants de quartiers, autres organisations (RUSF, Pacte Civique, Fac Verte, Un toit pour tous)… En résumé, toutes les composantes possibles de la "société civile"[3].

Les campagnes sont choisies ensemble. Par exemple lors d'une assemblée, sept propositions sont présentées. Le choix se fait à l'aide de gommettes : d'une certaine couleur pour montrer qu'on appuie le projet, d'une autre pour indiquer que l'on est d'accord pour s'y

(1) Courant de pensée sociologique apparu aux Etats-Unis, qui a introduit entre autres la méthode de "l'observation participante". Elle met notamment en avant l'importance des problèmes sociaux dans les comportements de délinquance.

(2) Grève d'impôts, arrivée en masse dans les bureaux d'un fonctionnaire pour exiger un rendez-vous, manifestation devant la maison d'un propriétaire d'un taudis de banlieue… Cet historique ainsi que des citations de cet article s'inspirent ou sont tirés du texte d'Emmanuel Daniel mise en ligne sur le site de l'Alliance Citoyenne.

(3) Ce qui exclut donc le secteur économique d'une part, les institutions et les partis politiques d'autre part.


D.R.
D.R.

impliquer. Les campagnes doivent reposer sur un groupe de personnes suffisant, l'action doit être gagnable (et donc souvent locale), le conflit doit être vertical : ce n'est pas un autre habitant du quartier ou un employé, mais une institution ou une entreprise qui seront visés.

L'*Alliance Citoyenne* organise des formations d' "organisateurs de communautés". Ceux-ci sont des sortes de "syndicalistes de la société civile". Ils identifient les revendications des habitants et les aident à décider lesquelles seront prioritaires.

HABITANTS, PARENTS D'ÉLÈVES, ÉTUDIANTS ÉTRANGERS... REPRENNENT LA MAIN

Dans le quartier Hoche, à Grenoble, les poubelles débordent sans cesse sur le trottoir… Face aux promesses non-tenues du bailleur *Actis,* un groupe d'habitants se rend dans le bureau de son directeur et y déverse des poubelles (de papiers et cartons uniquement). Suite à l'action, *Actis* réagit rapidement pour résoudre le problème.

Dans le quartier de la Villeneuve, l'école des Buttes se retrouve fermée après un incendie durant l'été 2012. Les élèves sont dispersés dans d'autres écoles et collèges, mais cela se passe mal, ils se font ennuyer par les plus grands, etc. Des parents d'élèves demandent la réouverture de l'école avec des préfabriqués pour compléter les locaux encore en état. Pour augmenter la pression, ils viennent "faire la classe" sur le parvis de la mairie lors d'une réunion du Conseil Municipal, avec une trentaine d'enfants. Ils obtiennent l'installation d'un préfabriqué et la reprise des cours à la rentrée 2013.

Dernière victoire en date, l'installation à la rentrée 2013 d'un guichet de Préfecture sur le campus de Grenoble pour faciliter les démarches des étudiants étrangers. Pour mettre la pression, des syndicats étudiants, associations d'étudiants étrangers et l'*Alliance citoyenne* avaient bloqué une cérémonie officielle d'accueil des jeunes chercheurs, en organisant une file d'attente géante et un barrage filtrant consistant à demander les papiers les plus loufoques possibles. L'action, encore une fois, reflète de manière originale le problème vécu.

DÉVELOPPER LE POUVOIR D'AGIR

L'*Alliance* organise des actions conviviales, festives, pour que les gens prennent plaisir à y participer et qu'elles soient le plus inclusives possibles. Avec des objectifs gagnables, afin de redonner du pouvoir d'agir et de la confiance dans les possibilités de faire bouger les lignes, à des personnes qui pouvaient se sentir impuissantes ou éloignées des décisions institutionnelles. "Le 'community organizing' permet aussi d'éviter l'élitisme des mécanismes de participation classique en allant chercher des personnes généralement exclues de la vie civique via des associations religieuses, culturelles ou des groupements de travailleurs étrangers" estime Solène Compingt, membre de l'*Alliance.* C'est autour de cette notion d'intérêt en commun que des acteurs très divers de la société civile parviennent à faire alliance dans ce cadre d'action, par delà leurs clivages idéologiques.

Une démarche qui vient bousculer certaines habitudes liées à la société française : s'appuyer sur des alliances entre communautés (d'intérêt) plutôt que sur un universalisme républicain ; mettre en avant la formation de leaders communautaires…

Et des modes d'action souvent plaisants qui devraient pouvoir inspirer les militants sociaux et écologistes.

Guillaume Gamblin ■

■ **Alliance Citoyenne,** 152 avenue Léon Jouhaux, 38100 Grenoble, www.alliancecitoyenne-ag.org.

■ Saul Alinsky, *Etre radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes,* Aden, 2012, 278 p., 16 €.

L'Alliance Citoyenne est soutenue par Non-Violence 21, fonds associatif pour une culture de non-violence.

■ **Non-Violence 21,** 148, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, tél. : 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.org


D.R.

Les panneaux d'information de l'ONF incitent à remporter ses déchets avec soi.

Sur les plages, il peu y avoir une bonne démarche de la part des baigneurs, cela ne suffira pas pour contenir la pollution par les déchets rejetés par les bateaux en mer.

Dans les forêts du Médoc, les aquarelles remplacent les poubelles

Depuis deux ans, dans le Médoc, l'Office National des Forêts teste la disparition progressive des poubelles pour changer les comportements sur onze sites touristiques. Les premiers résultats sont surprenants : moins de pollution et plus de services pour les usagers.

AVEC SON CONJOINT ET SES DEUX enfants, Christelle dépose son pique-nique sur la table. Au programme, poulet, chips et pomme. Tous s'aperçoivent que sur cette aire au cœur de la forêt médocaine, il manque quelque chose. Les poubelles ont disparu. "On s'arrête là d'habitude et il y a toujours des poubelles". Un peu gênée, la famille promet de repartir avec ses déchets pour les déposer dans la prochaine poubelle qu'ils croiseront. L'aire de pique-nique, quant à elle, ne s'en porte pas plus mal. Bien au contraire. Seuls quelques mégots restent au sol.

L'absence de poubelles n'est pas due au hasard. C'est un choix fait par l'Office National des Forêts (ONF). A la place des poubelles, des panneaux et des aquarelles sont installés. Ils incitent à respecter au mieux les lieux.

LES POUBELLES ATTIRENT LES ORDURES…

Ce test est pratiqué depuis deux ans sur les zones touristiques les plus sales d'Aquitaine. Des parkings d'autoroute, des aires forestières, des sites proches des plages où les poubelles débordaient. "Plus vous mettez de poubelles, plus les gens mettent d'ordures" affirme l'initiateur de ce programme Jean-Marie Labadie. "On n'arrivait plus à ramasser les ordures en forêt, continue le technicien de l'ONF, on a mis des installations pour le confort des gens, pour leur pique-nique et les gens se sont habitués à ce qu'on nettoie derrière eux. C'était très onéreux et c'était sans compter sur Dame Nature".

… LES ORDURES ATTIRENT LES ANIMAUX

Les animaux se servent régulièrement dans les poubelles. Les sangliers, les oiseaux, les chiens errants et les chats éventrent les sacs et éparpillent les déchets sur la route et dans les bois. "L'aspect était désastreux" déplore Jean-Marie Labadie. Une idée germe, alors, chez lui. Si on retire les poubelles, on évitera les déchets. Un tel dispositif avait déjà été testé dans les forêts périurbaines autour de Paris. Il restait donc à l'adapter dans le Grand Sud Ouest et à convaincre les autorités locales. Même si on lui fait vite confiance, Jean-Marie Labadie avoue que "tout le monde était un peu dubitatif". Le public est, lui aussi, surpris. A la place des poubelles, il est accueilli par des aquarelles qui s'inspirent librement Des sangliers d'Uderzo. Assis sur la plage, un sanglier ironise : "Les vacances ne sont


D.R.



D.R.

plus ce qu'elles étaient depuis qu'ils emportent leurs poubelles".

DIX FOIS MOINS DE FRAIS D'ENTRETIEN !

L'amélioration ne se fait pas attendre. "Sincèrement, j'ai été bluffé par les résultats. Quand on retire les poubelles, on rend les gens responsables". Conséquence, le travail de propreté devient plus exigeant. Une importante économie budgétaire est constatée. "Là où je dépensais cent euros avant, je dépense dix euros aujourd'hui. On fait un gain financier intéressant et on peut mettre cet argent dans la lutte contre l'érosion maritime, dans l'information sur l'environnement, la restauration de bâtiments en forêt, des concerts, des conférences. On pourrait faire travailler autrement les gens qui ramassent les poubelles. Parce que, quand j'ai commencé comme ouvrier à l'ONF, je ramassai les poubelles ; je n'ai jamais trouvé ça dégradant mais je ne peux pas dire que j'ai trouvé agréable de ramasser des poubelles qui ont passé la journée sous 30°C". Jean-Marie Labadie promet même qu'il emploie désormais plus de monde sur des tâches plus valorisantes, comme celle de la découverte de sentiers.

"METTRE LES MAINS DANS LE CAMBOUIS POUR QUE ÇA CHANGE"

A 55 ans, le technicien de l'ONF mise sur la responsabilité de la génération en dessous de lui. "Je crois beaucoup dans les trentenaires. Ils n'ont pas connu les Trente Glorieuses et ont une approche sociétale par rapport à la nature. Ils ne sont pas consommateurs comme nous l'étions. Ils sont prêts à mettre les mains dans le cambouis pour que ça change".

L'objectif est désormais de généraliser le dispositif à toute l'Aquitaine et de lancer des plages sans poubelles. La première sera celle de La Jenny, réservée aux naturistes. Nettoyer les ordures sur une plage après un week-end de vacances coûte 40 000 €. "Entre la dune et la plage, il y a deux mille insectes. Si les vacanciers repartent avec leurs déchets les insectes pourront manger les micro-déchets restants. Donc, plus besoin de cribleuses qui nettoient les plages, plus besoin de ces tracteurs qui traînent des passoires, qui remuent la plage et qui tuent ce qui est vivant dans la plage. On joue sur la propreté, on fait des gains financiers, on change le comportement des gens et on arrive à lutter contre l'érosion".

Xavier Ridon ■



D.R.



Mireille Oria en voyage en Islande, en 2012

Cyclo-camping international, 29e festival du voyage à vélo, 18 et 19 janvier 2014, Bourse du travail, 11, rue Génin, 93200 Saint-Denis, M°Saint-Denis Porte de Paris, renseignements : 01 47 97 62 18, www.cci.asso.fr

Mireille Oria

Depuis de nombreuses années, à Paris, Mireille Oria tient des stands pour *Silence*. Vous la croiserez peut-être sur son vélo, dans une AMAP ou une manifestation antinucléaire.

■ Pour créer votre relais local : voir en page 54.

Silence : Quel est ton parcours ?

Mireille : J'ai 62 ans, je suis à la retraite depuis un an. J'ai travaillé surtout comme comptable à temps partiel, excepté deux ou trois ans pendant lesquels je me suis arrêtée pour voyager. J'habite à Paris depuis mes 21 ans. J'aime bien y vivre car c'est une ville attachante, il y a de plus en plus de choses qui se font au niveau écologique. J'aime aussi la campagne, je suis toujours partagée entre les deux, comme beaucoup de monde…

Vivre à Paris est-il compatible avec un mode de vie écologique ?

A Paris, je ne circule qu'à vélo, je ne prends pratiquement jamais le métro. Je suis dans une Amap à 5 minutes en vélo de chez moi. Aujourd'hui, il y en a dans pratiquement tous les arrondissements. C'est une manière de créer du lien, comme d'aller à la Biocoop faire mes courses car j'y retrouve les personnes qui habitent dans mon quartier. Ça a un côté sympathique. Nous allons par exemple fréquemment à la ferme du maraîcher pour lui donner un coup de main. Moi j'y vais au moins cinq ou six fois par an. J'adore la terre. Je fais aussi beaucoup de choses moi-même : mon pain, mes confitures, la cuisine... Je suis à Enercoop, à la Nef, bref tout ce qui peut sortir du circuit normal. Je suis aussi profondément antinucléaire. En 2000, avec mon compagnon José, nous avons créé le groupe *Sortir du Nucléaire-Paris* qui a été redynamisé par l'arrivée de nouvelles personnes il y a deux ans, après la catastrophe de Fukushima.

Peux-tu nous parler de ton lien avec le vélo ?

Je fais partie d'une association, *Cyclo Camping International,* qui met en lien des gens qui partent en vacances – comme moi – mais aussi d'autres personnes qui partent plus longtemps, un an, deux ans, cinq ans... Depuis quelques années, il y a un grand engouement pour les vacances à vélo. Nous organisons tous les ans un festival, en janvier, qui dure un week-end. Nous sommes tous bénévoles, il y a dix personnes au conseil d'administration et une cinquantaine de bénévoles au moment du festival. On y voit vraiment des profils très différents. Les mentalités changent, des personnes qui prenaient l'avion facilement auparavant le font maintenant moins systématiquement, voire le refusent.

C'est quoi, être "relais local" pour Silence ?

Ici, à Paris, ça consiste surtout à tenir des tables de presse dès qu'il y a un événement. Sur l'année, on doit bien en faire une quinzaine. En septembre, par exemple, on fait le *Festival des utopies concrètes* sur dix jours, et on se relayait tous les soirs pour tenir le stand. A la création du groupe local, on se retrouvait tous les mois pour parler des thèmes évoqués dans la revue, mais on n'a jamais vraiment fait de débats ni de soirées. Dans une ville comme Paris, on est tellement sollicités pour tenir des stands que ça nous occupe pas mal. Il y aurait beaucoup d'autres choses à faire mais nous sommes trop peu nombreux.

Cela doit faire entre 15 et 20 ans que je suis relais local. J'ai connu *Silence* grâce à Radio libertaire, que j'écoute de temps en temps. Cela correspondait tout à fait à ce que je pensais. Je me suis très vite abonnée et puis j'ai commencé à donner de l'aide au salon *Marjolaine.* Ce qui me plaît dans *Silence,* ce sont les thèmes abordés, la manière aussi, et même si je ne suis pas toujours d'accord, ça reste une source d'information.

Propos recueillis par **Caroline Bojarski** ■

Une terrienne chez les Institutionnels

Le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a organisé en septembre 2013 (...) une Conférence environnementale qui a produit une feuille de route de 50 mesures vers « la transition écologique » et « l'économie verte circulaire ».
Pour faire connaître ces mesures et pour les appliquer sur le territoire, la DREAL, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, a invité à son tour le jeudi 10 octobre, les associations, celles qui reçoivent des subventions comme Poitou-Charente-Nature et celles qui n'en reçoivent pas comme les Amis de la Terre-Poitou.
C'était une réunion très intéressante, sur les sujets les plus brûlants de notre temps, avec des gens de bonne volonté, qui font, dans notre région, le plus souvent bénévolement, un boulot magnifique et irremplaçable.
(...) Nous étions donc une soixantaine réunis (...)
Premier gros morceau, les déchets.
On va réduire leur masse grâce à l'éco-conception qui prévoira, dès la fabrication, les facilités de réparation, de réemploi, de recyclage.
J'écoute plusieurs interventions et j'ajoute :
1) en amont, moins de consommation et plus de solidarité
2) et, en aval, refuser de pseudos solutions :
- les incinérateurs promus "unités de valorisation énergétique", et comme tels classés par Ségolène Royal dans les Énergies Renouvelables (?)
- les TMB , une technique qui consiste à proposer du compost en mélangeant aux déchets organiques toutes sortes de produits, plastiques, métaux, emballages, et même piles et batteries...
3) ne pas oublier les déchets nucléaires : s'ils ne sont pas cités, est-ce parce qu'on considère qu'EDF est déjà au top de la Responsabilité Sociétale ? Avec des projets de ré-emploi discret des déchets faiblement radioactifs dans les ustensiles domestiques, et le projet d'enfouissement encore plus discret des plus actifs dans le sol de Bure...??
Silence assourdissant... on passe à la suite : il faut respecter l'horaire !
L'eau.
A ce moment- là de la Conférence, à la table ronde qui traitait de l'eau, un ministre veillait au grain : ce n'était pas celui de l'écologie (retenu ailleurs) mais celui de l'agriculture.
Nous déplorons unanimement la dégradation de la qualité de l'eau et notre impuissance à inverser la courbe mais, si je n'avais pas pris sur moi, personne ne relevait la part du nucléaire. Pourtant son impact sur l'eau, déjà problématique en cas de fonctionnement "normal" , devient carrément incontrôlable en cas d'accident. On m'explique en aparté que le sujet n'était pas l'énergie - mais ce n'était pas non plus l'agriculture !! C'est dans l'eau que finissent toutes les nuisances : on ne peut les combattre qu'en cherchant dans des domaines en AMONT ! C'est vrai de toute lutte mais plus encore concernant l'eau... (...)
Je n'ai fait que signaler les évidences qui barrent notre route... mais on est passé à autre chose comme si de rien n'était. (...)



D.R.
Les centrales nucléaires sont construites au bord de l'eau car elles en consomment d'énormes quantités

Françoise Chanial
Pour les Amis de la Terre-Poitou

Née en 17...

Germaine est née en Provence, en 1917. Elle a eu sa première fille pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle tenait alors l'épicerie du village et allait se ravitailler chez des cousins paysans, quitte à parcourir plus de quarante kilomètres à vélo avec Marcel, son mari. (...)Les hommes du village sont partis à la guerre. C'est grâce à l'entraide des voisins, et surtout des voisines, que chaque famille a pu surmonter les épreuves : échange de nourriture, d'objets, d'habits pour les enfants, mais surtout d'amitié. Avec peu d'argent mais beaucoup de débrouille, de jardinage, de bricolage et surtout de solidarité.
Puis la guerre s'est arrêtée. Les trente glorieuses, comme on dit (...) .
Marcel avait un bon poste, chez EDF. Il a été l'un des premiers du village à avoir une voiture. Mais à l'époque, une voiture, ça se partageait : véhiculer le fils des voisins jusqu'à l'autre bout du département où il avait été nommé instituteur (...), amener à la ville ceux qui en avaient besoin, peut-être chez le médecin, etc. Une autre famille avait acheté une télé, dont profitaient tous les enfants du voisinage. Idem pour le téléphone.
Puis chacun part du village pour travailler à la "reconstruction". D'autres enfants naissent. La société évolue mais l'amitié, elle, reste. Bientôt, tous les villages sont reliés à l'électricité. Toutes les familles ont une voiture, la télé et le téléphone.
Puis la retraite, dans les années 80. Germaine et Marcel n'étaient pas des "écolos". Beaucoup de personnes de cette génération ont d'ailleurs rejeté tout ce qui ressemblait à la privation, même volontaire. Mais quand on a connu la guerre, il est difficile d'accepter le gaspillage que génère l'essor de cette société de consommation, auquel leur génération a paradoxalement contribué... Alors Marcel préférait s'adonner au jardinage, au bricolage, et surtout à la récupération et réparation d'objets trouvés dans la décharge du village.
Marcel est décédé en 1986. Germaine, il y a quelques jours. Plus de soixante-dix ans après, le réseau de solidarité né pendant la guerre était toujours présent autour d'elle.
(...) Il se trouve que Marcel et Germaine étaient mes grands-parents. (...)
J'ai pensé à eux en lisant l'article d'Aurélien Boutaud (Silence n°415 p.29).
Recensant les critiques adressées aux mouvements de la transition, il mentionne A. Steffen, qui ironise sur ces ***"groupes de personnes [...] qui se réunissent pour regarder en face l'apocalypse qui arrive... et décident de commencer à échanger des graines ou des vêtements d'enfants".*** Présentée comme cela, c'est sûr, l'image fait sourire. Mais en repensant à Germaine et à toutes ces femmes, partout dans le monde, qui ont permis à leur famille de survivre pendant des guerres grâce à la création d'un réseau de solidarité de proximité, je me demande si le troc de graines, de trajets en voitures, ou de quoi que ce soit, n'est pas qu'un prétexte. (...) Ces pratiques n'ont-elles pas surtout vocation à faire émerger des solidarités locales de proximité, à l'heure où les solidarités familiales sont mises à rude épreuve(...) et où les solidarités institutionnelles manquent cruellement de moyens ?
Les débats sur la soutenabilité s'accordent sur le besoin de solidarité Nord-Sud et intergénérationnelle. Il ne s'agit pas, évidemment, de remettre cela en cause. Mais pour mieux résister aux crises (alimentaires, climatiques, géopolitiques ou autres) qui s'annoncent, l'urgence n'est-elle pas aussi de nouer de vraies relations de solidarité avec ses voisins ?
La génération de nos grands-parents, ceux qui ont connu la guerre et nous rabâchent souvent des anecdotes à ce propos, avait su développer cela. Pour survivre. Certes les conditions d'aujourd'hui sont très différentes de celles de 1939-1945 (...). Parfois pour le mieux (meilleures connaissances entre les différentes cultures internationales, technologies de l'information permettant d'échanger des objets, des services et des idées avec des personnes que l'on ne connaît pas, par exemple). Parfois pour le pire (sociétés fragilisées par une dépendance encore plus forte à différents réseaux pouvant être rompus à tout moment). Mais ne serait-il pas sage de réapprendre aujourd'hui leurs stratégies de résilience, à l'heure où cette génération décline peu à peu ?

Natacha Gondran
Loire

Courrier

Transition et engagements politiques (1)



Merci pour votre enquête/débat sur la Transition (dossier dans *Silence* n°417).
Je suis très attiré par le mouvement de la Transition (et la Permaculture !) car j'y trouve une manière d'agir qui me convient bien. On y laisse de côté le cynisme et la colère. C'est plus sympa à vivre et ça ne me rend pas moins efficace. N'étant pas naïf non plus, je comprends assez bien d'où peuvent venir les critiques de certains des intervenants. Je ne prends pas le bon chemin apparemment même si j'ai l'impression de faire les mêmes constats.
Voilà "Nantes en Transition" rhabillés pour l'hiver car ils n'ont pas suivi La ligne que tout écologiste de Loire-Atlantique se devait de suivre. Thierry Brulavoine serait "fort surpris" de constater que je n'ai pas d'autocollant "non à l'aéroport" sur ma voiture écolofrite.
Je me méfie de cette quête de la "pureté de la lutte", déjà parce que je ne suis pas en lutte, et que la recherche de pureté (à part peut-être pour l'eau potable) ne sent pas toujours très bon. Je m'aperçois qu'accepter l'autre parce qu'il est là et faire avec lui, demande de l'énergie et du travail sur soi, sans doute plus que de le critiquer... (Merci La Transition et Merci la Permaculture...)
La question soulevée par votre enquête était en fait : "les groupes de Transition sont ils fréquentables par les militants anti-capitalistes ou écologistes traditionnels ?". Et finalement c'est moins le problème des groupes de Transition que des militants sus-cités (c'est à dire des humains conscientisés souhaitant ou pas s'impliquer d'abord autour de chez eux localement en s'ouvrant aux autres).
Jay
par internet

Transition et engagements politiques (2)

Mes remarques concernant votre dossier "Transition et engagements politiques" du n°417. Page 9, Kitty de Bruin dit : "la transition n'est pas militante". Pourtant tout acte qui vise à changer le fonctionnement actuel de la société est déjà un acte militant. (…) Le militantisme ne se résume pas uniquement à des actions dans la rue. A la base, le militant était un individu, puis un citoyen, qui s'est "réveillé" et c'est parce qu'il ne peut tolérer un changement prévu (chantier, rond-point, route, LGV, zone commerciale, forage, etc.) qui ne correspond pas à celui de sa vision du futur, et dont il a connaissance, qu'il passe une étape et devient militant. (…)
On parle souvent de "convergence des luttes", mais ce n'est peut-être pas le mot qui convient, car on devrait plutôt parler de convergence des prises de conscience. Tout est lié, et lorsqu'une prise de conscience se fait, on est entraîné dans le tourbillon des défenses et des luttes. C'est peut-être parce qu'il y a d'un côté des discours creux ou intellectuellement inaccessibles, et de l'autre une inertie ou une sidération, que des personnes s'épuisent à essayer de faire une passerelle entre les deux. (…).
Transition ou décroissance, (…) ma crainte est la lassitude, l'épuisement de bénévoles qui même transitionneurs s'opposent à un système puissant, régi par l'argent avec des acteurs payés qui après leur travail de destruction (de terre, d'air, d'eau, d'emplois et de vies) rentrent chez eux se reposer. (…) Le bénévole, lui, n'a pas d'heures, pas de repos et des engagements qui empiètent sur sa vie privée, sur ses finances, car souvent, il prend sur son temps de repos après le travail. (…)
Il faut continuer à diffuser l'information, à alerter, même si cette information est de plus en plus anxiogène et alarmante, car il n'y a que les "avertis" qui la diffusent réellement (exemple : Fukushima dans Silence). (…)
Marie-Noël Hauser
Moselle

Transition citoyenne

Nous sommes entrain de créer un collectif local pour une transition citoyenne en Côtes-d'Armor.
Nous venons de prendre connaissance de votre dossier exceptionnel dans le n° 417 de *Silence*.
Il nous semble être un outil indispensable à tous ceux qui se lancent dans un projet autour de la transition. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens financiers pour vous achetez les dizaines d'exemplaires dont nous aurions besoin. Pourriez-vous nous en faire parvenir une copie sous un format standard transmissible en pièce jointe à un courriel ?
J.P. et M.F. Le Noa
Côtes-d'Armor

Silence : Nous sommes heureux que ce dossier puisse vous inspirer pour avancer. Pour pouvoir continuer à avancer et à vivre, nous aussi, nous avons besoin de ressources financières. Sans publicité ni subventions par choix d'indépendance, nous avons besoin des recettes des ventes et abonnements pour vivre. Silence n'est pas gratuit car il nécessite du temps de salariat, des infrastructures, du papier, de l'imprimerie, de l'affranchissement, etc. Il est toujours possible de photocopier nos pages, ou d'attendre que ce numéro soit épuisé pour qu'il soit téléchargeable "gratuitement" en ligne sur notre site internet comme beaucoup de nos anciens numéros.

Nous avons également reçu… 1/2

■ **Il y a,** *Guillaume Apollinaire, Laurent Corvasier, Rue du Monde, 48 p., 18,50 €. Dès 5 ans.* Alors qu'il est dans les tranchées en 1915, le poète écrit à la femme qu'il aime ce texte qui parle à la fois de son désir, de ses souvenirs heureux et des horreurs qu'il vit. Un album illustré pour ne pas oublier ce que fut la Grande Guerre.

■ **La Chine et l'ordre du monde,** *Agone n°52, 2013, 230 p., 20 €.* Débats sur la place de la Chine (de Taïwan, du Tibet) dans le Monde : simple évolution vers le libéralisme ambiant ou capacité des peuples à aller vers une démocratie ? Une quinzaine de textes dont une majorité de Chinois.

■ **Poèmes ignobles,** *Yannis Youlountas, préface de Noël Godin, éditions Libertaires, 2013, 12 €.* L'auteur du film *Ne vivons plus comme des esclaves* (voir *Silence* n°416) est l'auteur de poésies philosophiques et libertaires qui pourfendent la censure sur le sexe, la macdomination du monde, les rimes un peu trop conventionnelles. C'est déjà la 4e édition.

■ **Viva la social ! Anarchistes & anarcho-syndicalistes en Amérique latine (1860-1930),** *ouvrage collectif, éditions Libertaires, 2013, 246 p., 18 €.* Du Mexique à l'Argentine, les mouvements anarchistes se sont développés partout. Un état des recherches sur cette période de l'histoire.

■ **Le nucléaire, le vrai du faux,** *Frédéric Denhez, éd. Delachaux et Nieslé, 2013, 154 p., 12,90 €.* En quatrième de couverture, on prétend que ce livre est objectif ! Pourtant, les études sur les malades de Tchernobyl, l'auteur n'en a pas entendu parler. L'accident de Fukushima, une bête inondation traitée en moins d'une page. L'avenir ? Les surgénérateurs. La catastrophe : comme on ne construit pratiquement plus de réacteurs en France, on va sortir du nucléaire sans l'avoir décidé. Effectivement, très objectif !

■ **Les secrets de la monnaie,** *Gérard Foucher, éd. Yves Michel, 2013, 300 p., 18 €.* Présentation, dans un langage simple, des aspects liés à la monnaie (dette, inflation, crise, intérêts, croissance…), avec ensuite des propositions d'évolution de la monnaie en s'inspirant des expériences nombreuses de monnaies complémentaires. Enthousiaste, mais un peu trop "y'a qu'à" et bien peu de données précises.

■ **La guerre et la paix, à petits pas,** *Véronique Corgibet et Cléo Germain, Actes Sud Junior, 2013, 76 p., 12,70 €. Dès 7 ans.* Un guide illlustré de dessins drôles et astucieux, pour mieux comprendre ce qu'est la guerre. Un panorama très vaste des raisons des guerres, de leurs effets, de leurs déclinaisons à travers l'histoire et la géographie, des enjeux de la justice et de la mémoire, des grandes figures pacifistes. Mais on sautille d'une époque à l'autre de manière anhistorique, et l'objection de conscience n'est même pas abordée. Quand aux réfugiés palestiniens, ils sont là car ils ont "refusé de partager leur pays avec les Israéliens"…

■ **Questions sur la croissance,** *Didier Harpagès, Sang de la terre/Médial, 2012, 192 p., 15 €.* Un livre fouillé pour approfondir les questions de décroissance, et qui analyse les relations entre économie et écologie ainsi que le rôle des idéologies du progrès et de l'individualisme.

■ **L'art du chevalement,** *Loo Hui Phang, Philippe Dupuy, éd. Futoropolis, 2013, 64 p., 15 €.* BD de présentation du musée du Louvre de Lens imaginant un parallèle entre galerie d'art et galerie des mines.

■ **Tout s'effondre,** *Chinua Achebe, traduction de l'anglais nigérian par Pierre Girard, éd. Actes Sud, 2013, 230 p., 21,80 €.* Roman sur l'arrivée des colonisateurs blancs dans les villages du Nigeria, au début du 20e siècle, avec l'originalité d'être écrit depuis le point de vue d'un des chefs de village. Comment les jeunes voient une liberté dans ce que proposent les colons et comment les traditions, bonnes ou mauvaises, des anciens s'effondrent rapidement.

■ **A un autre endroit,** *Marlene Krause, éd. L'association, 2013, 22 €.* Une couverture peu avenante pour cette BD, un dessin hésitant, et pourtant une belle histoire au sein d'un squat, avec débat sur le partage des tâches, l'accueil du voisinage, un jardin partagé, un atelier vélo, des vélorutions, de l'amour, de l'amitié…

L'art n'est pas libre, il agit
Écrits sur la littérature (1913 - 1948)

Alfred Döblin

Les écrits d'Alfred Döblin présentés dans cet ouvrage abordent la question de la relation de l'artiste avec la liberté et la société.
Pour Döblin, dont les réflexions auraient influencé Gunther Grass et Bertold Brecht, l'artiste doit créer lui-même sa liberté.
Dans les États libéraux modernes l'art est banalisé comme objet de consommation. Toute révolte se retrouve accrochée à un mur, récupéré par le système qu'elle dénonce.
Comment créer et ne pas répéter des idées convenues ? Créer, est-ce toujours agir ?
De nombreuses pistes sont explorées par Döblin pour ouvrir des chemins littéraires rendant possible l'accès à la liberté. Pour l'artiste et son public. JP.

Ed. Agone 2013 – coll. Banc d'essais, 2013, 208 p., 22 €.

Les prédateurs du Béton
Enquête sur la multinationale Vinci

Nicolas de la Casinière

La multinationale Vinci, reine du béton, est le fruit de plus d'un siècle de fusions, d'ententes, de pouvoir et de jeux d'influences.
Aujourd'hui, elle œuvre dans la construction d'autoroutes, d'aéroports (Notre-Dame-des-Landes), de voies ferrées, etc. Dans la plupart des Grands Projets Inutiles, Vinci impose son ordre au monde économique et politique.
Derrière une façade de développement durable se cachent des pratiques de prédateurs : destruction de l'environnement, exploitation des salariés, proximité avec le pouvoir.
Ce court ouvrage retrace le parcours de cette multinationale qui, bien que rebaptisée en 2000 sous le nom de Vinci, a traversé le 20e siècle pour entrer en force dans le 21e et continuer son ascension pour devenir l'un des leaders mondiaux du BTP. JP.

Ed. Libertalia, 2013, 112 p., 8 €.

La France en guerre au Mali
Enjeux et zones d'ombre

Survie

Début 2013, la France entre en guerre contre le terrorisme en intervenant militairement au nord du Mali.
L'association Survie nous présente ici la stratégie de la France pour embarquer avec elle la communauté internationale. Pour obtenir son soutien tout en s'autoproclamant gendarme de l'Afrique.
Les relations avec le Mali ne datent pas d'hier et des relents de néocolonialisme sont à l'origine de l'intervention française. Sur un échiquier géopolitique plus large, il est également question de la présence de la France au Tchad, au Niger, ou encore de la conduite d'opérations militaires pour le prestige... des vendeurs nationaux.
Une enquête dans les coulisses d'une guerre nous concernant directement. JP.

Ed. Tribord, 2013, 256 p., 7 €.

Murray Bookchin et l'écologie sociale
Une biographie intellectuelle

Vincent Gerber

Penseur peu connu en France, Murray Bookchin a écrit de très nombreux livres et articles sur l'écologie, dont fort peu sont traduits en français. Il a créé le concept d' écologie sociale et, plus tardivement, celui de municipalisme libertaire. Sa thèse fondatrice est que le rapport destructeur des sociétés occidentales à la nature est intrinsèquement lié à leurs structures sociales de domination de l'humain par l'humain. Ainsi, seule une "révolution longue" bouleversant en profondeur les institutions et les rapports sociaux est susceptible de permettre l'émergence d'une société véritablement écologique, ne cherchant pas à dominer la nature. Cette biographie intellectuelle dévoile les facettes multiples et l'évolution de la pensée et des concepts de Bookchin, dans une approche critique qui aborde aussi certaines limites et certains contre-arguments. L'exposition claire mais assez précise des polémiques théoriques auxquelles Bookchin a pris part, l'opposant notamment aux tenants de ce qu'il est convenu d'appeler "l'écologie profonde", est un des points forts du livre. XR

Éd. Écosociété, 2013, 174 pages, 17 €.

Mon père n'est pas un héros

Christophe Léon

Mon père n'est pas un héros ou la catastrophe de Fukushima à travers les yeux d'un enfant attendant impatiemment le retour de son père travaillant à la centrale.
À travers des dialogues concis et construit pour appuyer sur nos cordes sensibles, Christophe Léon apporte un témoignage tout en humanité. Son récit met les gouvernants face à la douleur d'un enfant qui s'interroge dans son innocence. Il n'est pas question d'environnement, de becquerels ou d'économie, mais d'amour, de liens humains et d'un grand vide qu'aucune technologie ne saura remplacer. JP.

Ed. Oskar, coll. Court Métrage, 2013, 56 p., 6 €.

La biodiversité ?
Comprendre vite et mieux

Lise Barnéoud

De l'histoire de la domestication de la nature à l'impact des humains et du réchauffement climatique, un panorama complet du sujet est présenté dans ce guide illustré, à l'aide de cartes, de schémas et d'encadrés présentant des exemples. Peut-on recréer artificiellement de la nature sauvage ? Qui protéger et qui laisser disparaître ? Les réponses sont passées en revue avec un regard critique : donner un prix à la nature n'est pas satisfaisant, créer des aires protégées n'est pas une panacée. Un ouvrage de vulgarisation sous forme de manuel à la portée de tou-te-s, très simple sans être trop simpliste, mais qui laisse souvent sur sa faim. GG

Ed. Belin, 2013, 80 p., 19€.

Malcolm X, stratège de la dignité noire

Sadri Khiari

La revendication de la haine du Blanc et du droit à la violence, la stratégie séparatiste, l'affirmation d'un Islam racialiste, beaucoup d'éléments chez Malcolm X peuvent rebuter d'emblée. Il serait l'ombre là où Luther King serait la lumière, le saint prônant la fraternité universelle. Et pourtant, Sadri Khiari réussit dans ce court essai à nous introduire avec finesse à l'intelligence de la pensée et de l'action de ce combattant intransigeant pour la dignité du peuple noir. Une stratégie politique radicale se dessine, qui évolue et s'affine au fil du parcours personnel et intellectuel de Malcolm. Une revendication de dignité, d'égalité, qui passe par la reconquête par les Afro-américains de leur image et de leur histoire, de leur pouvoir, et l'évolution tardive vers des positions plus ouvertes, sont ainsi décryptées. L'auteur, engagé en France avec les Indigènes de la République, offre une compréhension unique de l'intérêt de la pensée de cette figure de la libération raciale, au-delà des préjugés. GG

Ed. Amsterdam, 2013, 124 p., 8€50.

Penser avec Albert Camus
Le meurtre est la question

Jean-Marie Muller

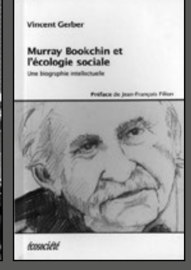
Albert Camus a développé tout au long de son existence une pensée pacifiste basée sur le refus du meurtre. Confronté à un dilemme lors de la deuxième guerre mondiale, il choisira de s'engager, alors que rien ne lui est plus exécrable que la guerre, et déclarera plus tard : «J'ai été pacifiste jusqu'en 1940... Je l'ai [la guerre] finie en résistant». Conscient qu'il ne pouvait pas ne pas participer à la lutte contre le nazisme.
Après guerre il approfondira son idée principale, le meurtre est la négation de l'esprit de l'homme. Il finira par militer pour un monde sans frontière, sans nationalisme et où chacun serait Citoyen du Monde. Tout en étant conscient de la nécessité de préserver la diversité culturelle. JP.

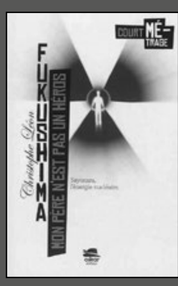
Ed. Chronique Sociale, 2013, 160 p., 15,90 €





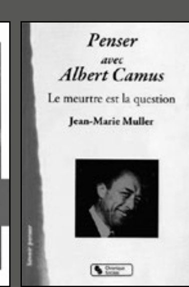












LIVRE DU MOIS



Chasseurs de matières premières

Raf Custers

Pour consommer, les Occidentaux n'ont pas besoin seulement de pétrole, mais aussi de matières premières. Les transnationales sont là pour piller les pays du Sud et s'assurer que le flux de richesse parvienne bien à ceux qui ont les moyens de payer. Si en Amérique du Sud, les changements de gouvernements ont permis de remettre en cause certaines pratiques, ce n'est pas encore le cas en Afrique où tout est fait, jusqu'à la guerre civile, pour empêcher que cela évolue et que la richesse profite à ceux qui travaillent sur place. La pauvreté est un système que le Nord s'évertue à conserver à son avantage. Les médias dominés par les multinationales se font le relais de leur propagande. L'auteur, journaliste, est allé enquêter sur l'origine de certaines de nos matières premières, principalement en Afrique. Tout à fait significatif de l'horreur économique dans laquelle nous vivons… sur le dos des Africains. MB.

Préface de Michel Collon, éd. Investig'Action Gresca et Couleur livres, 2013, 240 p., 16 €.

Romans

L'homme des montagnes

Kjell Eriksson

À travers une présentation de la société suédoise c'est à un voyage en Amérique du Sud que nous convie l'auteur. Entre problèmes d'immigration et oppression des peuples indigènes, entre métissage et spécificités culturelles, ce roman mêle réalisme et romantisme, cynisme et noirceur d'âme.
L'écriture fluide et précise de Kjell Eriksson nous entraîne dans des dimensions tant rurales que sociales. En opposant des cultures et des mondes. Pour tisser des liens et relier l'humanité dans sa diversité. JP.

Ed. Gaïa, 2013, 448 p., 23 €.

Le monde futur

Wang Xiaobo

Comment faire le portrait de son oncle, écrivain aux idées originales dans un monde communiste qui déteste les intellectuels ? Avec beaucoup d'humour, l'auteur montre comment le régime communiste essaie de "réinsérer" ses dissidents, que cela soit l'oncle puis l'auteur lui-même. Cela va très loin… sans que jamais le lecteur ne puisse savoir si l'on est dans le présent, le futur, le passé, dans l'imaginaire ou le réel. Une dénonciation par l'absurde des "révolutions culturelles" passées ou à venir. FV.

Traduction du chinois par Mei Mercier, éd. Actes Sud, 2013, 192 p., 20 €

Schproum

Jean-Yves Cendrey

Alors qu'il commence à écrire un roman se situant en Allemagne, l'auteur est saisi de malaises. Progressivement, il ne peut plus écrire, victime de migraines lancinantes, de vertiges… Le roman amorcé s'arrête alors et commence le récit de la découverte de son électrosensibilité par l'auteur, lorsqu'il fait le rapprochement de son état avec la pose d'une antenne-relais sur un immeuble voisin, après dix mois de recherche sur l'origine de son mal. Un déménagement suffit alors à ce qu'il aille mieux et il peut reprendre sa plume pour expliquer ce qui s'est passé. Si la fin de l'ouvrage est un témoignage important sur ce qui nous guette avec l'invasion des téléphones portables et autres ondes, on se demande bien pourquoi l'éditeur a laissé en première partie le début du roman inachevé. MB.

Ed. Actes Sud, 2013, 208 p., 19,80 €

B. D.

Welcome

Guillaume Trouillard

Cet "inventaire pour l'enfant qui vient de naître" est sans parole. Dans ce bel album illustré en couleurs, chaque double page se présente comme un inventaire de la diversité d'un élément qui se trouve sur notre planète. Feuilles, papillons, étoiles de mer, fossiles, coccinelles… on s'émerveille devant la richesse de la biodiversité. Puis, juste après les méduses, viennent… les sacs en plastique. Petit à petit viennent s'intercaler les dispositifs humains qui peuplent eux aussi notre monde, et qui font moins rêver : nains de jardin, gélules, plateformes off-shore, fils barbelés, avions, ronds-points, billets, casques de police, dans toute leur diversité,… Ces inventaires à l'aquarelle, à l'encre, à la craie ou encore sur carton montrent une fois de plus le talent graphique de Guillaume Trouillard. Un livre contemplatif qui laisse en suspension entre rêve et cauchemar, dévoilant parfois la troublante beauté de ce qui nous détruit. GG

Ed. de la Cerise, 2013, 176 p., 28€.

L'homme de l'année - 1967

L'homme qui tua Che Guevara

Wilfrid Lupano, Gaël Séjourné

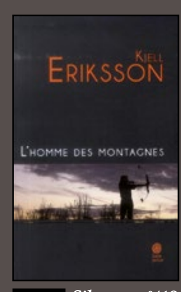
En octobre 1967, la tentative de soulèvement menée par Che Guevara en Bolivie se termine par son arrestation. Un simple soldat est chargé de l'abattre de sang-froid. Quarante ans plus tard, Mario, atteint de cataracte, va bénéficier de la présence de médecins cubains pour être soigné gratuitement. Pendant l'opération, il se souvient du Che : c'est lui le soldat qui a dû le tuer, sa vie ne devenant plus alors qu'une longue peur. Cette BD s'appuie sur une histoire publiée par un quotidien bolivien qui raconte cette parabole : soigné par les communistes que le régime combattait quand il était jeune ! Un rappel de cette guerre et comment Che Guevara est devenu une idole révolutionnaire. Beau dessin et excellent scénario. MB.

Ed. Delcourt, 2013, 56 p., 14,50 €

Les aventures d'ultra-chômeur

Erich Origen et Gan Golan

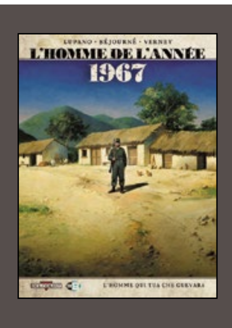
Le fils d'un riche milliardaire est Ultraman, super-héros qui explique aux pauvres que s'ils souffrent, c'est d'abord parce qu'ils ne savent pas positiver. Et puis un jour, il perd sa place dans la multinationale paternelle et se retrouve au chômage. Il a beau utiliser sa pensée positive, rien n'y fait. A force de débattre avec d'autres super-héros plus sociaux, ils en arrivent à conclure qu'il y a peut-être autre chose qui crée la pauvreté : l'avidité des dominants. Commence alors une super-lutte contre les multinationales















et évidemment, tous unis, les super-indignés vont gagner ! Formidable détournement des comics américains pour une dénonciation des stratégies des Etats et des actionnaires. FV.

Traduction de l'anglais (Etats-Unis) par Grégoire Courtois. Ed. Presque Lune, 2013, 80 p.

Jeunesse

L'enfant qui savait lire les animaux

Alain Serres, Zaü

C'est à un voyage initiatique que nous convie cet album, nous faisant suivre l'avancée d'un enfant seul et abandonné à travers la brousse, et sa rencontre avec des animaux qui vont lui apprendre, chacun à sa manière, à redevenir humain. Il perçoit en effet en eux des leçons de patience, d'humilité, de tendresse, de méfiance, retrouve peu à peu la mémoire de son passé et de l'intelligence, du langage. Un album grand format, sobrement écrit, somptueusement illustré par les encres de Chine de Zaü, qui nous interpelle : et si nous pouvions apprendre des animaux ce qui est au coeur de notre humanité ? Ce livre méditatif et contemplatif, à la portée universelle, quasi-cosmique, apporte une belle leçon de sagesse sur le lien des humains avec le reste du monde vivant. Et si cet enfant perdu et sans repères était l'humanité ? GG

Ed. Rue du Monde, 2013, 96 p., 25,80€

Le boulanger des croissants

Yannick Beaupuis

C'est l'histoire de cinq amis, qui vivent une existence simple, saine et conviviale, en répondant à leurs besoins par des activités maîtrisées. Mais après le passage d'un prince séduit par les croissants du boulanger, l'introduction de l'argent va générer l'appétit du gain, fracturer l'équilibre économique et social et finalement l'amitié du groupe. On suit par quels mécanismes à la fois naît l'exploitation, se pervertissent les relations, se dégrade la qualité de la vie et de la production, se détruit la biodiversité… Ce conte simple représente une source très riche pour réfléchir avec les jeunes des petites classes sur l'argent, l'exploitation, les relations sociales et écologiques, le sens de la vie… Et si le bonheur était dans une décroissance conviviale et choisie ? Et si un boulanger heureux était un "boulanger décroissant" ? Le graphisme est original : personnages et paysage sont dessinés sous la forme de cubes en bois, donnant une patine artisanale agréable à l'ensemble. GG

Balivernes (16, rue de la Douline, 69340 Francheville), 2013, 40 p., 12€

Musique

Sil,k

lojik !

Entre rock et pop lojik revient avec des chansons toujours emplies de poésie et de contretemps musicaux.
Entre douceur atmosphérique et emportements contenus de sa voix tantôt naïve tantôt sulfureuse, elle part à la recherche des fées qui se sont penchées sur son berceau, en explorant un univers tout personnel. Ses textes oscillent entre douceur et énergie pour nous conter des courts moments de vie. JP.

Production Motus, 2013, 11 titres, 42 mn, 14,80 €

Ciamen Plu

La perdita generacio

Pour son troisième album en espéranto Ciamen Plu, La perdita generacio, groupe suédois, revient avec des mélodies entraînantes, dansantes, accompagnées de textes ludiques et engagés.
Un peu d'humour avec Plastokanto qui clame que « tout ce qui est beau dans le monde doit devenir du plastique » ! et une reprise originale de la chanson Le déserteur, un titre hip-hop, et de nombreuses ambiances folk vous entraîneront dans des rondes endiablées. JP.

Prod. Vinilkosmo, 2013, 13 titres, 63 mn, 15 €

Beau livre

Il était une forêt

Luc Jacquet et Francis Hallé

Ce beau livre, sorti à l'occasion du film du même nom, présente de magnifiques photos d'arbres et de forêts, et présente ce que sont les arbres, les forêts, leurs écosystèmes, leurs résiliences et les menaces qui pèsent sur certaines d'entre elles. Une présentation scientifique facilement accessible. Partez à la découverte du figuier étrangleur, du palmier-panier... puis découvrez comment a été réalisé le film, ce qui est beaucoup moins écolo : hélicoptères, drones, pirogues, avions, 4x4... FV.

Editions Actes Sud, 2013, 240 p., 450 photos, 35 €

Nous avons également reçu… 2/2

■ **Porte-voix,** *Roland Pottier, éd. Presque Lune, 2012, 112 p., 13,50 €.* Après un accident vasco-cérébral, beaucoup de gens se retrouvent paralysés. Cela peut notamment toucher le langage : c'est l'aphasie. La personne comprend mais est incapable de parler, voir d'écrire. L'auteur, écrivain, se retrouve aphasique à près de 60 ans. Il va mettre une douzaine d'années pour retrouver une certaine autonomie sur son ordinateur et arriver à écrire ce livre où il explique la confusion que provoque l'aphasie. Un témoignage rare.

■ **Mobiles,** *Sandra Lucbert, éd. Flammarion, 2013, 280 p., 18 €.* Sept jeunes parisiens de 25 à 30 ans découvrent les limites de leur premier métier et de leur mode de vie, rupture amoureuse, travail artistique en squat, enseignement en banlieue, intermittent du spectacle… Des tranches de vie qui s'entrecroisent. Est-il encore temps de se révolter dans une société qui doute ?

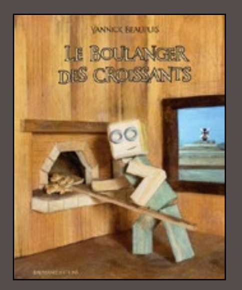
■ **Et si on redessinait le monde ?** *Daniel Picouly, Nathalie Novi, éd. Rue du Monde, 2013, 32 p., 20,20 €.* "Moi, si je pouvais redessiner le monde…". Chaque double page de ce grand album illustré en couleurs, met face à face un poème qui commence par ces mots, et une variation dessinée autour d'une carte géographique représentant une partie du monde. L'effet graphique est saisissant, on ne se lasse pas de regarder ces cartes traversées astucieusement de personnages, d'animations colorées et vivifiantes. Les poèmes, variations sur de grands thèmes humanistes (le partage, la pollution, la liberté…), devraient plaire à ceux qui aiment ce genre d'exercice…

■ **Recettes végétariennes slaves,** *Daria Sobowiec, éd. La Plage, 2013, 156 p., 13,50 €.* L'auteur tient un restaurant à Périgueux et vous propose une centaine de recettes venue de Russie, de Pologne, de Bulgarie, d'Ukraine… Dans la même collection, des recettes d'Italie, d'Inde, du Liban… De quoi varier les plaisirs de la gastronomie végétarienne à l'infini.

■ **Léon Tolstoï, contre le fantasme de toute-puissance,** *Renaud Garcia, éd. Le Passager clandestin, coll. Les précurseurs de la décroissance, 2013, 96 p., 8 €.* Présentation critique de celui que Gandhi appelle l'apôtre de la non-violence et qui restera malgré tout un grand propriétaire terrien, avec une vingtaine d'extraits de ces écrits sur des questions comme la critique de la puissance et la sagesse chrétienne, la critique de l'économisme, la critique de l'idéologie du progrès.

■ **L'actu en patates, tome 3, Tout est sous contrôle,** *Martin Vidberg, éd. Delcourt, 2013, 208 p., 17 €.* Reprise sous forme de livre du blog de l'auteur qui commente l'actualité sur le site du Monde. Un retour en arrière d'un an dans l'actualité tout à fait réjouissant.

■ **Agriculture biologique et alimentation, un mariage fertile,** *coordonné par Anny Poursinoff, éd. Le Passager clandestin / CEDIS, 2013, 112 p., 10 €.* Avec une vingtaine de contributeurs, professionnels de la filière ou élus écologistes, un rapide tour des chiffres de la bio, des avantages pour la santé, pour l'emploi, pour les sols, pour l'alimentation, et des exemples pratiques d'achats collectifs (Terres de Liens), de cantines bio (Mouans-Sartoux, Paris 2e). De quoi inciter les élus à se lancer dans la promotion de cette agriculture et de l'alimentation qui va avec. Manque une analyse de la dérive commerciale actuelle.







Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.













Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **25 janvier** (pour le n° de mars), **1er mars** (pour le n° d'avril), **29 mars** (pour le n° de mai)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

S!lence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec S!lence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un relais local

- > **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, http://rencontres3.free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr
- > **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr tél. : 01 43 57 20 83
- > **Pays-Bas** (La Haye et Delft) silence.paysbas@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

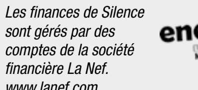
Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350
Code BIC : CCOPFRPPXXX
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

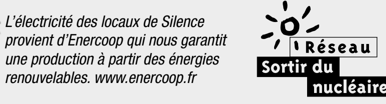
Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **27 novembre 2013** - **Editeur :** Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 1er trimestre 2014 - **Tirage :** 5000 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication :** Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Goutal, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Françoise Weité - **Photographes :** Fred Bonhomme, Marie Clem's, Luc Deflorenne, HZB, NASA/SDO/AIA, Oise Tourisme, Joe Penniston, Sebastião Salgado, Sam, Remy Steinegger, weck.info, WWF - **Et pour ce n° :** Caroline Bojarski, Jean Kergrist, Benjamin et Marie Lemay, On passe à l'acte, Bernard Ravenel, Reporterre (Barnabé Binctin), Xavier Ridon, Michel Scrive - **Couverture :** Marie Clem's - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



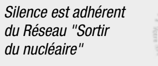


Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com





L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire"

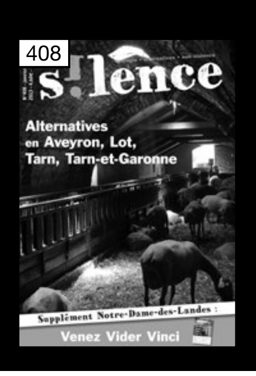


La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr













Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure

Numéros régionaux

- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie

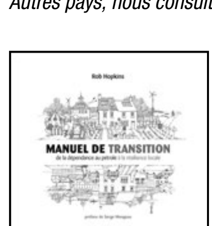
Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ **L'écologie 600 en dates**
84 p. - 12 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Un écologisme apolitique ?**
80 p. - 7 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2 €
Autres pays, nous consulter.

Commandes de plusieurs livres, nous consulter.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine		
☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Petit budget	1 an	32 €
Groupés		
☐ par 3 ex*	1 an	115 €
☐ par 5 ex*	1 an	173 €

Autres pays et Dom-tom		
☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

* à la même adresse

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées (Merci d'écrire en majuscules)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

❍ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) :

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ .... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal : Ville : Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE
I.C.S. FR82ZZZ545517
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE

À retourner à Silence. Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Alternative éducative
L'Atelier de Charenton



Sandrine Sananès a créé l'Atelier de Charenton, en bordure de Paris, en 2007. Elle y accueille des artistes de plus de 3 ans pour des initiations à la peinture, à la couleur, pour apprendre à prendre son temps, dans le respect de tous, pour associer plaisir et effort, concentration et beauté. Education lente, refus de la concurrence, 54 pinceaux d'autant de couleurs attendent l'enfant, l'adolescent ou l'adulte avec tout autour d'une grande pièce des feuilles géantes sur lesquelles chacun-e peut s'exprimer librement. Sandrine est là pour accompagner, apporter des savoir-faire techniques. Il n'y a pas d'interprétation ou de commentaires des tableaux peints. Pour respecter cette règle, les parents ne rentrent pas dans l'atelier. Ils peuvent voir les tableaux, sur rendez-vous, en dehors de la présence de l'enfant.













- ***L'Atelier de Charenton, 33, rue Gabrielle, 94220 Charenton, tél : 06 12 61 39 08, www.latelierdecharenton.com***
- ***Photos de Pierre-Emmanuel Weck, www.weck.info***